Volume 2

COMPTES PUBLICS 2011 2012

Revenus, crédits, dépenses et investissements du fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2012

Québec ##

COMPTES PUBLICS 2011-2012

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2012

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)



Comptes publics 2011-2012 – Volume 2

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec Novembre 2012

ISSN 0706-2869 (Imprimé) ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2012

CONTENU DU VOLUME

Le volume 2 se divise en trois sections.

Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne, les ministères et les organismes budgétaires de l'Administration gouvernementale. De plus, ces deux sections rendent compte également des revenus du fonds consolidé du revenu liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement.

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Sections 1 et 2

Aux fins de présentation, le terme « portefeuille » désigne l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation « Revenu ») ou l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous la responsabilité d'un ministre.

La comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts est conforme aux conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor, lesquelles sont énoncées à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement (section 2 du volume 1 des comptes publics). De plus, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q., c. A-7.003), les revenus administrés par l'Agence sont réduits des créances douteuses afférentes.

La section 1 présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts. Elle inclut également le Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et de l'état de l'emploi des crédits.

La section 2 présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts. Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés par une loi particulière que le Parlement n'a pas à voter. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au *Budget de dépenses 2011-2012* et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et des autres coûts supérieurs.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés et les dépenses et les autres coûts présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- les transferts présentés par objets d'aide et genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial présentés par catégories.

Les données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012, soit principalement :

- L'intégration du portefeuille « Services gouvernementaux » au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », en raison du regroupement de leurs activités en 2011-2012;
- L'exclusion des dépenses du portefeuille « Revenu », en raison de la création de l'Agence du revenu du Québec qui s'est substituée au ministère du Revenu. Les services rendus par l'Agence sont rétribués par le Fonds relatif à l'administration fiscale.

Section 3

La section 3 présente des informations financières sommaires sur chacun des fonds spéciaux et des fonds d'amortissement : revenus, dépenses, actif, passif, et solde du fonds.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances et de l'Économie (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS1

SUPERCATÉGORIES

♦ Rémunération

Cette supercatégorie comprend les dépenses ou les coûts engagés dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur, notamment, la contribution aux régimes de retraite, au régime des rentes du Québec, au Fonds des services de santé et à l'assurance-emploi.

♦ Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend les dépenses ou les coûts engagés dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert et d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

Créances douteuses et autres provisions

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

♦ Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues pour un fonds spécial, assumées en tout ou en partie par le ministère ou l'organisme budgétaire qui l'administre. Elle inclut notamment, les dépenses de rémunération, de fonctionnement et le coût du service de la dette du fonds spécial.

♦ Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

♦ Immobilisations

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

♦ Prêts, placements, avances et autres

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'acquisition de stocks et les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

Source : SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, Recueil des politiques de gestion, volume 9, chapitre 2; Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés

DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

CATÉGORIES

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

- Transfert Rémunération qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- Transfert Fonctionnement qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- Transfert Capital qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- ♦ Transfert Intérêt qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.
- Transfert Support qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert Rémunération », « Transfert Fonctionnement », « Transfert Capital » et « Transfert Intérêt ».
- Affectation à un fonds spécial Rémunération qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées à un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial Fonctionnement qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial Capital qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial Intérêt qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial Support qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme, géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits	
et de l'état de l'emploi des crédits	1
Détail des revenus des avédits des départes et des autres apûts	_
Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts	2
Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et	
les fonds d'amortissement	3

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts du gouvernement fédéral	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et de l'état de l'emploi des crédits	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses	1-32
Sommaire des dépenses de transfert	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories	1-43

ARRONDISSEMENTS

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			4 917
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			14 404
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-51	Conseil exécutif			
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine			
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs			4 592
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation			1 453
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport			2
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-111	Famille et Aînés			12 061
13	2-120	Finances	6 246 090		
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles			60 703
15	2-138	Justice			1 293
16	2-149	Relations internationales			
17	2-155	Ressources naturelles et Faune			370 755
18	2-165	Revenu	22 874 116	14 418 548	54 642
19	2-167	Santé et Services sociaux			1 754
20	2-178	Sécurité publique			36 410
21	2-194	Transports			39 835
22	2-203	Travail			
			29 120 205	14 418 548	602 820

⁽A) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises. De cette somme, des dividendes de 4 154 186 ont été versés au fonds consolidé du revenu.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres rentrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	5 628	5 382
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	735	
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	8 154	
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	11 403	8 894
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	7 512	436
6	2-51	Conseil exécutif	230	54
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine	11 496	10 816
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs	11 289	3 556
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation	48 368	480
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport	40 631	46
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	100 871	207
12	2-111	Famille et Aînés	1 025	
13	2-120	Finances	239 399	(141)
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles	10 382	7 417
15	2-138	Justice	175 283	
16	2-149	Relations internationales	864	588
17	2-155	Ressources naturelles et Faune	25 902	2 169
18	2-165	Revenu	698 489	
19	2-167	Santé et Services sociaux	238 238	229 114
20	2-178	Sécurité publique	17 231	9 407
21	2-194	Transports	8 000	1 904
22	2-203	Travail	2 465	2 423
			1 663 594	282 751

⁽B) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i). Les données du portefeuille «Revenu» tiennent compte également du retraitement effectué pour refléter, d'une part, la réduction des revenus fiscaux de la variation de la provision pour créances douteuses, conformément à la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q., c. A-7.003) et, d'autre part, les virements de revenus au Fonds relatif à l'administration fiscale pour la rétribution des services de cette Agence, en vertu de cette même loi.

	enus	Total des reve			Revenus	
(B)	2011	2012	Transferts du gouvernement fédéral	Total des revenus autonomes	provenant des entreprises (A) du gouvernement	Revenus divers
1	47	246		246		246
2	834	735		735		735
3	5 820	13 071		13 071		8 154
4	18 346	16 913		16 913		2 509
5	6 697	7 075		7 075		7 075
6	468	176		176		176
7	521	680		680		680
8	9 932	12 325		12 325		7 733
9	7 950	49 340		49 340		47 888
10	148 978	159 844	119 257	40 587		40 585
11	892 981	864 443	763 780	100 664		100 664
12	13 177	13 086		13 086		1 025
13	25 223 710	25 180 526	13 945 543	11 234 983	4 749 352	239 541
14	332 535	346 770	283 102	63 668		2 965
15	198 536	207 136	30 561	176 576		175 283
16	226	276		276		276
17	361 407	394 488		394 488		23 733
18	35 053 501	38 045 795		38 045 795		698 489
19	264 982	93 693	82 815	10 878		9 124
20	49 248	61 865	17 632	44 234		7 824
21	61 318	46 274	342	45 932		6 097
22	25	42		42		42
	62 651 240	65 514 801	15 243 032	50 271 769	4 749 352	1 380 843

	Total des transferts du	Comptes	Transferts	s du
Revenus	gouvernement	à fin	gouvernem	
= divers	fédéral	_ déterminée	= féd	éral
246				1
735				2
8 154	226 857	226 857		3
2 509	166 479	166 479		4
7 075				5
176				6
680	21 324	21 324		7
7 733	534	534		8
47 888	27 070	27 070		9
40 585	194 351	75 093	119	257 10
100 664	773 820	10 040	763	780 11
1 025				12
239 541	14 409 093	463 550	13 945	543 13
2 965	283 102		283	102 14
175 283	31 046	485	30	561 15
276				16
23 733	127	127		17
698 489				18
9 124	90 239	7 424	82	815 19
7 824	74 414	56 782	17	632 20
6 097	8 529	8 187		342 21
42				22
1 380 843	16 306 985	1 063 954	15 243	032

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses ^(A)	Prévisions de dépenses ne (B) nécessitant pas de crédits	Crédits initiaux ^{(C}
			(-)	<u>=</u>
1 /	Assemblée nationale	116 128	4 836	111 292
	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	77 641	1 893	75 748
	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 764 544	1 863	1 762 681
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 071 269	17 353	1 053 915
	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 004 529	1 466	1 003 063
6 (Conseil exécutif	371 059	751	370 308
	Culture, Communications et Condition réminine (excluant le service de la dette)	678 887	5 428	673 458
	Développement durable, Environnement et Parcs	204 144	12 070	192 074
	Développement économique, Innovation et Exportation	892 708	2 550	890 158
10 E	Éducation, Loisir et Sport	15 541 103	23 997	15 517 106
11 E	Emploi et Solidarité sociale	4 255 911	1 265	4 254 646
12 F	Famille et Aînés	2 388 075	7 638	2 380 437
13 F	Finances (excluant le service de la dette)	175 994	1 155	174 839
14 I	mmigration et Communautés culturelles	306 809	2 560	304 250
15	Justice	696 478	9 134	687 344
16 F	Relations internationales	111 661	3 978	107 683
17 F	Ressources naturelles et Faune	546 501	16 164	530 337
18 5	Santé et Services sociaux	29 140 502	1 841	29 138 661
19 5	Sécurité publique	1 171 397	18 311	1 153 086
20	Tourisme	138 623		138 623
21	Transports	869 489	19 045	850 444
22	Travail	32 707	536	32 172
	Total des programmes	61 556 157	153 835	61 402 322
	Culture, Communications et Condition réminine (service de la dette)			
F	Finances (service de la dette)	7 794 000	(17 000)	7 811 000
-	Total	69 350 157	136 835	69 213 322

⁽A) Selon les données du Budget de dépenses 2011-2012 déposé le 17 mars 2011, ajustées des reports de crédits de l'année financière 2010-2011.

⁽B) Ces prévisions incluent des dépenses d'amortissement de 153 835 et une réduction de 17 000 du service de dette en raison d'un excédent prévu des revenus de placements imputés à l'encontre de ce dernier.

⁽C) Les crédits initiaux sont constitués des crédits présentés dans le Budget de dépenses 2011-2012 déposé le 17 mars 2011 et de ceux votés au cours d'années antérieures (reports de crédits et crédits votés pour plus d'un an).

⁽D) Les variations de crédits découlent de crédits supplémentaires (autorisés par des lois ou générés par des mesures de crédits au net et d'utilisation de produits d'aliénation), de virements, de transferts de juridiction et des crédits permanents pour couvrir des dépenses supérieures à celles prévues au Budget de dépenses 2011-2012. Les transferts de juridiction résultent de transferts de responsabilité entre portefeuilles.

⁽E) Ces dépenses représentent des dépenses d'amortissement de 198 446, une réduction de 11 970 du service de dette en raison d'un excédent des revenus de placements imputés à l'encontre de ce dernier et la consommation de stocks pour 4 148 (aux ministères Santé et Services sociaux et Transports).

= + = 110 151 109 576 4 981 114 557 1 79 929 72 417 1 560 73 978 2 1 765 904 1 710 761 3 147 1 713 908 3 1 065 111 1 047 487 13 132 1 060 619 4 682 945 653 211 11 426 664 636 5 362 507 336 628 626 337 254 6 678 584 678 560 3 247 681 807 7 205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375<	4 981 1 560 3 147 13 132	72 417	110 151	+,(-)
79 929 72 417 1 560 73 978 2 1 765 904 1 710 761 3 147 1 713 908 3 1 065 111 1 047 487 13 132 1 060 619 4 682 945 653 211 11 426 664 636 5 362 507 336 628 626 337 254 6 678 584 678 560 3 247 681 807 7 205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	1 560 3 147 13 132	72 417		(1 141)
1 765 904 1 710 761 3 147 1 713 908 3 1 065 111 1 047 487 13 132 1 060 619 4 682 945 653 211 11 426 664 636 5 362 507 336 628 626 337 254 6 678 584 678 560 3 247 681 807 7 205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	3 147 13 132		79 929	
1 065 111 1 047 487 13 132 1 060 619 4 682 945 653 211 11 426 664 636 5 362 507 336 628 626 337 254 6 678 584 678 560 3 247 681 807 7 205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	13 132	1 710 761		4 180
682 945 653 211 11 426 664 636 5 362 507 336 628 626 337 254 6 678 584 678 560 3 247 681 807 7 205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15			1 765 904	3 223
362 507 336 628 626 337 254 66 678 584 678 560 3 247 681 807 7 205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	11 426	1 047 487	1 065 111	11 195
678 584 678 560 3 247 681 807 7 205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15		653 211	682 945	(320 118)
205 507 204 850 14 465 219 315 8 924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	626	336 628	362 507	(7 801)
924 733 895 107 1 013 896 120 9 15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	3 247	678 560	678 584	5 126
15 698 330 15 553 026 20 177 15 573 203 10 4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	14 465	204 850	205 507	13 434
4 332 623 4 320 890 124 4 321 014 11 2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	1 013	895 107	924 733	34 575
2 422 508 2 418 603 8 557 2 427 160 12 153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	20 177	15 553 026	15 698 330	181 225
153 755 111 737 1 011 112 748 13 176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	124	4 320 890	4 332 623	77 977
176 450 165 524 3 406 168 929 14 746 375 745 830 39 605 785 436 15	8 557	2 418 603	2 422 508	42 071
746 375 745 830 39 605 785 436 15	1 011	111 737	153 755	(21 083)
	3 406	165 524	176 450	(127 799)
114 671 114 404 3 757 118 161 16	39 605	745 830	746 375	59 031
114 071 114 404 3737 110 101 10	3 757	114 404	114 671	6 988
605 930 605 746 25 361 631 107 17	25 361	605 746	605 930	75 593
29 509 249 29 339 738 1 630 29 341 368 18	1 630	29 339 738	29 509 249	370 588
1 257 839 1 257 105 16 022 1 273 127 19	16 022	1 257 105	1 257 839	104 753
142 655 142 655 20		142 655	142 655	4 032
850 755 776 955 29 033 805 989 21	29 033	776 955	850 755	311
41 319 39 379 311 39 690 22	311	39 379	41 319	9 147
61 927 830 61 300 188 202 593 61 502 781	202 593	61 300 188	61 927 830	525 509
2 016 2 016 2 016 2 016	(44.070)			2 016
7 813 097 7 357 574 (11 970) 7 345 604 69 742 943 68 659 778 190 624 68 850 401				2 097 529 622

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2012

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits qui donnent lieu à des crédits votés et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois qui donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au *Budget de dépenses 2011-2012*. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent alors périmés, à l'exception des reports de solde à l'année 2012-2013 autorisés selon les conditions décrites au *Budget de dépenses 2011-2012*. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2012 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts contractés.

Le sous-ministre des Finances et de l'Économie.

Le contrôleur des finances,

Luc Monty

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec. le 19 octobre 2012

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Votés						
Votés			_	Votés		
	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
	117 143		116 387			756
43 578	39 319	41 338	32 755	1 173	1 066	6 564
3 700 813	393	3 635 698	393	1 751	63 363	
1 109 134	25	1 076 966	11	296	31 872	14
1 780 040	355 436	1 751 218	331 769	106	28 716	23 667
361 914	2 309	335 134	2 309	2 234	24 546	
730 966	10	730 942	10		24	
266 439	115	265 740	66	111	587	49
930 021	973	899 254	447		30 768	526
14 866 221	1 073 876	14 713 191	1 042 555	4 089	148 942	31 321
4 326 426	8 957	4 312 153	8 957	11 204	3 070	
	11 806	2 492 908	11 636	1 235	8 409	170
130 999	25 362	88 362	24 368	2 135	40 501	993
188 371	10	167 318	10	2 128	18 926	
596 947	179 282	596 947	178 738		1	544
132 742	944	129 565	944	77	3 099	
						75
						8 201
				300	1 970	14
						179
40 462	2 866	37 911	1 501	117	2 434	1 364
52 370 285	13 863 448	51 647 659	13 789 010	43 123	679 503	74 438
2 016		2 016				
2 097	7 811 000	2 097	7 355 477			455 523
52 374 398	21 674 448	51 651 772	21 144 487	43 123	679 503	529 961 ^{(*}
48 077 799	21 665 144	47 524 779	21 136 424	43 123	509 897	528 720
3 854 992 441 607	109 9 195	3 825 609 301 384	15 8 048		29 383 140 223	94 1 147
	21 674 448 ⁽¹	51 651 772	21 144 487 ⁽¹⁾			
	1 109 134 1 780 040 361 914 730 966 266 439 930 021 14 866 221 4 326 426 2 502 552 130 999 188 371 596 947 132 742 637 907 17 716 678 1 226 467 142 645 938 963 40 462 52 370 285 2 016 2 097 52 374 398	1 109 134	1 109 134 25 1 076 966 1 780 040 355 436 1 751 218 361 914 2 309 335 134 730 966 10 730 942 266 439 115 265 740 930 021 973 899 254 14 866 221 1 073 876 14 713 191 4 326 426 8 957 4 312 153 2 502 552 11 806 2 492 908 130 999 25 362 88 362 188 371 10 167 318 596 947 179 282 596 947 132 742 944 129 565 637 907 15 830 637 799 17 716 678 11 975 430 17 552 722 1 226 467 53 104 1 224 197 142 645 10 142 645 938 963 250 815 651 40 462 2 866 37 911 52 370 285 13 863 448 51 647 659 2 016 2 097 7 811 000 2 097 52 374 398 21 674 448 51 651 772 48 077 799 21 665 144 47	1 109 134 25 1 076 966 11 1 780 040 355 436 1 751 218 331 769 361 914 2 309 335 134 2 309 730 966 10 730 942 10 266 439 115 265 740 66 930 021 973 899 254 447 14 866 221 1 073 876 14 713 191 1 042 555 4 326 426 8 957 4 312 153 8 957 2 502 552 11 806 2 492 908 11 636 130 999 25 362 88 362 24 368 188 371 10 167 318 10 596 947 179 282 596 947 178 738 132 742 944 129 565 944 637 907 15 830 637 799 15 755 17 716 678 11 975 430 17 552 722 11 967 229 1 226 467 53 104 1 224 197 53 090 142 645 10 142 645 10 938 963 250 815 651 71 40 462 2 866 37 911 1	1 109 134 25 1 076 966 11 296 1 780 040 355 436 1 751 218 331 769 106 361 914 2 309 335 134 2 309 2 234 730 966 10 730 942 10 266 439 115 265 740 66 111 930 021 973 899 254 447 14 866 221 1 073 876 14 713 191 1 042 555 4 089 4 326 426 8 957 4 312 153 8 957 11 204 2 502 552 11 806 2 492 908 11 636 1 235 130 999 25 362 88 362 24 368 2 135 188 371 10 167 318 10 2 128 596 947 179 282 596 947 178 738 132 742 944 129 565 944 77 637 907 15 830 637 799 15 755 17 716 678 11 975 430 17 552 722 11 967 229 360 1 226 467 53 104 1 224 197 53 090 300 142 645 10 <td>1 109 134 25 1 076 966 11 296 31 872 1 780 040 355 436 1 751 218 331 769 106 28 716 361 914 2 309 335 134 2 309 2 234 24 546 730 966 10 730 942 10 24 266 439 115 265 740 66 111 587 930 021 973 899 254 447 30 768 14 866 221 1 073 876 14 713 191 1 042 555 4 089 148 942 4 326 426 8 957 4 312 153 8 957 11 204 3 070 2 502 552 11 806 2 492 908 11 636 1 235 8 409 130 999 25 362 88 362 24 368 2 135 40 501 188 371 10 167 318 10 2 128 18 926 596 947 179 282 596 947 178 738 1 132 742 944 129 565 944 77 3 099 637 907 15 830 637 799 15 755 109 12 6467</td>	1 109 134 25 1 076 966 11 296 31 872 1 780 040 355 436 1 751 218 331 769 106 28 716 361 914 2 309 335 134 2 309 2 234 24 546 730 966 10 730 942 10 24 266 439 115 265 740 66 111 587 930 021 973 899 254 447 30 768 14 866 221 1 073 876 14 713 191 1 042 555 4 089 148 942 4 326 426 8 957 4 312 153 8 957 11 204 3 070 2 502 552 11 806 2 492 908 11 636 1 235 8 409 130 999 25 362 88 362 24 368 2 135 40 501 188 371 10 167 318 10 2 128 18 926 596 947 179 282 596 947 178 738 1 132 742 944 129 565 944 77 3 099 637 907 15 830 637 799 15 755 109 12 6467

⁽²⁾ Les dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (l'amortissement d'immobilisations pour 198 446, une réduction du service de dette en raison d'un excédent des revenus de placements imputés à l'encontre de ce dernier et la consommation de stocks pour 4 148) ainsi que les variations à la baisse de provisions pour 1 425.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	Détail page		CRÉDI	ITS :	=	CRÉDITS INITIAUX	
			Dépenses	Investis- sements ((A) Votés permanents	Déjà v	rotés
						Reports	Votés sur plus d'un an
					+	+	+
1	2-4	Assemblée nationale	111 292	6 911	118 203		
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	75 748	2 898	77 890	756	
3	2-20	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 762 681	1 935 300	3 696 327	1 654	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 053 915	47 639	1 098 653	2 902	
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 003 063	1 538 945	2 541 904	104	
6	2-52	Conseil exécutif	370 308	1 646	369 658	2 296	
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	673 458	20 904	693 339	1 023	
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	192 074	52 767	244 750	91	
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	890 158	6 262	893 808	2 611	
10	2-90	Éducation, Loisir et Sport	15 517 106	155 101	15 672 207		
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 254 646	2 760	3 978 405		279 000
12	2-112	Famille et Aînés	2 380 437	27 558	2 191 790	1 205	215 000
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	174 839	2 605	175 279	2 165	
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	304 250	11 886	313 229	2 907	
15	2-140	Justice	687 344	33 821	721 165		
16	2-150	Relations internationales	107 683	19 085	126 768		
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	530 337	64 316	594 652		
18	2-168	Santé et Services sociaux	29 138 661	4 699	29 143 360		
19	2-180	Sécurité publique	1 153 086	44 904	1 189 493	8 496	
20	2-188	Tourisme	138 623		138 623		
21	2-196	Transports	850 444	88 457	918 013	20 889	
22	2-204	Travail	32 172	2 009	33 505	676	
		Total des programmes	61 402 322	4 070 472	64 931 020	47 774	494 000
	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)					
	2-124	Finances (service de la dette)	7 811 000		7 811 000		
		Total des dépenses (a)	69 213 322	4 070 472	72 742 020	47 774	494 000
	(:	a) Votés	48 244 495	4 061 383	51 764 104	(2) 47 774	494 000
		Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ne nécessitant pas de crédits (stocks) Ajustements négatifs de provisions	20 968 826	9 089	20 977 916	\(\frac{1}{2}\)	

⁽A) Les investissements comprennent les acquisitions d'immobilisations et de placements, les prêts, les avances ainsi que d'autres coûts assumés.

Loi nº 1 sur les crédits, 2011-2012 (L.Q., 2011, c.3) Loi nº 2 sur les crédits, 2011-2012 (L.Q., 2011, c.4) 16 412 219 35 351 885 **51 764 104**

⁽¹⁾ Les crédits initiaux incluent des crédits permanents évalués à 6 047 000 en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

⁽²⁾ Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Crédits autorisés (montants	Autres crédits permanents	Virements et transferts de juridiction		S SUPPLÉMENTAIRES	CREDIT	Crédits initiaux totaux —
reportés à la page suivante)			Autres	Associés aux produits d'aliénation	Associés aux crédits au net	
=	+, (-)	+, (-)	+	+	+	<u> </u>
117 143			(1 060) (3)			118 203
82 897		40	4 211 (4)			78 646
3 701 205	383	525			2 317	3 697 981
1 109 159	1	282		14	7 307	1 101 554
2 135 476	13 239	(419 771)				2 542 008
364 223	1 214	(8 945)				371 954
730 976		36 614				694 362
266 554	31	17 115		49	4 517	244 841
930 995	29	34 546				896 420
15 940 097	55 228	212 662				15 672 207
4 335 384	3 448	70 870			3 661	4 257 405
2 514 357	41	94 776	11 546 (5)			2 407 995
156 360	19 000	(40 083)				177 444
188 381		(173 206)			45 451	316 136
776 229	12 061	42 332			671	721 165
133 686	834	6 084				126 768
653 737	10 716	44 252			4 117	594 652
29 692 108	516 893 (6)	31 856				29 143 360
1 279 571	48 656	32 449			477	1 197 990
142 655		4 032				138 623
939 213		311				938 901
43 328		9 147				34 181
66 233 733	681 773	(4 113)	14 697	63	68 520	65 472 794
2 016		2 016				
7 813 097		2 097				7 811 000
74 048 846	681 773 (7)		14 697	63	68 520	73 283 794
52 374 398					68 520	52 305 879
21 674 448	681 773		14 697 (3), (4), (5)	63	00 020	20 977 916

⁽³⁾ La prévision au Budget de dépenses 2011-2012 a été révisée à la baisse de 1 060, conformément à la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1) et à la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52.1).

⁽⁴⁾ La prévision au Budget de dépenses 2011-2012 a été révisée à la hausse de 4 211, conformément à la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3).

⁽⁵⁾ La prévision au Budget de dépenses 2011-2012 a été révisée à la hausse de 11 546, conformément au décret 726-2003 adopté en vertu de la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

⁽⁶⁾ Les autres crédits permanents incluent 199 090 relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions.

⁽⁷⁾ Les autres crédits permanents représentent l'écart entre les crédits finaux et ceux prévus dans le Budget de dépenses 2011-2012.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

	Détail page		Crédits autorisés (montants	CRÉDI	TS NON UTILISI	ÉS	Ajustements négatifs de provisions	
			reportés)	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	,	
			+	(-)	(-)	(-)	(-)	
1 2	2-4 2-12	Assemblée nationale Personnes désignées par l'Assemblée	117 143 82 897	19	1 173	756 7 611		
2	2-12	nationale	02 097	19	1 1/3	7 011		
3	2-20	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	3 701 205	30 999	1 751	32 364		
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 109 159	14 760	296	17 126	1 425	
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 135 476	119	106	52 263		
6	2-52	Conseil exécutif	364 223	11 033	2 234	13 512		
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	730 976			24		
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	266 554	546	111	91		
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	930 995	29 100		2 194		
10	2-90	Éducation, Loisir et Sport	15 940 097		4 089	180 263		
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 335 384		11 204	3 070		
12	2-112	Famille et Aînés	2 514 357	1 632	1 235	6 946		
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	156 360	13 624	2 135	27 870		
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	188 381	8 797	2 128	10 128		
15	2-140 2-150	Justice	776 229		77	545 3 099		
16 17	2-150 2-158	Relations internationales Ressources naturelles et Faune	133 686 653 737		77	3 099 184		
18	2-158 2-168	Santé et Services sociaux	29 692 108	160 880	360	10 918		
19	2-108 2-180	Sécurité publique	1 279 571	419	300	1 565		
20	2-188	Tourisme	142 655	418	300	1 303		
21	2-100	Transports	939 213	50 612	15 808	57 071		
22	2-204	Travail	43 328	473	117	3 325		
		Total des programmes	66 233 733	323 015	43 123	430 926	1 425	
	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)	2 016					
	2-124	Finances (service de la dette)	7 813 097			455 523		
		Total des dépenses (a)	74 048 846	323 015	43 123	886 449	1 425	
		(a) Votés	52 374 398	323 015	43 123	356 489		
		Permanents Ne nécessitant pas de crédits	21 674 448			529 961		
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks) Ajustements négatifs de provisions						

Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i).

	ES	DÉPENSI	Dépenses ne nécessitant pas de —	Dépenses excluant les dépenses ne	TS	INVESTISSEMEN
3)	2011 (E	2012	crédits	nécessitant pas de crédits	Immobili- sations	Prêts, Placements, Avances et Autres
		<u> </u>	+	=	(-)	(-)
	113 497	114 557	4 981	109 576	6 797	14
	70 298	73 978	1 560	72 417	1 676	
	1 655 696	1 713 908	3 147	1 710 761	7 607	1 917 722 (8)
	1 057 446	1 060 619	13 132	1 047 487	27 944	121
	868 062	664 636	11 426	653 211	10 724	1 419 052 (9)
	321 659	337 254	626	336 628	743	72
	659 322	681 807	3 247	678 560	51 594	797
	227 854	219 315	14 465	204 850	60 943	13
	792 958	896 120	1 013	895 107	1 436	3 158
1	15 195 065	15 573 203	20 177	15 553 026	4 357	198 363 (10)
1	4 290 105	4 321 014	124	4 320 890	100	121
1	2 262 357	2 427 160	8 557	2 418 603	13 140	72 801 (11)
1	90 904	112 748	1 011	111 737	994	
1	175 196	168 929	3 406	165 524	1 676	127
1	723 170	785 436	39 605	745 830	29 849	5
1	119 624	118 161	3 757	114 404	14 999	1 106
1	682 550	631 107	25 361	605 746	14 140	33 667 (12)
1	28 514 017	29 341 368	1 630	29 339 738	2 053	178 160 (13)
1	1 171 683	1 273 127	16 022	1 257 105	20 161	22
2	140 365	142 655	00.000	142 655	20.400	200
2	808 249 38 975	805 989 39 690	29 033 311	776 955 39 379	38 463 34	303
	59 979 052	61 502 781	202 593	61 300 188	309 432	3 825 624
		2 016		2 016		
	7 084 062	7 345 604	(11 970)	7 357 574		
	67 063 113	68 850 401	190 624	68 659 778	309 432	3 825 624
	46 602 504	47 524 779		47 524 779	301 384	3 825 609
	20 331 324	21 136 424		21 136 424	8 048	15
	140 354	186 476	186 476			
	13 578	4 147	4 147			
	(24 647)	(1 425)		(1 425)		

⁽⁸⁾ Cette somme inclut 1 917 721 pour inscrire à la dette nette les coûts relatifs au transfert le 1er juillet 2011 de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux à ce ministère.

⁽⁹⁾ Cette somme inclut 1 419 047 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

⁽¹⁰⁾ Cette somme inclut 91 310 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

⁽¹¹⁾ Cette somme inclut 72 800 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

⁽¹²⁾ Cette somme inclut 33 666 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

⁽¹³⁾ Cette somme inclut 165 031 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011, ainsi que 13 127 relatifs à l'acquisition de stocks.

	Détail du pro- gramme ——	CR	ÉDITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENTA	AIRES
	en page	Votés et permanents	Déj	à votés	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+		+	+		+
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-168	546 307					
Permanents		438					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-168	17 125 432					
Permanents		3 777 712					
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Office des personnes handicapées du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2-170	13 083					
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-170						
Permanents		7 680 388					
Total du portefeuille		29 143 360					
TOTAL DE LA MISSION		29 143 360	:				
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Charte de la langue française	2-64	27 495	671				
Ne nécessitant pas de crédits		200	· · ·				
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec (1)	2-62	93 586	98				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-62	564 600					
Total du portefeuille		685 692	769				

⁽A) Les composantes des sommes présentées dans ces postes sont détaillées dans les tableaux « Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories » de la section 2 de ce volume.

⁽B) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i).

⁽¹⁾ La portion correspondant au « service de dette » dans ce programme est incluse dans la mission « service de dette », présentée à la page 1-30.

/irements et transferts de	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements	Investis- sements	Dépenses excluant les dépenses ne	Dépenses ne nécessitant pas de -	DÉPEN	SES
juridiction			négatifs de provisions (A)	(A)	nécessitant pas de crédits	crédits	2012	2011 (I
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+ -	=	
3 010	39	549 317 477	24 850 212	1 967	522 500 264		522 500 264	482 450 236
28 820	251 582	17 154 252 4 029 294	138 610	178 159	16 837 484 4 029 294	925	925 16 837 484 4 029 294	711 16 609 399 3 925 089
25		13 108	496	87	12 526	562 143	562 12 526 143	7 113 12 641 151
	265 272	7 945 660	7 989		7 937 670		7 937 670	7 476 228
31 856	516 893	29 692 108	172 157	180 213	29 339 738	1 630	29 341 368	28 514 017
31 856	516 893	29 692 108	172 157	180 213	29 339 738	1 630	29 341 368	28 514 017
(2 736)		25 431		182	25 248	224	25 248 224	23 649 227
4 456		98 140 10		52 209	45 930 10	2 981	45 930 10 2 981	42 600 10 1 495
32 943		597 543			597 543		597 543	578 518
34 663		721 123	1	52 392	668 731	3 205	671 936	646 498

	Détail du pro- gramme	CRI	ÉDITS INITI	IAUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	en page	Votés et permanents	Déj	jà votés	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille: Éducation, Loisir et Sport							
Administration et consultation	2-90	151 976					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-92	677 772					
Permanents		6 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du loisir et du sport Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-94 2-92	63 745 8 786 542					
Enseignement supérieur	2-92 2-94	4 949 320					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-9 4 2-90	24 204					
Régimes de retraite	2-90	24 204					
Permanents	2-30	1 012 638					
Total du portefeuille		15 672 207					
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Immigration, intégration et communautés culturelles Permanents	2-132	312 392 10	2 881		45 451		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		312 401	2 881		45 451		
TOTAL DE LA MISSION		16 670 299	3 650		45 451		
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire							
Développement des régions et ruralité	2-22	114 815					
Habitation	2-22	454 369					
Modernisation des infrastructures municipales	2-20	2 296 313	31				
Promotion et développement de la métropole Permanents	2-20	130 420					
Total du portefeuille		2 995 917	31				
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·							

⁽²⁾ La variation s'explique par un ajustement à la baisse, en 2010-2011, de la valeur de provision pour créances douteuses.

/irements et transferts de	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements	Investis- sements	Dépenses excluant les dépenses ne	Dépenses ne nécessitant pas de -	DÉPEN	SES
juridiction			négatifs de provisions (A)	(A)	nécessitant pas de crédits	crédits	2012	2011
+,(-)	<u>+</u>	=	(-)	(-)	=	+	=	
(5 586)		146 390	21 370	3 189	121 831		121 831	127 022
(5 500)		140 390	21370	3 103	10		10	10
						17 915	17 915	17 151
(362)		677 410	28 583	108 221	540 606		540 606	508 592
	37 475	43 475			43 475	0.000	43 475 ⁽²⁾	
						2 263	2 263	4 712 (18 858)
(1 000)		62 745	126		62 619		62 619	63 460
51 771		8 838 313	42 004	91 310	8 704 999		8 704 999	8 645 362
168 169		5 117 489	60 948	31310	5 056 542		5 056 542	4 818 518
(331)		23 873			23 873		23 873	23 665
	17 753	1 030 391	31 321		999 070		999 070	1 005 431
212 662	55 228	15 940 097	184 351	202 720	15 553 026	20 177	15 573 203	15 195 065
(173 206)		187 518	20 473	1 803	165 241		165 241	170 721
		10			10	2 406	10	10
						3 406	3 406	3 783
(173 206)		187 527	20 473	1 803	165 250	3 406	168 656	174 514
74 118	55 228	16 848 747	204 825	256 915	16 387 007	26 788	16 413 795	16 016 078
110	55 220	10 040 /4/	204 025	256 915	16 367 007	20 700	16 413 795	16016078
6 739 4 100		121 554 458 469	1 363		120 191 458 469		120 191 458 469	102 878 462 137
(17 210)		458 469 2 279 134	48 741	1 917 721	458 469 312 672		458 469 312 672	288 410
6 020		136 439	372	. 011 121	136 067		136 067	131 906
	377	377			377		377	
(352)	377	2 995 973	50 475	1 917 721	1 027 777		1 027 777	985 331
							·	

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	Détail du pro-	CR	ÉDITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENTA	AIRES
	gramme en page	Votés et permanents	Déj	à votés	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-34	455 855	2 706		6 433		
Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions		10				14	
Organismes d'État Permanents	2-34	642 788	196		874		
Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		1 098 653	2 902		7 307	14	
Portefeuille: Développement durable, Environnement et Parcs							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-72	5 374	91				
Ne nécessitant pas de crédits Protection de l'environnement et gestion des parcs Permanents	2-72	239 342 35			4 517	49	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		244 750	91		4 517	49	
Portefeuille: Développement économique, Innovation et Exportation							
Interventions relatives au Fonds du développement économique	2-82	201 106					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	2-82	200 494					
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	2-80	491 264	2 611				
Permanents Ne nécessitant pas de crédits		945					
Total du portefeuille		893 808	2 611				
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	870 427					
Total du portefeuille		870 427					

⁽³⁾ L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la dépense relative aux pertes sur interventions financières garanties.

⁽⁴⁾ L'augmentation s'explique principalement par le versement de nouvelles subventions reliées aux Projets mobilisateurs et au Programme des infrastructures du savoir.

S	DÉPENSES	DÉ	Dépenses ne nécessitant pas de -	Dépenses excluant les dépenses ne	Investis- sements	Crédits non utilisés et ajustements	Crédits autorisés	Autres crédits permanents	Virements et transferts de
2011	2012	2012	crédits	nécessitant pas de crédits	(A)	négatifs de provisions (A)			juridiction
	<u>=</u>		+	=	(-)	(-)	=	+	+,(-)
397 878 3 068	05 499 10	405 499 11		405 499 10	27 671	31 721 14	464 891 24		(103)
12 889 643 344	12 881 1 425)	12 88 ² (1 425 643 403	12 881	(1 425) 643 403	394	1 425 447	644 243		385
270 (3)	1 251 		251	1					
1 057 446	60 619	1 060 619	13 132	1 047 487	28 065	33 607	1 109 159	1	282
5 318	4 763	4 76		4 763	9	698	5 471		6
25 209 839	29		29	200 021	60 947		260 968		17 109
15 12 657	66 14 436		14 436	66		49	115	31	
227 854	19 315	219 315	14 465	204 850	60 956	748	266 554	31	17 115
216 099	55 308 ⁽³⁾	255 398		255 398		100	255 498		54 392
192 929		199 374		199 374		218	199 592		(903)
382 247 716 967	39 887 ⁽⁴⁾ 447 1 013		1 013	439 887 447	4 594	30 450 526	474 931 973	29	(18 943)
	96 120	896 120	1 013	895 107	4 594	31 294	930 995	29	34 546
792 958									
792 958 881 762		889 976		889 976		328	890 305		19 877

	Détail du pro- gramme	CRI	ÉDITS INITI	IAUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	en page	Votés et permanents	Déj	jà votés	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Relations internationales							
Affaires internationales	2-150	126 658					
Permanents		110					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		126 768					
Portefeuille: Ressources naturelles et Faune							
Gestion des ressources naturelles	2-158	522 523			70		
Permanents		5 039					
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection et mise en valeur de la ressource faunique	2-158	67 015			4 047		
Permanents	2-100	75			4 047		
Ne nécessitant pas de crédits		73					
Total du portefeuille		594 652			4 117		
Portefeuille: Tourisme	2-188	138 613					
Promotion et développement du tourisme Permanents	2-100	136 613					
		138 623					
Total du portefeuille		130 023					
Portefeuille: Transports							
Administration et services corporatifs	2-196	91 680	2 532				
Permanents Ne nécessitant pas de crédits		159					
Ajustements négatifs de provisions							
Infrastructures et systèmes de transport	2-196	763 499	18 357				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	2-198	62 584					
Permanents Ne nécessitant pas de crédits		91					
Total du portefeuille		918 013	20 889				
TOTAL DE LA MISSION		7 881 611	26 524		15 942	63	

⁽⁵⁾ La diminution s'explique principalement par la baisse des coûts reliés à l'extinction des feux de forêts.

Virements et transferts de	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements	Investis- sements	Dépenses excluant les dépenses ne	Dépenses ne nécessitant pas de —	DÉPENS	ES
juridiction			négatifs de provisions (A)	(A)	nécessitant pas de crédits	crédits	2012	2011
+,(-)		=	(-)	(-)	=		<u> </u>	
6 084	004	132 742	3 177	16 104	113 461		113 461	115 333
	834	944			943	3 757	943 3 757	498 3 794
6 084	834	133 686	3 177	16 105	114 404	3 757	118 161	119 624
46 922		569 516		44 689	524 827		524 827	521 446
75	10 716	15 830	75		15 755		15 755 ⁽⁵⁾	75 996
						20 866	20 866	14 192
(2 670)		68 391	109	3 118	65 164		65 164	66 339
(75)								75
						4 495	4 495	4 502
44 252	10 716	653 737	184	47 808	605 746	25 361	631 107	682 550
4 032		142 645			142 645		142 645	140 355
		10			10		10	10
4 032		142 655			142 655		142 655	140 365
(595)		93 617	10 288	5 371	77 958		77 958	66 563
		159	88		71		71	19
						17 722	17 722	13 655 (68)
906		782 762	112 163	33 093	637 506		637 506	652 709
							7-10	362
						7 719	7 719	12 802
		62 584	861	302	61 420	3 586	3 586 61 420	62 198
		91	91			7	7	10
311		939 213	123 491	38 766	776 955	29 033	805 989	808 249
			123 491	30 700			000 909	
126 148	11 989	8 062 276	243 304	2 114 014	5 704 957	86 762	5 791 719	5 696 139

	Détail du pro-	CR	ÉDITS INITI	AUX	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	gramme en page	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports Votés sur plus d'un an				
		+		+	+		+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FA	MILLES						
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Condition féminine Ne nécessitant pas de crédits	2-64	7 648	255				
Total du portefeuille		7 648	255				
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Administration Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-106	460 643 10			3 661		
Mesures d'aide financière Permanents	2-104	2 641 826 5 500		279 000			
Total du portefeuille		3 107 978		279 000	3 661		
Portefeuille: Famille et Aînés							
Condition des aînés	2-114	24 214					
Curateur public	2-114	52 763	1 205				
Permanents		100					11 546
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide à la famille	2-112	2 059 339		215 000			
Permanents		100					
Ajustements négatifs de provisions	0.440	55.054					
Planification, recherche et administration Permanents	2-112	55 254 19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		2 191 790	1 205	215 000			11 546
Portefeuille: Justice							
Aide aux justiciables	2-142	146 426					
Permanents		87 202					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		233 627					
TOTAL DE LA MISSION		5 541 043	1 460	494 000	3 661		11 546

ENSES	DÉPENS	Dépenses ne nécessitant pas de —	Dépenses excluant les dépenses ne	Investis- sements	Crédits non utilisés et ajustements	Crédits autorisés	Autres crédits permanents	Virements et transferts de
2011	2012	crédits	nécessitant pas de crédits	(A)	négatifs de provisions (A)			juridiction
	=		=	(-)	(-)	=	+	+,(-)
12 786 37	9 829 42	42	9 829		24	9 853		1 951
12 824	9 871	42	9 829		24	9 853		1 951
459 383 20	452 814 23		452 814 23	102	13 064	465 980 23	14	1 676
97 2 944 154 4 689	124 2 969 142 8 934	124	2 969 142 8 934	119	881	2 970 142 8 934	3 434	49 316
3 408 343	3 431 037	124	3 430 913	221	13 945	3 445 079	3 448	50 992
20 097 38 865 10 307	18 768 39 509 11 555		18 768 39 509 11 555	9 208	5 432 91	18 768 54 149 11 646		(5 447) 181
1 550 2 160 099	1 900 2 302 792 62	1 900	2 302 792 62	72 800	79	2 375 593 141	41	101 253
(8) 25 873 50 5 523	45 898 19 6 657	6 657	45 898 19	3 932	4 211	54 042 19		(1 212)
2 262 357	2 427 160	8 557	2 418 603	85 941	9 813	2 514 357	41	94 776
149 097 90 924 283	152 381 96 320 224	224	152 381 96 320	238	151	152 619 96 470	9 269	6 194
240 304	248 924	224	248 700	238	151	249 089	9 269	6 194
5 923 827	6 116 993	8 947	6 108 046	86 400	23 932	6 218 379	12 757	153 912

	Détail du pro- gramme	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
	en page	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres	
			Reports Votés sur plus d'un an					
		+	+	+	+	+	+.	
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE								
Portefeuille: Assemblée nationale								
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité Permanents	2-4	50 111					(1 309)	
Ne nécessitant pas de crédits								
Secrétariat général et affaires parlementaires Permanents	2-4	11 428					(351)	
Services statutaires aux parlementaires Permanents	2-6	56 664					600	
		118 203					(1 060)	
Total du portefeuille		110 203					(1000)	
Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale								
Administration du système électoral	2-12							
Permanents		33 383					4 211	
Ne nécessitant pas de crédits								
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie Permanents	2-14	1 345						
Ne nécessitant pas de crédits								
Le Commissaire au lobbyisme Ne nécessitant pas de crédits	2-14	2 959						
Le Protecteur du citoyen	2-12	13 999						
Permanents		381						
Ne nécessitant pas de crédits								
Le Vérificateur général	2-12	25 824	756					
Ne nécessitant pas de crédits								
Total du portefeuille		77 890	756	_			4 211	
Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire								
Administration générale	2-22	71 578	1 548					
Permanents		10						
Ne nécessitant pas de crédits								
Commission municipale du Québec	2-22	2 433	67					
Ne nécessitant pas de crédits								
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-20	608 943						
Régie du logement	2-24	17 447	8		2 317			
Ne nécessitant pas de crédits	£ £3				2017			
Total du portefeuille		700 410	1 623		2 317			

Virements et transferts de	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements	Investis- sements	Dépenses excluant les dépenses ne	Dépenses ne nécessitant pas de —	DÉPENS	SES
juridiction	F		négatifs de provisions (A)	(A)	nécessitant pas de crédits	crédits	2012	2011 (
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	= _	
156		48 958	208	6 776	41 973	4 981	41 973 4 981	39 556 4 521
(156)		10 921	334	27	10 560		10 560	10 643
		57 264	214	7	57 043		57 043	58 777
		117 143	756	6 811	109 576	4 981	114 557	113 497
		37 594	6 112	944	30 538	964	30 538 964	27 245 1 263
		1 345	444	308	592	45	592	58
		2 959	227	20	2 712	15	15 2 712	2 751
						89	89	81
20		14 019 381	782 8	59	13 179 373		13 179 373	13 588 350
		301	Ü		373	142	142	186
20		26 600	1 231	346	25 023	350	25 023 350	24 369 405
40		82 897	8 803	1 676	72 417	1 560	73 978	70 298
(2.024)		69 291	12 545	7 042	49 705		49 705	40.660
(3 834)	6	15	12 040	1 U42	49 705		49 705 15	49 669 12
						2 814	2 814	2 902
243		2 743	167		2 577	3	2 577 3	2 570 4
						J		
3 702 766		612 645 20 538	641 1 287	567	612 004 18 684		612 004 18 684	596 593 18 495
700		20 556	1 201	567	10 004	329	329	119
877	6	705 232	14 639	7 609	682 984	3 147	686 131	670 365

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

et Déjà votés aux crédits aux	Associés Autre control produits aliénation
Pote feuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale Commission de la fonction publique 2-42 3 701 104 Ne nécessitant pas de crédits Fonds de suppléance 2-46 999 993 Régimes de retraite et d'assurances 2-44 4 418 Permanents 342 188 Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions Total du portefeuille 2 541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ne nécessitant pas de	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite) Portefeuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale Commission de la fonction publique 2-42 3 701 104 Ne nécessitant pas de crédits Fonds de suppléance 2-46 999 993 Régimes de retraite et d'assurances 2-44 4 418 Permanents 342 188 Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions Total du portefeuille 2 541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Alfaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	+
Portefeuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale Commission de la fonction publique 2-42 3 701 104 Ne nécessitant pas de crédits Fonds de suppléance 2-46 999 993 Régimes de retraite et d'assurances 2-44 4 418 Permanents 342 188 Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions Total du portefeuille 2 541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents Ne nécessitant pas de crédits Alfaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
gouvernementale Commission de la fonction publique 2-42 3 701 104 Ne nécessitant pas de crédits 8 104 Fonds de suppléance 2-46 999 993 Régimes de retraite et d'assurances 2-44 4 418 Permanents 342 188 Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 10 Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions 2 541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 10 Ne nécessitant pas de crédits 10 10 Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Ne nécessitant pas de crédits Fonds de suppléance 2-46 999 993 Régimes de retraite et d'assurances 2-44 4 418 Permanents 342 188 Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions Total du portefeuille 2 541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Régimes de retraite et d'assurances 2-44 4 418 Permanents 342 188 Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits 10 Ajustements négatifs de provisions 2 541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 10 10 Ne nécessitant pas de crédits 2-54 14 319 264	
Permanents 342 188 Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits 10 Ajustements négatifs de provisions 2 541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 10 Ne nécessitant pas de crédits 2-54 14 319 264	
Secrétariat du Conseil du trésor 2-42 1 191 595 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits 10 Ajustements négatifs de provisions 2 541 904 Total du portefeuille 2 541 904 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions Total du portefeuille Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones Permanents Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 10 10 2 541 904 104 104 2 541 904 104 104 2 541 904 104 2 541 904 104 2 541 904 104 104 105 106 107 108 108 109 109 109 109 109 109 109 109 109 109	
Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions Total du portefeuille 2541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Ajustements négatifs de provisions Total du portefeuille 2541 904 104 Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Portefeuille: Conseil exécutif Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Affaires autochtones 2-54 227 872 194 Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Permanents 10 Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Ne nécessitant pas de crédits Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
Affaires intergouvernementales canadiennes 2-54 14 319 264	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
Permanents 10	
Ne nécessitant pas de crédits	
Cabinet du lieutenant-gouverneur 2-52 749	
Jeunesse 2-56 53 516 115	
Ne nécessitant pas de crédits	
Réforme des institutions démocratiques et accès à	
l'information 2-56 7 798 220 Ne nécessitant pas de crédits	
Services de soutien auprès du premier ministre et	
du Conseil exécutif 2-52 64 309 1 503	
Permanents 1 076	
Ne nécessitant pas de crédits	
Total du portefeuille 369 658 2 296	

⁽⁶⁾ La diminution s'explique principalement, d'une part, par la baisse de l'amortissement des gains et pertes actuarielles et, d'autre part, par la hausse des cotisations versées par les employeurs autonomes, dont la nouvelle Agence du revenu du Québec.

⁽⁷⁾ La diminution s'explique principalement, d'une part, par la baisse de la valeur de la provision relative à l'équité salariale et, d'autre part, par des dépenses assumées par le Secrétariat du Conseil du trésor en 2010-2011 relativement au Fonds relatif à la tempête de verglas, en raison de l'évolution du traitement de ce dossier dans le cadre des Accords d'aide financière en cas de catastrophes (AAFCC).

/irements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de	Investis- sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant	Dépenses ne nécessitant pas de — crédits	DÉPENSE	
			provisions (A)		pas de crédits		2012	2011
+,(-)	<u>+</u>	=	(-)	(-)	=	+	<u>=</u> _	
113		3 918	431	23	3 464	57	3 464 57	3 314 59
(995 648)		4 344	4 344					
		4 418	1 428		2 990		2 990	1 882
	11 832	354 020	23 657		330 362		330 362 ⁽⁶⁾	404 299
575 764		1 767 360	22 618	1 429 754	314 987		314 987 ⁽⁷⁾	458 216
	1 407	1 417	10		1 407		1 407	14
						11 369	11 369	5 989 (5 710)
(419 771)	13 239	2 135 476	52 489	1 429 776	653 211	11 426	664 636	868 062
(24)		228 041	5 128	74	222 839		222 839	206 492
	135	145			145	40	145	122
19		14 602	2 408	9	12 185	12	12 12 185	13 12 318
19	8	14 602	2 400	9	12 165		12 165	12 3 10
	O	10			10	14	14	16
		749			749	• • •	749	749
203		53 834	7 333		46 501		46 501	45 794
						6	6	8
25		8 043	915	292	6 836	47	6 836 47	6 435 27
(9 168)		56 644	10 995	441	45 208		45 208	47 125
(5 100)	1 070	2 146	10 090	771	2 146		2 146	2 066
						548	548	492
(8 945)	1 214	364 223	26 780	815	336 628	626	337 254	321 659

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme	du pro- gramme		AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENTA	AIRES
	en page	Votés et permanents	Déj	Déjà votés		Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+		+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Finances							
Direction du Ministère	2-124	57 771	851				
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses							
économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-124	111 146	1 314				
Permanents		6 343					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		175 279	2 165				
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Organisme relevant du ministre	2-132	828	25				
Total du portefeuille		828	25				
Portefeuille: Justice							
Activité judiciaire	2-140	28 623					
Permanents		69 893					
Administration de la justice	2-140	280 616					
Permanents		10 127					
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-142	11 873					
Organisme de protection relevant du ministre	2-144	8 147			671		
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-144	78 259					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		487 537			671		

⁽⁸⁾ L'augmentation s'explique principalement par une dépense d'affectation au Fonds du Plan Nord conformément à la « Loi instituant le Fonds du Plan Nord » (L.R.Q., c. F-3.2.1.1.1).

⁽⁹⁾ L'augmentation s'explique principalement par le repositionnement du projet de développement du système intégré d'information de justice (SIIJ) volet JuLien. La majorité des coûts encourus antérieurement relativement à ce projet a été jugée irrécupérable et a dû être radiée.

⁽¹⁰⁾ L'augmentation s'explique principalement par l'entente relative aux conditions de travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales conclue le 9 novembre 2011, ainsi que par la hausse des effectifs à temps complet afin d'améliorer les conditions de travail des procureurs.

Virements et transferts de	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements	Investis- sements	Dépenses excluant les dépenses ne	Dépenses ne nécessitant pas de —	DÉPENSE:	S
juridiction			négatifs de provisions (A)	(A)	nécessitant pas de crédits	crédits	2012	2011
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	<u> </u>	
337		58 959 19	18 360	322	40 277 19	619	40 277 19 619	38 892 11 810 (1)
(40 420)	19 000	72 040 25 343	24 276 993	672	47 091 24 349	392	47 091 24 349 ⁽⁸⁾ 392	45 603 5 193 396
(40 083)	19 000	156 360	43 630	994	111 737	1 011	112 748	90 904
		853	580		273		273	682
		853	580		273		273	682
(264)	2 559	28 359 72 452	388	283	28 077 72 064		28 077 72 064	27 730 71 015
12 634	234	293 250 10 360	5	28 195	265 054 10 355	33 940	265 054 10 355 33 940 ⁽⁹⁾	267 913 9 697 7 652
120 (66)		11 993 8 751		156	11 993 8 596	121	11 993 8 596 121	11 602 8 528 124
23 715		101 974		982	100 992	5 321	100 992 ⁽¹⁰⁾ 5 321	77 624 980
36 139	2 793	527 140	394	29 616	497 130	39 381	536 511	482 866

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

	Détail CRÉDITS I du pro- gramme		ÉDITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	en page	Votés et permanents	Déj	à votés	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+		+	+		+.
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre Permanents	2-182	31 821 34					
Ne nécessitant pas de crédits Sécurité, prévention et gestion interne Permanents	2-180	554 739 4 414					
Ne nécessitant pas de crédits Sûreté du Québec Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-180	598 485	8 496		477		
Total du portefeuille		1 189 493	8 496		477		
Portefeuille: Travail							
Travail Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-204	30 639 2 866	676				
Total du portefeuille		33 505	676				
TOTAL DE LA MISSION		5 694 707	16 141		3 465		3 151

⁽¹¹⁾ L'augmentation s'explique principalement par l'aide financière accordée suite aux inondations survenues en 2010-2011 en Gaspésie et en 2011-2012 en Montérégie.

Virements et transferts de	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements	Investis- sements	Dépenses excluant les dépenses ne	Dépenses ne nécessitant pas de –	DÉPENSE	S
juridiction	,		négatifs de provisions (A)	(A)	nécessitant pas de crédits	crédits	2012	2011 (E
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	 _	
609		32 430	1	541	31 889		31 889	29 840
		34	14		21	178	21 178	31 174
(332)		554 407	1	6 525	547 881	170	547 881	537 716
(002)	47 078	51 492	•	0 020	51 492		51 492 ⁽¹¹⁾	16 674
						3 667	3 667	3 538
32 172		639 630	2 268	13 117	624 246		624 246	571 339
	1 578	1 578			1 578		1 578	667
						12 177	12 177	11 702
32 449	48 656	1 279 571	2 284	20 183	1 257 105	16 022	1 273 127	1 171 683
9 147		40 462	2 551	34	37 877		37 877	35 820
		2 866	1 364		1 501		1 501	2 769
						311	311	386
9 147		43 328	3 915	34	39 379	311	39 690	38 975
(390 147)	84 907	5 412 224	154 270	1 497 514	3 760 440	78 466	3 838 906	3 828 990

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	Détail du pro-	CR	ÉDITS INIT	IAUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENTA	AIRES
	gramme en page	Votés et permanents	Dé _.	jà votés	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SERVICE DE LA DETTE							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec (12)	2-62						
Total du portefeuille							
Portefeuille: Finances Service de la dette Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-126	7 811 000					
Total du portefeuille		7 811 000					
TOTAL DE LA MISSION		7 811 000					
TOTAL		72 742 020	47 774	494 000	68 520	63	14 697
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ne nécessitant pas de crédits (stocks) Ajustements négatifs de provisions		51 764 104 20 977 916	47 774	494 000	68 520	63	14 697

⁽¹²⁾ La portion de ce programme non liée au « service de dette » est incluse dans la mission « Éducation et Culture », présentée à la page 1-12.

⁽¹³⁾ Cette somme est constituée du service de la dette directe (4 592 579) et des intérêts sur le compte des régimes de retraite (2 762 898).

⁽¹⁴⁾ Les revenus de placements des Fonds d'amortissement sont présentés en diminution du service de dette afférent. Le montant de 11 970 représente l'excédent des revenus de placements du Fonds des congés de maladie accumulés, sur le service de dette afférent.

⁽¹⁵⁾ Les autres crédits permanents représentent l'écart entre les crédits finaux et ceux prévus dans le Budget de dépenses 2011-2012.

Virements et transferts de	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements	Investis- sements	Dépenses excluant les dépenses ne	Dépenses ne nécessitant pas de	DÉPENS	ES
ge juridiction	permanents		négatifs de provisions (A)	(A)	nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2012	2011 (
+,(-)		=	(-)	(-)	=	+	<u>=</u> _	
2 016		2 016			2 016		2 016	
2 016		2 016			2 016		2 016	
2 097		2 097 7 811 000	455 523		2 097 7 355 477	(44.070)	2 097 7 355 477 ⁽¹³⁾ (11 970) ⁽¹⁴⁾	7 090 576
2 097		7 813 097	455 523		7 357 574	(11 970)	7 345 604	7 084 062
4 113		7 815 113	455 523		7 359 590	(11 970)	7 347 620	7 084 062
	681 773 (15)	74 048 846	1 254 012	4 135 056	68 659 778	190 624	68 850 401	67 063 113
	681 773	52 374 398 21 674 448	722 626 529 961	4 126 993 8 064	47 524 779 21 136 424	186 476	47 524 779 21 136 424 186 476	46 602 504 20 331 324 140 354
			1 425		(1 425)	4 147	4 147 (1 425)	13 578 (24 647)

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Assemblée nationale	110 151	109 576	82 457
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1 011	592	498
Commissaire au lobbyisme	2 934	2 712	2 084
Directeur général des élections - Commission de la représentation	35 694	30 538	17 872
Protecteur du citoyen	14 045	13 552	11 155
Vérificateur général	26 245	25 023	19 743
	79 929	72 417	51 353
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du			
territoire	1 744 357	1 689 500	35 175
Commission municipale du Québec	2 708	2 577	1 740
Régie du logement	18 838	18 684	13 642
	1 765 904	1 710 761	50 557
Agriculture, Pêcheries et Alimentation			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1 051 327	1 034 084	112 249
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 988	8 946	7 343
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 796	4 458	3 363
	1 065 111	1 047 487	122 955
Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
Conseil du Trésor	679 186	649 746	355 497
Commission de la fonction publique	3 759	3 464	2 701
	682 945	653 211	358 199
Conseil exécutif			
Ministère du Conseil exécutif	356 542	331 018	49 821
Commission d'accès à l'information	5 966	5 610	4 448
	362 507	336 628	54 269
Culture, Communications et Condition féminine			
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (1)	653 013	652 994	30 461
Connection des biens culturels du Québec	485	484	299
Conseil du statut de la femme	4 029	4 024	2 956
Conseil supérieur de la langue française Office québécois de la langue française	1 291 21 783	1 291 21 783	723 14 497
Onice quebecois de la langue mançaise	21700	2.700	
<u>.</u>	680 600	680 576	48 935

⁽¹⁾ Ces sommes incluent les données financières de la Commission de toponymie.

⁽A) Ces données excluent les dépenses qui ne requièrent pas de crédits, soit l'amortissement des immobilisations, la consommation de stocks et l'excédent de 11 970 des revenus de placements du Fonds des congés de maladie accumulés présentés en diminution de service de dette afférent.

⁽B) Ces dépenses représentent l'amortissement des immobilisations (198 446 dans la supercatégorie « Fonctionnement »), la consommation de stocks (3 586 et 562 respectivement dans les supercatégories « Fonctionnement » et « Transfert ») et l'excédent de 11 970 des revenus de placement présentés en diminution du service de dette (dans la supercatégorie « Service de dette »).

+	Fonctionnement (A)+	Créances douteuses et autres provisions	Transfert_(A)+	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
	27 109		10			4 981	114 557
	94 628 7 835 2 397 5 280		4 830 4 830			15 89 964 142 350 1 560	608 2 800 31 502 13 694 25 374 73 978
	17 400 836 5 041	383	1 581 526	55 017		2 814 3 329	1 692 315 2 580 19 013
	23 278	383	1 581 526	55 017		3 147	1 713 908
	53 526 1 603 1 094 56 223	(1 425) 1 (1 424)	869 734 869 734			12 881 222 29 13 132	1 046 965 9 168 4 487 1 060 619
	256 870 763 257 633		35 599 35 599	1 780		11 369 57 11 426	661 116 3 521 664 636
	14 371 1 162 15 533	312	266 514 266 514			579 47 626	331 597 5 657 337 254
	18 967 185 1 068 552 4 713	397	601 154 17 2 573		2 016	3 009 19 5 214	656 003 484 4 043 1 296 21 997
	25 484	397	603 744		2 016	3 247	683 823

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Développement durable, Environnement et Parcs			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	200 087 5 421	200 087 4 763	90 782 3 469
	205 507	204 850	94 251
Développement économique, Innovation et Exportation (1)	924 733	895 107	57 414
1) Ces sommes incluent les données financières de la Commission de l'éthique	e en science et en technologie	2.	
Education, Loisir et Sport			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (1)	15 693 216	15 548 694	89 542
Conneil synéticus de l'enseignement collégial	2 423 2 691	1 939 2 394	1 434 1 988
Conseil supérieur de l'éducation			
	15 698 330	15 553 026	92 964
mploi et Solidarité sociale (1)	4 332 623	4 320 890	165 590
) Ces sommes incluent les données financières de la Commission des parten	aires du marché du travail.		
amille et Aînés			
amille et Aînés Ministère de la Famille et des Aînés	2 368 313	2 367 539	30 424
	2 368 313 54 195	2 367 539 51 064	
Ministère de la Famille et des Aînés			38 500
Ministère de la Famille et des Aînés Curateur public	54 195	51 064	30 424 38 500 68 924 45 416
Ministère de la Famille et des Aînés Curateur public inances	7 966 853 du Fonds des congés de mal	51 064 2 418 603 7 469 311 adie accumulés, imputés à	38 500 68 924 45 416
Ministère de la Famille et des Aînés Curateur public inances 1) Cette somme exclut 11 970 relatifs à l'excédent des revenus de placements service de la dette. Cet excédent est présenté dans la colonne « Dépenses	7 966 853 du Fonds des congés de mal	51 064 2 418 603 7 469 311 adie accumulés, imputés à	38 500 68 924 45 416
Ministère de la Famille et des Aînés Curateur public inances 1) Cette somme exclut 11 970 relatifs à l'excédent des revenus de placements service de la dette. Cet excédent est présenté dans la colonne « Dépenses	7 966 853 du Fonds des congés de mal	51 064 2 418 603 7 469 311 adie accumulés, imputés à	38 500 68 924 45 416
Ministère de la Famille et des Aînés Curateur public inances 1) Cette somme exclut 11 970 relatifs à l'excédent des revenus de placements service de la dette. Cet excédent est présenté dans la colonne « Dépenses inmigration et Communautés culturelles Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	7 966 853 du Fonds des congés de mal ne nécessitant pas de crédits	51 064 2 418 603 7 469 311 adie accumulés, imputés à ».	38 500 68 924 45 416 l'encontre du
Ministère de la Famille et des Aînés Curateur public inances 1) Cette somme exclut 11 970 relatifs à l'excédent des revenus de placements service de la dette. Cet excédent est présenté dans la colonne « Dépenses mmigration et Communautés culturelles	7 966 853 du Fonds des congés de mal ne nécessitant pas de crédits	51 064 2 418 603 7 469 311 adie accumulés, imputés à ».	38 500 68 924 45 416

Dépenses totales	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Service de la dette (A)	Affectation à un fonds spécial +	Transfert (A)+	Créances douteuses et autres provisions	Fonctionnement (A)+
214 522 4 793	14 436 29			58 537	56	50 712 1 294
219 315	14 465			58 537	56	52 006
896 120	1 013		62 038	558 201	189 224	28 230
15 568 833	20 139		13 000	15 350 648	51 929	43 574 504
1 955 2 416	16 22					406
15 573 203	20 177		13 000	15 350 648	51 929	44 484
4 321 014	124		1 108 744	2 945 179	8 934	92 443
2 374 196 52 964	6 657 1 900			2 320 406	62 9	16 647 12 555
2 427 160	8 557			2 320 406	71	29 202
7 458 352	(10 958)	7 357 574	19 338	19 177		27 806
168 656	3 406			42 800		43 433
273	2.406			42.800		57
168 929	3 406	=		42 800		43 490

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Justice			
Ministère de la Justice (1)	619 004	618 848	230 249
Comité de la rémunération des juges	204	42	
Conseil de la justice administrative	379	379	199
Directeur des poursuites criminelles et pénales	100 992	100 992	79 266
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 975	14 975	11 676
Conseil de la magistrature	2 224	1 999	338
Office de la protection du consommateur	8 596	8 596	6 342
	746 375	745 830	328 070
(1) Ces sommes incluent les données financières du Tribunal des droits de criminelles et pénales.	·	·	·
Relations internationales	114 671	114 404	60 189
Ressources naturelles et Faune	605 930	605 746	161 138
Santé et Services sociaux			
Ministère de la Santé et Services sociaux (1)	29 496 240	29 327 212	49 130
Office des personnes handicapées du Québec	13 008	12 526	8 460
	29 509 249	29 339 738	57 590
 (1) Ces sommes incluent les données financières du Commissaire à la sar (2) Cette somme exclut 562 pour la consommation de stocks, lesquels son Sécurité publique 		penses ne nécessitant pas	de crédits ».
Ministère de la Sécurité publique	1 225 916	1 225 196	566 234
Bureau du coroner	6 812	6 812	3 033
Régie des alcools, des courses et des jeux	13 752	13 738	10 762
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 029	4 029	2 643
Comité de déontologie policière	1 777	1 776	1 205
Commissaire à la déontologie policière	3 107	3 107	2 653
Commissaire à la lutte contre la corruption	2 447	2 447	1 219
	1 257 839	1 257 105	587 749

et autres Affontation à Consider de nécess	enses ne sitant pas Dépenses de crédits (B) totales
136 483 5 224 235 791 11 101 42 180	33 940 652 788 42 379
21 726 3 299 1 661	5 321 106 313 224 15 199 1 999
<u>2 103</u> <u>151</u>	121 8 717
<u>165 493</u> <u>5 224</u> <u>235 942</u> <u>11 101</u>	39 605 785 436
28 181 14 26 020	3 757 118 161
<u>103 301</u> 7 183 32 513 301 611	25 361 631 107
68 535 29 209 547 ⁽²⁾ 3 081 985 71 616 29 210 532	1 487 29 328 699 143 12 669 1 630 29 341 368
277 332 112 928 268 701 3 779 2 956 21 1 386 571 453 1 228	15 844 1 241 040 6 812 178 13 916 4 029 1 776 3 107 2 447
<u>287 706</u> <u>21</u> <u>112 928</u> <u>268 701</u>	16 022 1 273 127

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Tourisme	142 655	142 655	
Transports			
Ministère des Transports	838 526	766 252	114 276
Commission des transports du Québec	12 229	10 703	7 903
	850 755	776 955	122 179
Travail			
Travail Ministère du Travail	30 990	30 774	8 834
Ministère du Travail Commission de l'équité salariale	7 199	6 834	8 834 4 596
Ministère du Travail Commission de l'équité salariale Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (1)	7 199 289	6 834 279	4 596 181
Ministère du Travail Commission de l'équité salariale	7 199	6 834	4 596
Ministère du Travail Commission de l'équité salariale Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (1)	7 199 289	6 834 279	4 596 181
Ministère du Travail Commission de l'équité salariale Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (1)	7 199 289 2 841 41 319	6 834 279 1 492	4 596 181 982

+	Fonctionnement	(A)+	Créances douteuses et autres provisions	Transfert (A)+	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
:		_		80 067	62 587		 -	142 655
_	340 731 2 800	(1)	52	307 955	3 239		27 758 1 275	794 010 11 978
:	343 531	_	52	307 955	3 239		29 033	805 989
	4 857 2 238			17 083			249 56	31 022 6 890
-	98 509			,			7	279 1 498
	7 702	_		17 083			311	39 690
:								

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

BÉNÉFICIAIRES (A)	Rémunération 	Fonctionnemer
Entreprises	503	14.
Établissements de santé et de services sociaux	13 024 231	5 446 74
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	11 436 730	1 649 30
Municipalités et organismes municipaux		16
Organismes à but non lucratif	1 040	39 85
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		161 15
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	6 488 153	561 77
	30 950 657	7 859 13
RÉPARTITION:		
1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	26 830	6 72
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	45 000	11 00
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	28 568	3 25
6 Conseil exécutif		2 13
7 Culture, Communications et Condition féminine	122 391	74 64
8 Développement durable, Environnement et Parcs		g
9 Développement économique, Innovation et Exportation	17 182	49 36
10 Éducation, Loisir et Sport	11 425 003	1 642 23
11 Emploi et Solidarité sociale	4 633	1 85
12 Famille et Aînés		30 72
13 Finances	11 296	2 46
14 Immigration et Communautés culturelles		
15 Justice	74 432	18 43
16 Relations internationales	925	1 04
17 Ressources naturelles et Faune		6
18 Santé et Services sociaux	19 122 944	5 939 27
19 Sécurité publique		7 10
20 Tourisme	28 276	18 87
21 Transports	30 021	46 21
22 Travail	13 155	3 63

⁽A) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

⁽B) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

⁽C) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i).

(C)	2011	2012	Support	Intérêts	(B)	Capital (
					Autres	Principal
	1 825 398	1 728 606	1 695 885	3 747	19 324	9 005
	19 412 908	19 665 389	146 446	302 829	219 128	526 012
	14 571 820	14 907 167	443 570	514 945	96 121	766 493
	1 473 967	1 593 703	1 218 360	116 906	8 850	249 423
	3 418 527	3 467 676	3 182 984	90 402	40 445	112 953
	2 910 080	2 927 282	2 927 282			
	2 003 998	2 062 994	1 901 838			
	919 242	982 104	923 123	2 281	42 339	14 361
	6 779 287	7 345 584	154 117	44 823	22 669	74 050
	53 315 226	54 680 505	12 593 606	1 075 934	448 875	1 752 296
1		10	10			
2	3 673	4 830	4 830			
3	1 540 444	1 581 526	1 021 223	166 749	45 828	314 176
4	862 365	869 734	798 460	128	15 012	131
5	30 430	35 599	3 775			
6	248 260	266 514	242 273	3 950	8 369	9 792
7	585 958	603 744	271 504	42 658		92 547
8	48 577	58 537	33 192	8 955	983	15 309
9	614 268	558 201	431 257	2 342	56 884	1 173
10	15 049 545	15 350 648	945 388	514 738	71 150	752 133
11	2 929 076	2 945 179	2 938 519	0.000	168	45.400
12	2 162 996	2 320 406	2 263 757	9 899	834	15 186
13	19 501	19 177	5 415			
14	43 700	42 800	42 800		E00	
15	227 853	235 942	142 551		523	
16	30 492	26 020	24 054	077		1 225
17	32 441	32 513	30 145	977	220.424	1 325
18 19	28 372 657 86 465	29 211 094	3 081 730	302 744	238 424	525 976 601
20	78 571	112 928 80 067	105 226	16 260		16 655
21	332 470	307 955	207 200	6 533	10 699	7 291
22	15 480	17 083	207 200	0 000	10 699	1 231
	53 315 226	54 680 505	12 593 606	1 075 934	448 875	1 752 296

2 201 171

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	2012	(A)
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					55 017	55 017	40 017
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		457		1 324		1 780	66 679
Développement économique, Innovation et Exportation					62 038	62 038	
Éducation, Loisir et Sport		13 000				13 000	
Emploi et Solidarité sociale	118 404	60 658	9 625	600	919 458	1 108 744	1 091 403
Finances		338			19 000	19 338	450
Justice					11 101	11 101	12 001
Ressources naturelles et Faune	60 538	90 273	6 697	7 503	136 600	301 611	285 995
Sécurité publique	213 524	50 031	5 146			268 701	240 794
Tourisme	17 187	9 847	773	297	34 484	62 587	61 794
Transports		280			2 959	3 239	3 239
	409 653	224 883	22 240	9 724	1 240 657	1 907 157	1 802 372

⁽A) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i).

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili- sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	82 457			82 457	740	83 196
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	51 353			51 353		51 353
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	50 557	26 830		77 387	319	77 706
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	122 955	45 000		167 955	517	168 471
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	358 199	28 568		386 767		386 767
Conseil exécutif	54 269			54 269		54 269
Culture, Communications et Condition féminine	48 935	122 391		171 326	296	171 622
Développement durable, Environnement et Parcs	94 251			94 251	843	95 094
Développement économique, Innovation et Exportation	57 414	17 182		74 596	90	74 686
Éducation, Loisir et Sport	92 964	11 425 003		11 517 967	882	11 518 848
Emploi et Solidarité sociale	165 590	4 633	118 404	288 626		288 626
Famille et Aînés	68 924			68 924	104	69 029
Finances	45 416	11 296		56 713		56 713
Immigration et Communautés culturelles	79 233			79 233		79 233
Justice	328 070	74 432		402 503	1 894	404 397
Relations internationales	60 189	925		61 114		61 114
Ressources naturelles et Faune	161 138		60 538	221 676	2 708	224 385
Santé et Services sociaux	57 590	19 122 944		19 180 534		19 180 534
Sécurité publique	587 749		213 524	801 273	2 384	803 657
Tourisme		28 276	17 187	45 463		45 463
Transports	122 179	30 021		152 200	533	152 733
Travail	14 594	13 155		27 749		27 749
	2 704 027	30 950 657	409 653	34 064 337	11 308	34 075 645

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-11
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-32
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2-41
Conseil exécutif	2-51
Culture, Communications et Condition féminine	2-61
Développement durable, Environnement et Parcs	2-70
Développement économique, Innovation et Exportation	2-79
Éducation, Loisir et Sport	2-88
Emploi et Solidarité sociale	2-103
Famille et Aînés	2-111
Finances	2-120
Immigration et Communautés culturelles	2-131
Justice	2-138
Relations internationales	2-149
Ressources naturelles et Faune	2-155
Revenu	2-165
Santé et Services sociaux	2-167
Sécurité publique	2-178
Tourisme	2-188
Transports	2-194
Travail	2-203

ARRONDISSEMENTS

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	5 382	2 747
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	5 382	2 747
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	246	47
	246	47
Total des revenus autonomes	246	47
Total des revenus	246	47

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES nents	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 1 nmaire : page 1-22		Secrétariat génér	al et affaires parlemen	taires	
1.	Secrétariat général					
	Permanents(1)	8 028		27	7 789	5 966
2.	Affaires parlementaires					
	Permanents(1)	2 894	·		2 771	2 552
тот	TAL _	10 921		27	10 560	8 518
(1)	Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1).					
	DGRAMME 2 nmaire : page 1-22			al adjoint à l'administr et institutionnelles et		
1.	Affaires informationnelles et institutionnelles Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	7 719	6		7 630 1	5 246
2.	Affaires administratives et sécurité Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	41 238	1	6 769	34 343 4 980	25 414
тот	TAL .	48 958	7	6 769	46 954	30 660
(1)	Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1).					

					CRÉE	ITS NON UTILISÉS	i
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
programme vise		utés dans l'exercio	ce de leur rôle de léç	jislateur et de con	ntrôleur de l'activité g	ouvernementale et	à assurer l
1 823							21
219							12
2 042							33
					tratives au regard de communications, aux	activités protocola	
ncières, humain	nes, matérielles et i s, aux activités péd	agogiques, à la dif	fusion des débats e	t à assurer la séc	urité des personnes e	t des biens, d'autro	e part.
ncières, humain	nes, matérielles et i s, aux activités péd	agogiques, à la dif	fusion des débats e	t à assurer la séc	urité des personnes e	t des biens, d'autro	part.
ncières, humain rparlementaires 2 384	nes, matérielles et i s, aux activités péd	agogiques, à la dif	fusion des débats e	t à assurer la séc	urité des personnes e	t des biens, d'autre	e part.
ncières, humain rparlementaires	nes, matérielles et l s, aux activités péd	agogiques, à la dif	fusion des débats e	t à assurer la séc	urité des personnes e	t des biens, d'autro	e part.
ncières, humain rparlementaires 2 384	nes, matérielles et l s, aux activités péd	agogiques, à la dif	fusion des débats e	t à assurer la séc	urité des personnes e	t des biens, d'autre	8 part.

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES nents	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 3 maire : page 1-22		Services statutai	res aux parlementaires	;	
1.	Indemnités et allocations aux parlementaires	44.500			44.500	44.500
	Permanents(1) Permanents(2)	14 532 11 418	7		14 532 11 287	14 532 1 128
2.	Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
	Permanents(2)	24 698	1		24 656	21 614
3.	Services de recherche des partis politiques Permanents(2)	2 349			2 301	1 739
4.	Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	2010			2001	1700
	Permanents(1)	4 267			4 267	4 267
тот	AL	57 264	7		57 043	43 279
(1) (2)	Loi sur les conditions de travail et le régime de r Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1)		de l'Assemblée natio	nale (L.R.Q., c. C-52.1).		
тот	AL DU PORTEFEUILLE					
Voté	ės					
	nanents nécessitant pas de crédits (amortissement)	117 143	14	6 797	109 576 4 981	82 457
	AL	117 143	14	6 797	114 557	82 457 ⁽¹

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 6 139 à l'égard de 61 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉI	DITS NON UTILISÉS	i
FONCTION-	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autr
programme vis	e à assurer aux dép	outés les ressourc	es nécessaires à l'e	xercice de leur foi	nction.		
10 159							1
3 033		10					
562							
13 754		10					2
27 109		10					7
4 981							
32 090		10					7

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

(or minor do donard)			
	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	50		
Total des crédits et dépenses	50		

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		10			10	5
		10			10	5

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	50	10	5
TOTAL DU PORTEFEUILLE	50	10	5

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	550	391
Divers	69	67
	619	457
Intérêts		
Divers	1	
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi régissant le financement des partis politiques	42	124
Divers	8	
	50	124
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	57	106
Contributions volontaires	8	147
	65	253
	735	834
Total des revenus autonomes	735	834
Total des revenus	735	834

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	,	Prêts, placements,	IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		Le Protecteur du	citoyen		
Le Protecteur du citoyen Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	14 019 381		59	13 179 373 142	10 782 373
TOTAL	14 400		59	13 694	11 155
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., c. P-32)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		Le Vérificateur ge	énéral		
Le Vérificateur général Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	26 600		346	25 023 350	19 743
TOTAL	26 600		346	25 374	19 743
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		Administration d	u système électoral		
Gestion interne et soutien Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	22 618		368	19 597 471	14 847
Commission de la représentation électorale Permanents(1)	175			114	
Activités électorales Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	14 801		575	10 827 493	3 026
TOTAL (1) Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3).	37 594		944	31 502	17 872

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
droits ou l'inac	ction des services p	ublics en s'assura		s avec justice, équ	iés contre les abus, l'e uité et dans le respect		
2 397					6	409	36
142 2 539					6	409	37
							- 31
ressources du ication de l'ap	fonds consolidé du plication de la Loi s	ı revenu, des mini	istères, de plusieurs	organismes et er	ntreprises du gouverne ultat de ces vérificatio	ement. Il vise égale	ement la
ressources du fication de l'app port à l'Assemb 5 280	fonds consolidé du plication de la Loi s	ı revenu, des mini	istères, de plusieurs	organismes et er	ntreprises du gouverne	ement. Il vise égale	ement la lé dans un
fication de l'ap port à l'Assemb	fonds consolidé du plication de la Loi s	ı revenu, des mini	istères, de plusieurs	organismes et er	ntreprises du gouverne ultat de ces vérificatio	ement. II vise égal ns est communiqu	ement la
ressources du fication de l'apport à l'Assemb 5 280 350 5 630	fonds consolidé du plication de la Loi s plée nationale.	ı revenu, des mini ur le développem	istères, de plusieurs ent durable (L.R.Q.,	organismes et er c. D-8.1.1). Le rési	ntreprises du gouverne ultat de ces vérificatio	ement. Il vise égalens est communique 764	ement la lé dans un 45 45
ressources du fication de l'apport à l'Assemb 5 280 350 5 630	fonds consolidé du plication de la Loi s plée nationale.	ı revenu, des mini ur le développem	istères, de plusieurs ent durable (L.R.Q.,	organismes et er c. D-8.1.1). Le rési	ntreprises du gouvernultat de ces vérificatio	ement. Il vise égalens est communique 764	ement la lé dans un 45 45 olitiques.
ressources du fication de l'apport à l'Assemb 5 280 350 5 630 programme vise 4 750	fonds consolidé du plication de la Loi s plée nationale.	ı revenu, des mini ur le développem	istères, de plusieurs ent durable (L.R.Q.,	organismes et er c. D-8.1.1). Le rési	ntreprises du gouvernultat de ces vérificatio	ement. Il vise égalens est communique 764	ement la lé dans un 45 45 olitiques.
ressources du fication de l'apport à l'Assemb 5 280 350 5 630 programme vise 4 750 471	fonds consolidé du plication de la Loi s plée nationale.	ı revenu, des mini ur le développem	istères, de plusieurs ent durable (L.R.Q.,	organismes et er c. D-8.1.1). Le rési	ntreprises du gouvernultat de ces vérificatio	ement. Il vise égalens est communique 764	ement la lé dans un 45

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		Le Commissaire	au lobbyisme		
Le Commissaire au lobbyisme Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	2 959		20	2 712 89	2 084
TOTAL	2 959			2 800	2 084
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		Le Commissaire	à l'éthique et à la déor	ntologie	
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	1 345		308	592 15	498
TOTAL	1 345		308	608	498
(1) Loi sur le Code d'éthique et de déontologie des m	embres de l'Assem	blée nationale (L.R.C)., c. C-23.1).		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	43 578 39 319		425 1 251	40 914 31 504 1 560	32 609 18 744
TOTAL	82 897		1 676	73 978	51 353 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 7 797 à l'égard de 72 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
					contrôle des activités lementales et municip		rès des
628 89					1		22
717		· ·					22
programme per ionale.	rmet au Commissaire	e à l'éthique et à la	a déontologie d'app	liquer le Code d'é	thique et de déontolo	gie des membres d	
programme per ionale.	rmet au Commissaire	e à l'éthique et à la	a déontologie d'app	liquer le Code d'é		gie des membres d	e l'Assemb
ionale.	rmet au Commissaire	e à l'éthique et à la	a déontologie d'app	liquer le Code d'é		gie des membres d	
ionale.	rmet au Commissaire	e à l'éthique et à la	a déontologie d'app	liquer le Code d'é		gie des membres d	e l'Assemb
94 15	rmet au Commissaire	e à l'éthique et à la	a déontologie d'app	liquer le Code d'é		gie des membres d	e l'Assemb

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques Remboursement des dépenses électorales	4 792 55		
Total du programme 3	4 847		
Total des crédits et dépenses	4 847		

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		4 775 55			4 775 55	3 450 224
		4 830			4 830	3 673
		4 830			4 830	3 673

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	4 847	4 830	3 673
TOTAL DU PORTEFEUILLE	4 847	4 830	3 673

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Frais exigibles par la Régie du logement	4 917		4 846
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Divers	58		28
Intérêts			
Assainissement des eaux	6 239		
Divers	8		6
	6 247		6
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	943		396
Subventions d'années antérieures	907		543
	1 850		940
	8 154		974
Total des revenus autonomes	13 071		5 820
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Programme d'infrastructures	60		6 865
Infrastructures 2008	120 398	(1)	151 086
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 088	(2)	377 550
Infrastructures 2005	83 239	(0)	72 280
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux Programme d'infrastructures de loisirs	100 3 972	(4)	30 418
	226 857		638 200
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Programme d'infrastructures	60		6 865
Infrastructures 2008	120 398	(1)	151 086
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 088	(2)	377 550
Infrastructures 2005	83 239	(3)	72 280
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux Programme d'infrastructures de loisirs	100 3 972	(4)	30 418
Total des transferts du gouvernement fédéral			
	13 071		5 820
Total des revenus	13 0/1		3 020

⁽¹⁾ La diminution s'explique principalement par la fin, le 31 janvier 2012, du volet Collectivités du Fonds Chantier Canada de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure conclue le 3 septembre 2008.

⁽²⁾ La diminution s'explique par la fin, le 31 octobre 2011, de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds de stimulation de l'infrastructure.

⁽³⁾ L'augmentation s'explique principalement par la réalisation de travaux ayant été reportés les années précédentes. Le 31 mars 2012 correspond à la date limite pour la réalisation des projets.

⁽⁴⁾ La diminution s'explique par la fin, le 31 octobre 2011, de l'entente Canada-Québec relative au Programme d'infrastructure de loisirs au Canada.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14 1. Aide au développement de la métropole 118 755 118 383 2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval Permanents(1) 377 377 TOTAL 136 817 (1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 Modernisation des infrastructures municipales 1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures 1. Programmes d'aide financière aux 2 104 186 1 917 721 (1) 184 871					IMPUTATIONS		
1. Aide au développement de la métropole 118 755 118 383 2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval Permanents(1) 377 377 TOTAL 136 817 136 845 (1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 Modernisation des infrastructures municipales Modernisation des infrastructures municipales Modernisation des infrastructures municipales 1. Programmes d'aide financière en lien avec le 174 948 127 801 2 66 Plan québécois des infrastructures 2. Autres programmes d'aide financière aux 2 104 186 1917 721 (1) 184 871 infrastructures municipales TOTAL 2 279 134 1 917 721 312 672 2 66 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juliet 2011. PROGRAMME 3 Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités				placements, avances et	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval Permanents(1) 377 377 TOTAL 136 817 136 445 (1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures municipales 1. Programmes d'aide financière aux 2 104 186 1 917 721 (1) 184 871 infrastructures municipales TOTAL 2 279 134 1 917 721 (1) 312 672 2 68 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768				Promotion et dév	eloppement de la mét	ropole	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval Permanents(1) 377 377 TOTAL 136 817 136 445 (1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 1. Programmes d'aide financière aux 2 104 186 1 917 721 (1) 184 871 infrastructures municipales TOTAL 2 279 134 1 917 721 (1) 184 871 TOTAL 3 12 672 2 68 TOTAL 2 279 134 1 917 721 (1) 312 672 2 68 TOTAL 3 12 672 2 68 TOTAL 3 12 672 2 68 TOTAL 3 12 672 2 68 TOTAL 3 2 279 134 1 917 721 (1) 312 672 2 68 TOTAL 5 2 68 1 1917 721 (1) 184 871 FROGRAMME 3 30 370 30 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768							
Permanents(1) 377 377 TOTAL 136 817 (1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures municipales 2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales TOTAL 2279 134 1917 721 (1) 184 871 TOTAL 2279 134 1917 721 312 672 260 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768	1.	Aide au développement de la métropole	118 755			118 383	
Permanents(1) 377 377 TOTAL 136 817 136 445 (1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures municipales 2. Autres programmes d'aide financière aux 2 104 186 1 917 721 (1) 184 871 TOTAL 2 279 134 1 917 721 312 672 2 66 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Compensation tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768	2.		17 684			17 684	
(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 Modernisation des infrastructures municipales 1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures 2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales TOTAL 2 279 134 1 917 721 (1) 184 871 312 672 268 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22 Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités			377			377	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14 Modernisation des infrastructures municipales 1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures 2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures 2. Autres programmes d'aide financière aux 2 104 186 1 917 721 (1) 184 871 infrastructures municipales TOTAL 2 279 134 1 917 721 312 672 2 66 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités	TO	ΓAL	136 817			136 445	
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures 2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures 2 104 186 1 917 721 (1) 184 871 TOTAL 2 279 134 1 1917 721 312 672 2 66 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768	(1)	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.	001).				
Plan québécois des infrastructures 2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales TOTAL 2 279 134 1 917 721 312 672 2 68 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22 Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768	Son	nmaire : page 1-14					
TOTAL 2 279 134 1 917 721 312 672 2 66 (1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22 Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités	1.	Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	174 948			127 801	2 680
(1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1 juillet 2011. PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22 Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768	2.	Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	2 104 186	1 917 721 (1		184 871	19
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-22 Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768	TO	ΓAL	2 279 134	1 917 721		312 672	2 699
Sommaire : page 1-22 financière aux municipalités 1. Compensation tenant lieu de taxes 320 370 320 370 2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768	(1)		ransfert de certaines	activités de la Sociét	é québécoise d'assaini	ssement des eau	x au ministère, le 1er
2. Aide financière aux municipalités 18 391 17 768						aide	
	1.	Compensation tenant lieu de taxes	320 370			320 370	
3. Mesures financières du partenariat fiscal 273 883 273 865	2.	Aide financière aux municipalités	18 391			17 768	
·							
TOTAL 612 645 612 004	3.	Mesures financières du partenariat fiscal	273 883			273 865	

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	3
ONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
nyonnement. In etropole tout aires métropo	De plus, il vise à fo en agissant comn	urnir un soutien fi ne catalyseur et ra	inancier à la réalisat Issembleur pour la _l	ion d'initiatives ay promotion de ses	étropole afin d'en fav /ant comme objectifs intérêts. Il facilite la c ement du territoire et	le développement oncertation entre d	et la prome de nombre
		118 383					37
		17 684					
	377	136 067					37
ux normes de ructures mun	es infrastructures n icipales d'eaux use	nunicipales d'eau ées et pour les rés	potable. Il procure e	également du fina d'eau potable et d	n des actifs, la résorp ncement pour des tra es eaux usées. Il pern jional.	vaux similaires dai	ns les
ux normes de ructures mun ier à la constr	es infrastructures n icipales d'eaux use	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales	potable. Il procure de seaux de conduites	également du fina d'eau potable et d	ncement pour des tra es eaux usées. Il pern gional.	vaux similaires dai	ns les soutien
ux normes de ructures mun ier à la constr 486	es infrastructures n icipales d'eaux use	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales 124 634	potable. Il procure de seaux de conduites	également du fina d'eau potable et d	ncement pour des tra es eaux usées. Il pern	vaux similaires dai net d'apporter un s	ns les coutien 17 95
ux normes de ructures mun ier à la constr	es infrastructures n icipales d'eaux use	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales	potable. Il procure de seaux de conduites	également du fina d'eau potable et d	ncement pour des tra es eaux usées. Il pern gional.	vaux similaires dai	ns les coutien 17 98
ux normes de ructures mun ier à la constr 486	es infrastructures n icipales d'eaux use	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales 124 634	potable. Il procure de seaux de conduites	également du fina d'eau potable et d	ncement pour des tra es eaux usées. Il pern gional.	vaux similaires dai net d'apporter un s	ns les coutien 17 98 1 57
ux normes de ructures mun ier à la constr 486 616 1 103	es infrastructures nicipales d'eaux use uction d'infrastruc	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales 124 634 184 235 308 870 icipalités des com	potable. Il procure e seaux de conduites s ciblant le développ	également du fina d'eau potable et d rement local et rég	ncement pour des tra es eaux usées. Il pern jional. 29 190 29 190 es immeubles du gouve	vaux similaires dai net d'apporter un s 24 25 vernement, sur ceu	17 98 1 57 19 52 1x des rése
ux normes de ructures mun ier à la constr 486 616 1 103 egramme vise anté et des se aire de munic	à allouer aux muni prvices sociaux et ipalités et d'accord	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales 124 634 184 235 308 870 icipalités des com de l'éducation ain- der une aide finan-	potable. Il procure e seaux de conduites s ciblant le développ de la ciblant le développ si que sur ceux des cière au milieu mun	également du fina d'eau potable et d ement local et rég ement local et rég gouvernements é icipal. Il soutient l	ncement pour des tra es eaux usées. Il pern jional. 29 190 29 190	vernement, sur ceus soutenir le regrous de comté, n	17 95 1 57 19 52 1x des rése supement otamment
ux normes de ructures mun ier à la constr 486 616 1 103 egramme vise anté et des se aire de munic	à allouer aux muni prvices sociaux et ipalités et d'accord	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales 124 634 184 235 308 870 icipalités des com de l'éducation ain- der une aide finan-	potable. Il procure e seaux de conduites s ciblant le développ de la ciblant le développ si que sur ceux des cière au milieu mun	également du fina d'eau potable et d ement local et rég ement local et rég gouvernements é icipal. Il soutient l	es immeubles du gouverrangers. Il permet de se municipalités régices	vernement, sur ceus soutenir le regrous de comté, n	17 95 1 57 19 52 IX des rése pement otamment
ux normes de ructures mun ier à la constr 486 616 1 103 egramme vise anté et des se aire de munic	à allouer aux muni prvices sociaux et ipalités et d'accord	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales 124 634 184 235 308 870 icipalités des com de l'éducation ain der une aide finan-	potable. Il procure e seaux de conduites s ciblant le développ de la ciblant le développ si que sur ceux des cière au milieu mun	également du fina d'eau potable et d ement local et rég ement local et rég gouvernements é icipal. Il soutient l	es immeubles du gouverrangers. Il permet de se municipalités régices	vernement, sur ceus soutenir le regrous de comté, n	17 95 1 57 19 52 Ix des rése rése repement otamment
ux normes de ructures mun ier à la constr 486 616 1 103 egramme vise anté et des se aire de munic	à allouer aux muni prvices sociaux et ipalités et d'accord	nunicipales d'eau ées et pour les rés tures municipales 124 634 184 235 308 870 icipalités des com de l'éducation ain der une aide finan- umme englobe éga	potable. Il procure e seaux de conduites s ciblant le développ de la ciblant le développ si que sur ceux des cière au milieu mun	également du fina d'eau potable et d ement local et rég ement local et rég gouvernements é icipal. Il soutient l	es immeubles du gouverrangers. Il permet de se municipalités régices	vernement, sur ceus soutenir le regrous de comté, n	17 99 1 57 19 57 19 57 19 57 19 57 19 57 19 57 19 57 19 57 19 57 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		Administration g	énérale		
Direction Permanents(1)	3 670 10			3 251 10	2 307
Gestion Permanents(2) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	65 621 6	2	7 040	46 454 6 2 814	30 168
TOTAL (1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). (2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.	69 306	2	7 040	52 534	32 475
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14		Développement c	les régions et ruralité		
Soutien au développement local et régional	121 554			120 191	
TOTAL	121 554			120 191	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-22		Commission mur	nicipale du Québec		
Commission municipale du Québec Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	2 743			2 577 3	1 740
TOTAL	2 743			2 580	1 740
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		Habitation			
Société d'habitation du Québec	458 469			458 469	
TOTAL	458 469			458 469	

	1 697 1 697 ncier au déveloré.	ns et politiques de des régions du 1 554	41 8 87 9 29
inistratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvernementales touchant le milieu municipal, le traitement des plaintes ainsi que le développem 346 597 10 15 941 345 6 2 814 19 112 6 942 s la perspective d'une occupation dynamique des territoires, ce programme offre un soutien fina stitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et au soutien à la ruralit 65 174 55 017 65 174 55 017 rertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisatic quête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance a	1 697 1 697 ncier au déveloré.	ns et politiques de des régions du 1 554	41 8 87 9 29
10 15 941 345 6 2 814 19 112 6 942 s la perspective d'une occupation dynamique des territoires, ce programme offre un soutien finatitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et au soutien à la ruralit 65 174 55 017 65 174 55 017 rertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisatic quête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance a	1 697 ncier au dévelop ś.	1 554	8 87 9 29
19 112 6 942 s la perspective d'une occupation dynamique des territoires, ce programme offre un soutien finastitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et au soutien à la ruralit 65 174 55 017 65 174 55 017 ertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisatic quête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance a	1 697 ncier au dévelop ś.	1 554	9 29
s la perspective d'une occupation dynamique des territoires, ce programme offre un soutien fina stitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et au soutien à la ruralit 65 174 55 017 65 174 55 017 ertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisatic quête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance a	ncier au dévelop é.		
stitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et au soutien à la ruralit 65 174		ppement local et	régional. Il
ertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisatic quête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance a			1 36
quête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance a			1 36
836 3	ux fins d'exempt	tion de taxes. Ce	
839	67	64	3
programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des condition itat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.	ns adéquates de	logement, à favo	oriser un
458 469			

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments PROGRAMME 8 Sommaire : page 1-22	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Régie du logemen	IMPUTATIONS Immobilisations	Dépenses	<u>RÉMUNÉRATION</u>
Régie du logement Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	20 538		567	18 684 329	13 642
TOTAL DU PORTEFEUILLE	20 538		567	19 013	13 642
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	3 700 813 393	1 917 722	7 607	1 710 368 393 3 147	50 557
TOTAL	3 701 205	1 917 722	7 607	1 713 908	50 557 (1)

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 11 544 à l'égard de 112 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉD	DITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
l d'habitation, i teurs. En outre	pour informer les ci	itoyens des droits	et obligations déco	ulant d'un bail et	itiges qui lui sont sour pour favoriser la conc gements et, dans ce c	iliation entre les lo	cataires et l
locataires.							
5 041					46	109	1 133
5 041 329					46	109	1 133
					46	109	1 133 1 133
329 5 371					46	109	1 13:
329 5 371 23 268	383	1 581 526	55 017				1 13
329 5 371	383	1 581 526	55 017		46	109	

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	17 684	3 537	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	12 164		
Fonds de développement de la métropole	24 132	1 897	
Grand Montréal Bleu	309		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 109		
Soutien au développement économique de Montréal	35 000		
Autres	40		
Total du programme 1	136 439	5 434	
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	7 521		
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	23 694		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	6 874		
Infrastructures municipales en milieu nordique	16 677		
Infrastructures Québec-Municipalités	98 619	843	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	168 723	1 730	
Programme d'infrastructures de loisirs	791		
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	34 251		
Autres	405		
Total du programme 2	357 555	2 573	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	901		
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 545		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 680		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	202.002		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	293 083 24 607		
Mesures financières du partenariat fiscal	273 883		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	6 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 420		
Soutien au regroupement municipal	377		
Autres	5 149		
Total du programme 3	612 645		
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 404		
Drogramma E. Dávalannament des végions et vuvalité			
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Communautés rurales branchées	1 323	133	
Économie sociale	1 830		
Fonds conjoncturel de développement Politique nationale de la ruralité	1 747	705	
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	38 890 537	795	
Soutien aux territoires en difficulté	537 16 310		
Villages branchés du Québec	16 310 5 900		
Total du programme 5	66 537	927	

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		14 147			17 684	17 684
12 163					12 163	13 597
70	6 749	15 416			24 132	18 503
	309				309	310
	25 000				25 000	25 000
	21 738				21 738	21 812
	35 000				35 000	35 000
	33 000	40			40	00 000
12 233	88 797	29 603			136 067	131 906
12 200	00 101				100 007	101 000
	5 248				5 248	4 447
	4 213	70			4 283	810
	2 360	16			2 376	360
	16 391				16 391	15 891
1 750	67 889	18 824		765	90 071	72 060
759	161 639	3 352			167 480	186 720
13	600	100			713	934
	21 943				21 943	4 345
		365			365	385
2 522	280 283	22 727		765	308 870	285 952
	901				901	858
	4 328				4 328	4 545
215	2 465				2 680	2 647
	293 083				293 083	285 230
	24 607				24 607	24 296
	273 865				273 865	263 864
	5 976				5 976	5 996
	1 420				1 420	1 396
	376				376	773
	4 111	657			4 768	6 987
215	611 132	657			612 004	596 593
49	65	828			942	994
	112	228			473	748
	900	930			1 830	1 475
	369	1 378			1 747	2 322
207	35 223	2 655			38 880	39 903
207						
	83	453			537	723
	16 208 4 493	103 904			16 310 5 397	11 638 6 054
207	57 389	6 651			65 174	62 862

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	-	ENTR	SSS
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	53 865		
Aide au logement social, communautaire et abordable	365 924		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	322	230	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	38 358		
Total du programme 7	458 469	230	
Total des crédits et dépenses	1 633 049	9 164	

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

2011	2012	ORG	PERS	OBNL	MUNI	EDUC
41 780	53 865		53 111	754		
391 303	365 924		134 294	231 630		
470	322			92		
28 584	38 358	38 358				
462 137	458 469	38 358	187 405	232 476		
1 540 444	1 581 526	39 123	187 405	292 943	1 037 666	15 226

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	26 830	26 830	20 046
Fonctionnement	6 721	6 721	5 022
Capital	391 109	360 004	330 697
Intérêt	185 842	166 749	170 448
Support	1 022 547	1 021 223	1 014 233
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 633 049	1 581 526	1 540 444

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	55 017	55 017	40 017
TOTAL DU PORTEFEUILLE	55 017	55 017	40 017

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	67	115
Autres		
Études de dossiers	725	576
Demande d'autorisation - Zone agricole	624	612
Commercialisation des grains	237	212
Mise en marché	130	102
Abattoir et atelier	278	236
Acte déclaratoire - CPTAQ	122	116
Pêche commerciale	85	88
Préparation ou mise en conserve du poisson	76	64
Restauration et ventes au détail d'aliments	11 941	12 250
Divers	119	111
	14 337	14 368
	14 404	14 483
Revenus divers		
Ventes de biens et services Cours	53	41
Eau	83	79
Cale de halage	64	57
Cotisations - Surveillance de l'utilisation du lait	526	582
Aide technique et soutien	10	70
Autres aides à l'agriculteur	980	986
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 637	2 908
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	125	1 009
Divers	138	118
	10 748	11 982
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 637	2 908
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	125	1 009
	1 855	1 933
Intérêts		
Divers	84	35
Recouvrements	470	550
Dépenses d'années antérieures	176	556
Subventions d'années antérieures Divers	381 14	1 321 19
	570	1 895
	2 509	3 863

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	166 479	152 997
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		9
	166 479	153 006
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	166 479	152 997
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		9
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	16 913	18 346

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments				CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 1 nmaire : page 1-16		Développement d formation et qual	les entreprises bioalin ité des aliments	nentaires,			
1.	Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	289 114	119	196	274 036	46 580		
	Ajustements négatifs de provisions				(1 425)			
2.	Institut de technologie agroalimentaire	20 324		612	19 639	16 627		
3.	Santé animale et inspection des aliments	65 069		308	64 025	24 578		
4.	Direction et services à la gestion	90 383	1	26 434	47 800	24 464		
	Permanents(1)	10 14			10			
	Permanents(2) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	14			12 881			
тот	- FAL	464 914	121	27 550	416 965	112 249		
(1) (2)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).							
	DGRAMME 2 nmaire : page 1-16		Organismes d'Éta	at				
1.	La Financière agricole du Québec	630 000			630 000			
2.	Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 428		373	8 946	7 343		
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				222			
3.	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 816		21	4 457	3 363		
	Permanents(1)	1			1			
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				29			
TOT	ΓAL _	644 245		394	643 654	10 706		

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autro
orogramme vise servation des p culture.	∍ à développer le po ⊮roduits bioalimenta	tentiel et à amélic ires tout en respe	orer les performance ectant l'environneme	es technologiques ent. Il vise égalem	reliées à la production ent à former des pers	on, à la transformat onnes compétente	tion et à la s en
7 900		219 556			13 383	56	1 33
	(1 425)						
2 261		750				1	
20 019		19 427			723	1	
23 336 10					425	87	15 6
12 881							
66 407	(1 425)	239 734			14 531	144	17 0
			sques agricoles en o		une gamme d'outils		
ilité économiqu			oles québécoises et coles et alimentaires		a vocation des sols ar		ussi pour
ilité économiqu							ussi pour
ilité économiqu		des produits agric					
ilité économiqu puyer la mise e		des produits agric			a vocation des sols ar		ussi pour

228

152

630 000

2 947

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	1 109 134 25	121	27 944	1 048 902 11	122 955
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) Ajustements négatifs de provisions				13 132 (1 425)	
TOTAL	1 109 159	121	27 944	1 060 619	122 955

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 14 606 à l'égard de 141 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

			<u>-</u>		CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
				_			
56 213		869 734			14 760	296	17 112
10	1						14
13 132							
·	(1 425)						
69 355	(1 424)	869 734			14 760	296	17 126

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	21 989	2 750	
Amélioration de la santé animale	16 246	14 951	
Appui à la formation	931	10	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	16 638	7 832	
Appui au développement en région	33 134	13 092	5
Appui au secteur de la transformation	14 264	10 600	
Prime-Vert	24 083	15 912	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	118 285	118 131	
Autres	4 524	666	-
Total du programme 1	250 094	183 944	5
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	630 000	574 000	
Total des crédits et dépenses	880 094	757 944	5

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
3 886		15 351			21 987	21 189
983		312			16 246	14 192
42		844			895	896
789	55	7 952			16 629	11 362
134	432	10 269			23 933	18 230
	20	3 201			13 822	14 915
152		7 826			23 889	29 576
		12			118 142	118 869
2 808	11	706			4 190	3 136
8 794	518	46 473			239 734	232 365
				56 000	630 000	630 000
8 794	518	46 473		56 000	869 734	862 365

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	45 000	45 000	45 000
Fonctionnement	11 003	11 003	10 000
Capital	15 181	15 143	19 587
Intérêt	128	128	134
Support	808 782	798 460	787 644
TOTAL DU PORTEFEUILLE	880 094	869 734	862 365

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services Régimes d'assurances - Organismes autonomes et fonds spéciaux	5 006	4 331
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	436	196
	5 442	4 527
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	436	196
	5 006	4 331
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 069	2 366
	7 075	6 697
Total des revenus autonomes	7 075	6 697
Total des revenus	7 075	6 697

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

			Prêts,	IMPUTATIONS		
,	DGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 1 nmaire : page 1-24		Secrétariat du Cor	nseil du trésor		
					_	
1.	Soutien au Conseil du trésor	100 090	5	10 702	71 949	38 115
	Permanents(1) Permanents(2)	1 407 10			1 407	810
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	10			11 369	
2.	Fonctions gouvernementales	227 971			227 971	11 789
3.	Fonds dédiés aux sinistres	1 329			1 329	
4.	Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
5.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	5 084				
6.	Provision pour passif environnemental	1 423 358	1 409 620 (3)	13 738	
7.	Provision pour l'équité salariale	9 427	9 427 (3)		
TOT	ΓAL	1 768 776	1 419 052	10 702	327 764	50 714
(1) (2) (3)	Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-3 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). Cette somme représente l'excédent des dépenses		s sur les crédits autori	sés constaté dans l'an	née financière 20	010-2011.
	DGRAMME 2 nmaire : page 1-24		Commission de la	fonction publique		
1.	Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	3 918		23	3 464 57	2 701
TOT	ΓΔΙ	3 918		23	3 521	2 701
10	AL	3 3 10			3 32 1	

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	<u> </u>
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
NEIVIENT	1100101010	TRANSFERT	- SFECIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autre
ressources humair les dépenses liées et de recrutement. janvier 1998 et des programme regrou	nes, financières, mat aux fonctions gouve Ce programme pour pluies diluviennes s pe les dépenses vis	érielles et inform ernementales sou voit aussi au fina survenues en juill ant à offrir des se	ationnelles, ainsi qu is la responsabilité incement des progra let 1996, ainsi qu'à c ervices aux citoyens	l'en matière de ge du Secrétariat du ammes de reconsi les contributions (s, aux entreprises,	conseiller du gouver stion axée sur les rés Conseil du trésor, not truction des régions s du gouvernement à tit ainsi qu'à l'administra e ainsi qu'une provision	ultats. On y retrouv amment en matièr inistrées à la suite re d'employeur. De ation et aux réseau	/e égaleme e de dotati du vergla e plus, ce IX
29 607 597		3 775	452				17 43
391							1
11 369							
216 182							
			4 220				
			1 329				
							10
							5 08
10 484		3 255					
268 239		7 030	1 780				22 62
					ter en matière de gest		
	ours prévus par la lo faire rapport directe			n, de donner des a	vis et d'émettre des r	ecommandations a	ux autorit
	iano rapport amout						
					119	106	2
763							
763 57							
						106	20

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		Régimes de retra	ite et d'assurances		
Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	29 096			29 096	29 096
Termanents(T)	20 000			23 030	23 000
Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	27 304			26 829	
Régime de retraite des employés du					
gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	180 122			159 303	159 303
. ,	4 418			2 990	1 250
Assurance collective sur la vie des employés publics					
Permanents(4)	12			12	12
 Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels 					
Permanents(5)	13 922			13 922	13 922
6. Régime de retraite des juges					
Permanents(6)	12 104			9 741	9 741
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents(7)	21 533			21 533	21 533
Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(8)	69 927			69 927	69 927
TOTAL	358 438			333 352	304 784

⁽¹⁾ Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12).

⁽²⁾ Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1).

⁽³⁾ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).

⁽⁴⁾ Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q., 1970, c. 6).

⁽⁵⁾ Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2).

⁽⁶⁾ Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16).

⁽⁷⁾ Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).

⁽⁸⁾ Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

					opŕs	uto Non Utu oéo	
					CREL	ITS NON UTILISÉS	
	CRÉANCES						
	DOUTEUSES		AFFECTATION				
FONCTION- NEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TDANSEEDT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Donarta	Autr
INCIVICINI		TRANSFERT	OI LOIAL	LABETTE	uroit d'erigager	Reports	Autr
programme vis	e à fournir les contr	ibutions du gouve	ernement à certains	régimes de retrait	te et d'assurances.		
		26 829					4
							20 8
		1 740					14
							2 3
		28 568					25 0

(en milliers de dollars) **IMPUTATIONS** Prêts, placements, **PROGRAMMES CRÉDITS** avances et autres Éléments **AUTORISÉS** RÉMUNÉRATION Immobilisations Dépenses PROGRAMME 4 Fonds de suppléance Sommaire: page 1-24 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux 4 344 programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2011-2012 Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes TOTAL 4 344 **TOTAL DU PORTEFEUILLE** Votés 1 780 040 1 419 052 10 724 321 441 53 855 355 436 331 769 304 344 Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) 11 426 **358 199** ⁽¹⁾ 2 135 476 1 419 052 10 724 664 636 **TOTAL**

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 8 727 à l'égard de 84 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il viségalement à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes. 4 257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829						CI	RÉDITS NON UTILI	ISÉS
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 2 3		DOUTEUSES ET AUTRES	TRANSFERT	À UN FONDS		Suspension du droit d'engager	Reports	AL
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 2 3								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23	Ce programme vis également à comb	e à pourvoir aux dé _l ler temporairement	penses imprévues des manques de l	s qui peuvent surve liquidités des minist	nir dans l'administ tères et organisme	ration des progra	mmes gouvernem	entaux. II vis
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								4
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								4
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
257 036 8 770 1 780 119 106 28 597 26 829 23								
597 26 829 23								
597 26 829 23								4
597 26 829 23								4
								4
				1 780		119	106	28
269 058 35 599 1 780 119 106 52			26 829					28 23

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Appui au passage à la société de l'information	2 914		
Passif environnemental	3 255		(21 148)
Autres	861	58	1
Total du programme 1	7 030	58	(21 147)
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 168		522
Régime de retraite de certains enseignants	26 829		
Total du programme 3	29 996		522
Total des crédits et dépenses	37 027	58	(20 625)

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
150	2 731			2 914	4 779
			11 121	3 255	
7	680			861	325
157	3 411		11 121	7 030	5 104
				1 740	1 317
				26 829	24 009
				28 568	25 327
157	3 411		11 121	35 599	30 430
	150 7 157	150 2 731 7 680 157 3 411	150 2 731 7 680 157 3 411	150 2 731 7 680 157 3 411 11121	150 2 731 2 914 7 680 861 157 3 411 1121 7 030 1 7 40 26 829 28 568

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	29 447	28 568	25 327
Fonctionnement	3 255	3 255	
Support	4 325	3 775	5 104
TOTAL DU PORTEFEUILLE	37 027	35 599	30 430

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	457	457	64 821
Intérêt	1 324	1 324	1 858
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 780	1 780	66 679

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	54	38
Divers	2	2
	56	40
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	54	38
	2	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	68	95
Subventions d'années antérieures	106	371
	174	466
	176_	468
Total des revenus autonomes	176	468
Total des revenus	176	468

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Cabinet du lieute	IMPUTATIONS Immobilisations nant-gouverneur	Dépenses	<u>RÉMUNÉRATION</u>
Cabinet du lieutenant-gouverneur				749 749	659 659
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24	745	Services de souti Conseil exécutif	ien auprès du premier		009
Cabinet du premier ministre	5 098			4 841	3 670
Permanents(1) 2. Secrétariat général et greffe du Conseil	438 11 325			438 9 410	8 167
exécutif 3. Direction générale de l'administration Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	19 787	3	438	15 550 547	8 751
Indemnités de l'exécutif Permanents(1)	1 708			1 708	1 708
Secrétariat à la communication gouvernementale	16 472			15 407	15 120
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	3 962			1	
TOTAL	58 790	3	438	47 902	37 416
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).					

					CRÉD	DITS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
rogramme vis	e à permettre au lieu	utenant-gouverne	ur d'assumer les for	nctions qui lui son	t dévolues par la loi.		
90							
90							
rogramme vis omplissement	e à fournir au premie de leurs fonctions.	er ministre, au Co	nseil exécutif et à s	es comités, les res	ssources humaines e	t techniques requis	es dans
omplissement	e à fournir au premie de leurs fonctions.	er ministre, au Co	nseil exécutif et à s	es comités, les res	ssources humaines e	t techniques requis	
omplissement	e à fournir au premie de leurs fonctions.		nseil exécutif et à s	es comités, les res	ssources humaines e	t techniques requis	25
753 438	e à fournir au premie de leurs fonctions.	418	nseil exécutif et à s	es comités, les res			25 1 27
753 438 1 028 6 799	e à fournir au premie de leurs fonctions.	418	nseil exécutif et à s	es comités, les res	350	295	25 1 27 1 03
753 438 1 028 6 799 547	e à fournir au premie de leurs fonctions.	418	nseil exécutif et à s	es comités, les re	350 1 855	295 910	25 1 27 1 03 71
753 438 1 028 6 799 547	e à fournir au premie de leurs fonctions.	418	nseil exécutif et à s	es comités, les re	350 1 855	295 910	25 1 27 1 03 71 3 16

(en milliers de dolla							
	ς'	lar	าแ	dr	de	milliers	(en

			IMPUTATIONS	_	
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		Affaires intergouv	vernementales canadi	ennes	
Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	977			873	613
Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	18			18 4	
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 038		9	3 973	2 640
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				10	
3. Représentation du Québec au Canada	2 259			2 092	1 269
Coopération intergouvernementale et francophonie	5 329			5 247	776
TOTAL	14 620		9	12 217	5 298
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).				-	
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		Affaires autochto	nes		
Secrétariat aux affaires autochtones Permanents(1) Permanents(2) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	228 041 76 69	69	4	222 839 76 69 12	3 590
TOTAL	228 186	69	4	222 996	3 590
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).			<u> </u>		

⁽²⁾ Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

					CRÉE	DITS NON UTILISÉS	8
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
e programme vise ouvernements de	e à assurer la coord s provinces et des l	lination des relatio territoires du Cana	ons du gouverneme ada.	nt du Québec avec	c le gouvernement féd	déral, ainsi qu'avec	eles
188		73				88	15
18 4							
827		506			914	181	960
10							407
823 92		4 379					167 82
1 963		4 957			914	269	1 225
e programme vise utochtones.	e à assurer la coord	ination et le dével	oppement des polit	tiques et des activ	ités gouvernementale	s en matière d'affa	ires
2 155 76	242	216 852			194	234	4 701
12	69						
2 242	312	216 852			194	234	4 701

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-24		Jeunesse			
Secrétariat à la jeunesse	53 670			46 348	1 652
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) Conseil permanent de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	165			5 153 1	122
TOTAL	53 834			46 507	1 775
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-24		Réforme des inst l'information	itutions démocratique	s et accès à	
			itutions démocratique	s et accès à	
Sommaire : page 1-24	915		itutions démocratique	s et accès à	688
Sommaire : page 1-24 I. Réforme des institutions démocratiques	915 6 628		itutions démocratique		688 4 448
Réforme des institutions démocratiques Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				731 5 610	
1. Réforme des institutions démocratiques 2. Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) 3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	6 628			731 5 610 47	4 448
Réforme des institutions démocratiques Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	6 628		292	731 5 610 47 495	395
1. Réforme des institutions démocratiques 2. Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) 3. Soutien à l'accès en information et protection	6 628		292	731 5 610 47 495	395

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	3
ONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
	e à assurer la cohér notamment par la St				e et à coordonner des	dossiers à portée	
674 5		44 022			6 440	109	77
30 1							1
710							70
rogramme a po	itoyens de faire app				6 440 le au Québec, de pron er leurs droits relatifs		
rogramme a po	itoyens de faire app	er la représentativ			ue au Québec, de pron	nouvoir l'accès à l'	informatio
rogramme a po ermettre aux c eignements pe	itoyens de faire app	er la représentativ			ue au Québec, de pron er leurs droits relatifs	nouvoir l'accès à l' à la protection des	informatio
rogramme a por ermettre aux ci elignements pe 43 1 162	itoyens de faire app	er la représentativ			ue au Québec, de pron er leurs droits relatifs	nouvoir l'accès à l' à la protection des	information S
rogramme a proprietre aux ci eignements per 43 1 162 47	itoyens de faire app	er la représentativi el, lorsque néces			ue au Québec, de pron er leurs droits relatifs	nouvoir l'accès à l' à la protection des 50 89	informatio
rogramme a por ermettre aux ci eignements pe 43 1 162 47 50	itoyens de faire app	er la représentativi sel, lorsque néces:			ae au Québec, de pron er leurs droits relatifs 134 266	nouvoir l'accès à l' à la protection des 50 89	informations

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres	760		13
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 300	5	
Centre de la francophonie des Amériques	2 130	· ·	
Coopération intergouvernementale	1 008		
Soutien à la recherche	665		
Autres	73		
Total du programme 3	5 175	5	
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	103 957	7 294	
Entente avec la nation Naskapi	1 900	7 201	
Entente avec les inuits (Sanarrutik)	18 368		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	50 370		
Financement global des villages nordiques	13 777		
Fonds d'initiatives autochtones	16 447	729	
Fonds de développement pour les autochtones	5 142	54	
Organismes autochtones	4 701	138	47
Transfert des terres de Oujé-Bougoumou	5 000		
Autres	73		
Total du programme 4	219 735	8 216	47
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	50 047		206
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Total des crédits et dépenses	275 767	8 221	266

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

ORG 2012 2011 633 630 2 130 2 130 2 146 2 979 807 506 241 73 56 2 132 4 957 4 698 103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860					
1 271	ORG	PERS	OBNL	MUNI	EDUC
1 271					
2 130 2 130 2 146 2 979 807 506 241 73 56 2 132 4 957 4 698 103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860			425	7	188
2 130 2 130 2 146 2 979 807 506 241 73 56 2 132 4 957 4 698 103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860					
2 979 807 506 241 73 56 2 132 4 957 4 698 103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860			1 238		28
506 241 73 56 2 132 4 957 4 698 103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860					
73 56 2 132 4 957 4 698 103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860	2	8	943		25
2 132 4 957 4 698 103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860			263		243
103 855 104 835 1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860			69	2	2
1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860	2 132	8	2 513	2	297
1 782 927 18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860					
18 368 17 562 49 708 46 482 13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860			58	96 504	
49 708			891	891	
13 777 12 935 14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860			12 245	6 123	
14 460 8 895 5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860				49 708	
5 142 6 687 4 701 1 465 5 000 58 72 216 852 199 860				13 777	
4 701 1 465 5 000 58 216 852 199 860		1	2 925	10 805	
5 000 58 72 216 852 199 860			2 583	2 505	
		14	4 002	443	57
216 852 199 860				5 000	
			53	2	3
44 022 43 022		16	22 757	185 756	60
44 022 43 022					
			31 899	11 602	315
50 50			50		
		<u> </u>			
2 132 266 514 248 260		24	57 644	197 367	861

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	2 130	2 130	2 146
Capital	19 412	18 161	9 582
Intérêt	4 000	3 950	4 850
Support	250 225	242 273	231 682
TOTAL DU PORTEFEUILLE	275 767	266 514	248 260

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012		2011
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Location de locaux	110		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	10		14
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 286		1 555
Financement des unités autonomes de service	1 021		863
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500		10 000
	10 927		12 432
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	10		14
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des			
bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 286		1 555
Financement des unités autonomes de service	1 021		863
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500		10 000
	110		0
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	509		229
Subventions d'années antérieures	61		292
	569		521
	680		521
Total des revenus autonomes	680		521
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 796	(1)	5 517
Infrastructures 2008	1 529		5 323
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			306
	21 324		11 145
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Infrastructures 2008	1 529		5 323
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 796	(1)	5 517
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			306
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	680		521

⁽¹⁾ L'augmentation s'explique par une réalisation plus intensive des travaux relatifs à l'Entente Canada-Québec concernant le Fonds de stimulation de l'infrastructure, en raison de son échéance le 31 octobre 2011.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : pages 1-12 et 1-30		Gestion interne, 0 et Commission de	Centre de conservation es biens culturels du C	n du Québec Québec	
Gestion interne et soutien	97 447	797	51 376	45 273	26 731
Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	10			10 2 934	
Centre de conservation du Québec Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	2 224		36	2 188 47	1 433
3. Commission des biens culturels du Québec	485			484	299
TOTAL	100 165	797	51 412	50 937	28 463
1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).		<u> </u>			

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

1.	Action culturelle et communications	166 962	166 962
2.	Musées nationaux	66 753	66 753
3.	Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	41 129	41 129
4.	Société de développement des entreprises culturelles	68 499	68 499
5.	Société de télédiffusion du Québec	59 134	59 134
6.	Conseil des arts et des lettres du Québec	88 668	88 668
7.	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	76 959	76 959
8.	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 437	29 437
тот	ΓAL	597 543	<u>597 543</u>

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
les orientations et l programme a égale	les programmes en ement pour but d'as nission des biens c	matière de culture surer la restaurati	e et de communicat on de biens culture	ions. Il vise aussi : Is, ainsi que l'expe	ications au Québec, à à assurer les services ertise et la sensibilisa s expertises favorisa	de soutien à la ge tion en cette matiè	stion. Ce re. Enfin, par
16 527 10				2 016			
2 934 755 47							
185							
20 458				2 016			
des artistes et des communications; coerfectionnement, en concertation ave	promoteurs des éq offrir une programm l'expérimentation e ec les bibliothèques	uipements majeur nation de télévision t la production art s et les institutions	s de diffusion de sp n éducative et cultu istique et en favoris s documentaires qu	pectacles; favorise relle; soutenir, dar ser le rayonnemen ébécoises, de mêi	ux internationaux des r le développement d ns toutes les régions t; offrir un accès dém me que favoriser la pi l'intermédiaire du rés	es entreprises cult du Québec, la créa ocratique à la cultu otection et la mise	urelles et de tion, le ire et au savo en valeur du
		166 962					
		66 753					
		41 129					
	397	68 103					
	397						
	397	68 103					
	397	68 103 59 134					
	397	68 103 59 134 88 668					

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments		CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Charte de la langi	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Son	nmaire : page 1-12		·	•		
1.	Coordination de la politique linguistique	2 178		3	2 175	878
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)			-	5	
2.	Office québécois de la langue française Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	21 955		173	21 783 214	14 497
3.	Conseil supérieur de la langue française Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	1 297		6	1 291 5	723
١.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
ТОТ	TAL :	25 431		182	25 473	16 098
	DGRAMME 4 imaire : page 1-20		Condition féminir	ne		
1.	Conseil du statut de la femme Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	4 029			4 024 19	2 956
2.	Secrétariat à la condition féminine Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	5 824			5 806 23	1 418
ГОТ	TAL :	9 853			9 871	4 374
гот	TAL DU PORTEFEUILLE					
	és manents nécessitant pas de crédits (amortissement)	732 982 10	797	51 594	680 566 10 3 247	48 935
	raL	732 992	797	51 594	683 823	48 935 ⁽

					CRÉ	DITS NON UTILISÉ	S
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
rogramme vis également à a	e à assurer la diffus ssurer la coordinati	ion, le développe on et le développ	ment, la qualité, le ro ement des politique	espect et la promo s et des activités (otion du français dan gouvernementales e	ns tous les secteur n matière linguistic	s d'activité. que.
365		931					
5							
4 713		2 573					
214							
552 5		17					
5 853		3 521					
rogramme visc	e à promouvoir l'ég	alité et le respect	des droits et du stat	tut des femmes. Il	vise également à as:	surer la coordinati	on et le
rogramme visc	e à promouvoir l'égs s politiques et activ	alité et le respect	des droits et du stat tales en matière de	tut des femmes. Il condition féminin	vise également à ass	surer la coordinati	on et le
rogramme visa loppement des	e à promouvoir l'égs s politiques et activ	alité et le respect	des droits et du stat tales en matière de	tut des femmes. Il condition féminin	vise également à ass le.	surer la coordinati	on et le
rogramme vise loppement de 1 068 19	e à promouvoir l'égs s politiques et activ	alité et le respect ités gouvernemer	des droits et du stat tales en matière de	tut des femmes. Il condition féminin	vise également à as: ne.	surer la coordinati	
rogramme vise loppement de	e à promouvoir l'égs s politiques et activ	alité et le respect	des droits et du stat tales en matière de	tut des femmes. Il condition féminin	vise également à asse.	surer la coordinati	
rogramme visa loppement de 1 068 19 1 311	e à promouvoir l'égs s politiques et activ	alité et le respect ités gouvernemer	des droits et du stat tales en matière de	tut des femmes. Il condition féminin	vise également à asse.	surer la coordinati	,
rogramme visa loppement des 1 068 19 1 311 23	e à promouvoir l'égs s politiques et activ	alité et le respect ités gouvernemer	des droits et du stat tales en matière de	tut des femmes. Il condition féminin	vise également à ass	surer la coordinati	
rogramme visc cloppement des 1 068 19 1 311 23	e à promouvoir l'égs s politiques et activ	alité et le respect ités gouvernemer	des droits et du stat tales en matière de	tut des femmes. Il condition féminin	vise également à ass	surer la coordinati	
1 068 19 1 311 23 2 421	s politiques et activ	alité et le respect ités gouvernemen 3 076	des droits et du stat tales en matière de	condition féminin	vise également à ass	surer la coordinati	on et le

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	51 816		
Aide aux immobilisations	83 276	317	77
Aide aux initiatives de partenariat	15 283		120
Aide aux projets	10 103	299	
Autres interventions particulières en culture et en communications	6 483	25	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Fonctionnement	75 955		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Programmes d'aide	1 004		
Conseil des arts et des lettres du Québec - Fonctionnement	6 165		
Conseil des arts et des lettres du Québec - Programmes d'aide	82 503		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 437		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 058		
Musée de la Civilisation	24 012		
Musée des beaux-arts de Montréal	18 145		
Musée national des beaux-arts du Québec	14 538		
Société de développement des entreprises culturelles - Fonctionnement	7 474		
Société de développement des entreprises culturelles - Programmes d'aide	60 628	45 223	
Société de la Place des Arts de Montréal	36 248	.0 220	
Société de télédiffusion du Québec	59 134		
Société du Grand Théâtre de Québec	4 881		
Total du programme 2	597 146	45 864	197
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 417	8	
Réussir ensemble en français	2 088	811	
Autres	17	011	
Total du programme 3	3 521	819	
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	1 550		
Programme « À égalité pour décider » Tables de concertation en matière de condition féminine	987		
	360		
Autres	180		
Total du programme 4	3 076		
Total des crédits et dépenses	603 744	46 683	197

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
	WOIT	OBNE	T ENO	<u> </u>	2012	2011
0.700	4.050	40.000			54.040	50.400
3 793	1 358	46 666			51 816	50 469
1 841	38 585	39 351	57	3 048	83 276	77 932
1 373	7 259	4 100		2 431	15 283	19 962
82	4 841	4 876	4		10 103	12 200
70	553	5 637	194	6	6 483	6 832
				75 955	75 955	75 768
		1 004			1 004	1 479
				6 165	6 165	7 048
		72 322	9 956	225	82 503	82 379
				29 437	29 437	27 282
				10 058	10 058	10 726
				24 012	24 012	24 434
		18 145			18 145	18 348
				14 538	14 538	15 114
				7 474	7 474	7 298
		13 411	812	1 182	60 628	60 818
				36 248	36 248	13 835
				59 134	59 134	60 872
				4 881	4 881	5 326
7 159	52 596	205 512	11 023	274 796	597 146	578 122
97	32	1 099	50	130	1 417	1 360
91	32		50	130	2 088	1 262
		1 277	17		2 000 17	1 202
97	32	2 376	67	130	3 521	2 637
24	773	753			1 550	3 600
∠ ⊤	110	987			987	1 000
		360			360	360
3	1	151	25		180	239
26	774	2 251	25		3 076	5 199
7 282	53 402	210 139	11 114	274 926	603 744	585 958

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	122 391	122 391	122 438
Fonctionnement	74 644	74 644	73 306
Capital	92 547	92 547	88 336
Intérêt	42 658	42 658	44 293
Support	271 504	271 504	257 586
TOTAL DU PORTEFEUILLE	603 744	603 744	585 958

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	724	686
Régimes des eaux	957	730
Sécurité des barrages	1 157	956
	2 838	2 371
Autres		
Attestations d'assainissement	719	1 297
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 029	994
Divers	6	4
	1 754	2 294
	4 592	4 665
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	62	55
Terrains et bâtisses	229	171
Location et concessions	1 065	988
Gains sur dispositions d'immobilisations	33	64
Gestion des barrages publics	2 354	1 670
Recouvrements de tiers	1 141	28
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 712	924
Financement des unités autonomes de service	1 844	2 132
Divers	66	67
	8 506	6 100
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 712	924
Financement des unités autonomes de service	1 844	2 132
	4 950	3 045
Intérêts		
Divers	35	26
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
Recouvrements Dépenses d'années antérieures	2 747	2 195
	2 747	2 195
	7 733	5 267
Total des revenus autonomes	12 325	9 932

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	534	217
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	534	217
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	12 325	9 932

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments		CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 1 nmaire : page 1-16		Protection de l'en	on des parcs		
1.	Politiques environnementales	23 124		70	23 054	10 313
2.	Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	103 793		32 366	71 426	12 993
3.	Analyse et expertise régionales	23 510		57	23 453	12 612
4.	Centre de contrôle environnemental du Québec	17 056		280	16 776	15 344
5.	Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 942		1 222	4 719	4 479
6.	Centre d'expertise hydrique du Québec	38 260	12	22 184	16 064	10 403
7.	Direction Permanents(1)	8 072 10		472	7 600 10	5 686
8.	Services à la gestion Permanents(2) Permanents(3) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	41 212 56 49		4 283	36 928 56 14 436	18 951
TO	TAL	261 083	13	60 935	214 522	90 782
(1) (2) (3)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.0 Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.0					
	OGRAMME 2 nmaire : page 1-16		Bureau d'audienc	es publiques sur l'en	vironnement	
1.	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 471		9	4 763	3 469
то:	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	5 471		9	4 793	3 469
10	TAL				7 193	3 +03

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	1
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autr
INCIVICINI		TRANSFERT	OI LOINE	LABETTE	dioit d'engager	Reports	Auti
oeuvre de politique de l'air, la restaurat	es et de programme tion des sites et la p	s ayant comme ol protection des mil	bjectifs la prévention	n, la réduction ou ces. Il permet égal	de l'environnement p la suppression de la c ement d'assumer la go durable.	ontamination de l'	eau, du so
874		11 866					
21 936		36 496					
1 332		9 509					
1 432							
241							
5 641		19					
1 276 10		638					
17 969	56	8					
14 436							
65 147	56	58 537					
					e du processus d'exan t d'information de la p		des impa
4.004					546	111	
1 294							
1 294							

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	266 439	13	60 943	204 784	94 251
Permanents	115			66	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				14 465	
TOTAL	266 554	13	60 943	219 315	94 251

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 10 738 à l'égard de 105 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉE	DITS NON UTILISÉS	8
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
51 996		58 537			546	111	42
10	56						49
14 465							
66 471	56	58 537			546	111	91

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 759		
Parcs en milieu nordique	600		
Programme ClimatSol	1 079		
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	2 872		
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	36		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	6 545		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	354		
Programme partenaires pour la nature	3 140		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	105		
Société des établissements de plein air du Québec	10 329		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 359		
Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	1 000		
Soutien aux organismes de bassin versant	5 200		
Autres	14 157	36	
Total du programme 1	58 537	36	
Total des crédits et dépenses	58 537	36	

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
	1 759				1 759	1 759
	600				600	
	1 079				1 079	206
2 862		10			2 872	1 661
		31	5		36	1 623
	6 545				6 545	8 437
		354			354	374
		3 133	7		3 140	3 485
		105			105	192
				10 329	10 329	9 688
				11 359	11 359	11 329
		1 000			1 000	1 000
		5 200			5 200	5 200
508	10 331	3 093		189	14 157	3 622
3 370	20 314	12 927	12	21 878	58 537	48 577
3 370	20 314	12 927	12	21 878	58 537	48 577

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	97	97	5 937
Capital	16 292	16 292	18 979
Intérêt	8 955	8 955	9 516
Support	33 192	33 192	14 144
TOTAL DU PORTEFEUILLE	58 537	58 537	48 577

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

(cri minore de dendre)			
	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Rembourrage	1 299		1 211
Visa - Crédit d'impôt pour le design	118		126
Divers	36		33
	1 453		1 370
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux Divers	480		435 2
	480		438
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	480		435
			2
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	89		258
Subventions d'années antérieures	47 799	(1)	6 321
	47 888		6 578
	47 888		6 580
Total des revenus autonomes	49 340		7 950
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Programme d'infrastructure du savoir	27 070	(2)	125 485
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Programme d'infrastructure du savoir	27 070	(2)	125 485
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	49 340		7 950

⁽¹⁾ L'augmentation s'explique principalement par la récupération de subventions relatives au Programme de soutien aux projets économiques (PSPE) accordées les années antérieures.

⁽²⁾ La diminution s'explique principalement par le fait que les revenus sont comptabilisés selon l'avancement des travaux et que la majorité de ces travaux a été réalisée avant le 31 mars 2011.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	OGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	_Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 1 nmaire : page 1-16			e et financier au dével recherche, à l'innovat		
1.	Direction et services à la gestion Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	41 339 38	5	1 436	35 141 38 1 013	15 775
2.	Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	27 228			26 889	5 647
3.	Développement des secteurs industriels	51 930			51 032	8 008
4.	Développement des marchés	24 584	34		22 205	5 721
5.	Développement économique en région et services aux entreprises	115 810	3 117		107 490	15 249
	Permanents(2)	935			409	
6.	Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	213 940	2		197 130	6 608
7.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
то	TAL	475 905	3 158	1 436	441 348	57 008

⁽¹⁾ Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

⁽²⁾ Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

					CI	RÉDITS NON UTILI	SÉS
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions de même que l'ouverture et la conquête des marchés par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.

1 564	3 193	2 344	17 022
			38
			1 013
	338	18 834	2 408
	898	41 167	1 858
	2 345	12 867	3 617
104	5 100	89 684	2 557
526		409	
	16 808	189 953	569
	100		
	100		
2 194	28 782	409 354 848	29 083

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		Interventions rel économique	atives au Fonds du dév	veloppement	
Mandats gouvernementaux et autres programmes	205 464			205 464	
2. Programme ESSOR	49 934			49 934	
 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique 	100				
TOTAL	255 498			255 398	
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-16		Organismes déd	iés à la recherche et à	l'innovation	
Fonds de recherche en santé du Québec	82 807			82 807	
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	49 106			49 106	
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	50 159			50 159	
4. Centre de recherche industrielle du Québec	16 925			16 736	
Conseil de la science et de la technologie et Commission de l'éthique en science et en technologie (1)	595			566	406
TOTAL	199 592			199 374	406
(1) Le nom de cet élément de programme a été mod	ifié lors de la créatic	on de la Commission	de l'éthique en science	et en technologie	, le 1er juillet 2011.
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	930 021 973	3 158	1 436	894 660 447 1 013	57 414
TOTAL	930 995	3 158	1 436	896 120	57 414 ⁽¹⁾

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 593 à l'égard de 82 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉI	DITS NON UTILISÉ	S
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autr
ernement et c	le toute aide financi	ère accordée par l	le Fonds du dévelop	pement économic	par un programme éla que dans l'exécution nvestissement Québe	d'un mandat que le	
	182 818		22 647				
	5 997	4 545	39 391				
					100		
erche, la form nce et de la te	ation de chercheurs	et la diffusion de tre de recherche i	la connaissance. De ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir tituté des enveloppes son offre de services	affectées au Cons	seil de la
erche, la form ce et de la te	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir	affectées au Cons	seil de la
erche, la form ice et de la te	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir	affectées au Cons	seil de la
erche, la form ice et de la te	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir	affectées au Cons	seil de la
erche, la form ice et de la te	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep 82 807	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir	affectées au Cons	seil de la
erche, la form ice et de la te	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep 82 807 49 106	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir	affectées au Cons	seil de la
erche, la form ice et de la te	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep 82 807 49 106 50 159	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir tituté des enveloppes son offre de services	affectées au Cons	seil de la
erche, la form ice et de la te erche industri	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep 82 807 49 106 50 159	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir tituté des enveloppes son offre de services	affectées au Cons	seil de la
erche, la formice et de la telerche industri	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep 82 807 49 106 50 159 16 736	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir tituté des enveloppes son offre de services	affectées au Cons	seil de la
erche, la form nce et de la te erche industri	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep 82 807 49 106 50 159 16 736	fonds subventionna la connaissance. Do ndustrielle du Québ	e plus, il est cons	on est de promouvoir tituté des enveloppes son offre de services	affectées au Cons	seil de la
erche, la form nce et de la te erche industri	e principalement le ation de chercheurs chnologie et au Cen elle et d'innovation	financement des t et la diffusion de tre de recherche i auprès des entrep 82 807 49 106 50 159 16 736	fonds subventionna la connaissance. D ndustrielle du Québ prises.	e plus, il est cons	on est de promouvoir tituté des enveloppes son offre de services 189 28 218	affectées au Cons	seil de la tière de

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	_		
Aide aux entreprises et démonstration des technologies vertes	14 939	12 849	
Appui à l'innovation	4 135	1 347	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	3 799	189	5
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	1 240	910	
ESSOR	329	155	
Exportation	13 295	8 443	
Mesures de soutien à la recherche - Autres	139 473	4 201	1 375
NovaScience	7 353	131	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	30 047		
Soutien à l'entrepreneuriat	21 405	1 640	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	48 831	5 227	394
Soutien au développement des créneaux d'excellence et à la diversification économique régionale	17 614	5 313	45
Soutien aux centres locaux de développement	64 219	10 274	
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	5 818		
Autres	5 684	2 515	8
Total du programme 1	378 180	53 193	1 826
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Autres	4 545	4 545	
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	16 925		
Fonds de la recherche en santé du Québec	82 807		33 475
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	50 159		00 470
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	49 106		
Total du programme 3	198 997		33 475
Total des crédits et dépenses	581 722	57 739	35 301

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		99			12 947	21 156
					1 347	
363		3 177			3 734	
		134			1 044	
					155	
		3 619			12 062	6 723
35 981		88 883			130 441	100 146
903	62	6 089	157		7 342	4 948
		27 729			27 729	
	142	19 270	10		21 061	18 008
8 312	8	32 679			46 620	43 278
438	49	9 117			14 962	34 609
	10 058	43 799			64 132	53 993
65		5 663			5 728	9 594
148	305	2 570			5 545	8 438
46 209	10 624	242 828	167		354 848	300 893
					4.545	404.055
					4 545	121 655
				16 736	16 736	17 325
18 145			27 067	4 120	82 807	80 214
27 021			19 763	3 375	50 159	46 665
30 119			15 223	3 763	49 106	47 516
75 285			62 053	27 994	198 808	191 720
121 495	10 624	242 828	62 219	27 994	558 201	614 268
	10 024		<u> </u>	2. 004		014 200

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	17 183	17 182	17 250
Fonctionnement	49 364	49 363	54 119
Capital	58 058	58 057	33 800
Intérêt	2 343	2 342	3 902
Support	454 774	431 257	505 198
TOTAL DU PORTEFEUILLE	581 722	558 201	614 268

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	62 138	62 038	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	62 138	62 038	

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(en finished de dendes)			
	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Divers	2		1
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Recouvrements de tiers	6 717		5 728
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	46		67
Divers	4		7
	6 767		5 802
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	46		67
	6 721		5 735
Intérêts			
Prêts aux étudiants	13 975		11 990
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	1 445		1 655
Subventions d'années antérieures	1 568		4 919
Dépenses sous forme d'indemnités	511	(4)	2 624
Bourses d'études	16 364	(1)	6 185
	19 889		15 383
	40 585		33 108
Total des revenus autonomes	40 587		33 109
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Enseignement aux enfants indiens	119 257		115 869
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	30 852		21 017
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	11 950	(2)	30 720
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 726		4 910
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 162		729
Programme d'infrastructure du savoir	25 404	(3)	118 986
	194 351		292 232

⁽¹⁾ L'augmentation s'explique principalement par la révision à la baisse en 2011-2012 de l'estimé du compte à payer concernant les bourses aux étudiants comptabilisé au 31 mars 2011.

⁽²⁾ La diminution s'explique par la baisse des investissements en immobilisations scolaires.

⁽³⁾ La diminution s'explique principalement par le fait que les sommes sont reçues selon l'avancement des travaux et que ceux-ci ont été réalisés avant le 31 mars 2011.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2012		2011
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	30 852		21 017
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 726		4 910
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	11 950	(2)	30 720
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 162		729
Programme d'infrastructure du savoir	25 404	(3)	118 986
Total des transferts du gouvernement fédéral	119 257		115 869
Total des revenus	159 844		148 978

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	OGRAMMES nents	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 1 nmaire : page 1-14		Administration et	consultation		
1.	Direction Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	11 589 10		20	10 540 10 41	6 304
2.	Information, communication et administration Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	73 677		2 777	56 896 17 458	27 757
3.	Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	33 262		262	30 063 273	25 076
4.	Administration de l'enseignement supérieur Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	10 351		52	9 026 54	8 287
5.	Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	7 305		35	6 590 38	5 864
6.	Conseil supérieur de l'éducation Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	2 711		19	2 394 22	1 988
7.	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	2 443		17	1 939 16	1 434
8.	Administration du loisir et du sport Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	5 053		6	4 383 12	2 853
TO ⁻	ΓAL Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).	146 400		3 189	139 756	79 563
PRO	DGRAMME 2 nmaire : page 1-14		Formation en tou	risme et hôtellerie		
1.	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 873			23 873	
TO	ΓAL	23 873			23 873	

					CRÉD	OITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
itenir l'action des	s réseaux d'enseig	nement en leur fo	nble des programm urnissant les servic évaluation du doma	es nécessaires à l	istère, sauf celui de l' 'exercice de leur miss	aide financière aux sion. Ce programm	études, et a e assure au
2 544		1 693				789	24
10 41							
29 139 17 458						2 876	11 12
4 988 273						425	2 51
739							1 27
54 726							68
38							00
406 22							29
504							48
16							
1 330 12		200					66
12						4 089	

	1	milli		4.	اما	loro'	L
ı	(en	TTHHI	ers	ue	uoi	iais)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 3 nmaire : page 1-14		Aide financière a	ux études		
1.	Bourses consécutives aux prêts	456 459			456 459	
2.	Intérêts et remboursements aux banques Permanents(1)	183 116 43 475	107 053		49 161 43 475	
3.	Autres bourses	17 487			17 487	
4.	Administration de l'aide financière aux études Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	20 348		1 169	17 500 2 263	13 401
TO1 (1)	AL Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.0	720 885 01).	107 053	1 169	586 344	13 401
	DGRAMME 4 nmaire : page 1-14		Éducation présco secondaire	elaire et enseignemen	t primaire et	
Son		6 950 125		olaire et enseignemen	t primaire et 6 926 750	
Son	nmaire : page 1-14	6 950 125 237 112		laire et enseignemen		
1. 2.	nmaire : page 1-14 Commissions scolaires				6 926 750	
1. 2. 3.	Commissions scolaires Commissions scolaires à statut particulier	237 112	secondaire		6 926 750 237 112	
1. 2. 3.	Commissions scolaires Commissions scolaires à statut particulier Service de la dette des commissions scolaires	237 112 807 973	secondaire		6 926 750 237 112 716 663	
I. 2. 3. 4. 5.	Commissions scolaires Commissions scolaires à statut particulier Service de la dette des commissions scolaires Enseignement privé	237 112 807 973 461 980	secondaire		6 926 750 237 112 716 663 461 980	
	Commissions scolaires Commissions scolaires Commissions scolaires à statut particulier Service de la dette des commissions scolaires Enseignement privé Soutien à des partenaires en éducation	237 112 807 973 461 980 50 535	secondaire		6 926 750 237 112 716 663 461 980 48 873	

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	;
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
programme vise mps partiel. Il fo	e à favoriser l'acces ournit un soutien fir	sibilité aux études nancier aux perso	s secondaires en foi nnes dont les resso	rmation profession urces financières	nnelle et aux études p sont jugées insuffisa	oostsecondaires à ntes.	temps plein
		456 459					
	8 454 43 475	40 707					26 90
		17 487					
4 099 2 263							1 68
6 361	51 929	514 652	r				28 58
olissements priv	e à rendre accessibl vés subventionnés d inclut également les	et à divers organis	smes les ressources	s financières néce	nement en fournissan ssaires à leur fonctio	t aux commissions nnement et à leur	scolaires,
		6 926 750					23 37
		6 926 750 237 112					23 37
							23 37
		237 112					23 37
		237 112 716 663					
		237 112 716 663 461 980					
		237 112 716 663 461 980 48 873					23 37: 1 66: 16 96:

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
Élén	OGRAMMES nents	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Immobilisations Enseignement supérieur	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Som	nmaire : page 1-14				
1.	Cégeps	1 589 293		1 572 183	
2.	Universités	2 806 825		2 806 696	
3.	Enseignement privé au collégial	103 226		103 226	
4.	Service de la dette des cégeps	218 812		215 858	
5.	Service de la dette des universités	355 199		354 860	
6.	Soutien à des partenaires en éducation	3 909		3 719	
7.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225			
тот	TAL	5 117 489		5 056 542	
	DGRAMME 6 nmaire : page 1-14		Développement du loisir et du spor	t	
1.	Promotion du loisir et de l'action bénévole	36 593		36 503	
2.	Promotion du sport et de la sécurité et recherche	26 153		26 116	
тот	TAL .	62 745		62 619	

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	UN FONDS SERVICE DE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
					jial public et privé et ι leur fonctionnement		
		1 572 183					17 110
		2 793 696	13 000				129
		103 226					
		215 858					2 955
		354 860					339
		3 719					190
							40 225
		5 043 542	13 000				60 948
pécifiques. Il a éga		tif d'appuyer l'acti			aux organismes du n cupation particulière e		
		36 503					89
		26 116					37

(an	milliers	dΔ	dol	lare'	۱
(en	Hilliners	ue	uoi	iais.)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		Régimes de retra	ite		
. Régime de retraite des enseignants					
Permanents(1)	125 605			125 605	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(2)	752 643			752 643	
 Régime de retraite du personnel d'encadrement 					
Permanents(3)	152 143			120 822	
TOTAL	1 030 391			999 070	
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L Loi sur le régime de retraite des employés du g Loi sur le régime de retraite du personnel d'enc 	ouvernement et des o		R.Q., c.R-10).		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
/otés	14 866 221	198 363	4 357	14 510 471	92 964
Permanents	1 073 876			1 042 555	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				20 177	
TOTAL	15 940 097	198 363	4 357	15 573 203	92 964

²⁻⁹⁶

					CRÉD	DITS NON UTILISÉS	S
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
programme vis	e à fournir la contrit	oution du gouvern	nement aux régimes	de retraite applica	ables au personnel de	s réseaux.	
		125 605					
		752 643					
		120 822					31 32
		999 070					31 32
44 475	8 454	14 351 578	13 000			4 089	148 94
40	43 475	999 070					31 32
10 20 177							

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation	_		
Autres	2 039	3	
Addies	2 039		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 873		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	456 459		
Intérêts et remboursements aux banques	40 707		
Autres	17 487		
Total du programme 3	514 652		•
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation Fonctionnement	9 009		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 187 237		
Enseignement privé	461 980		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	57 058		
Programme d'action communautaire	18 230		
Service de la dette des commissions scolaires	676 573		
Transport scolaire	313 620		
Autres	23 296		
Total du programme 4	8 747 003		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 589 293	54	
Enseignement privé au collégial	103 226		
Universités	2 793 825		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations Service de la dette	40 225		
Service de la dette des cégeps	218 812		
Service de la dette des universités	355 199		
Autres	3 909		
Total du programme 5	5 104 489	54	-
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 852		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	13 787		
Promotion du sport	19 493		
Soutien aux équipements de loisir	41		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	22 765		
Autres	233		
Total du programme 6	62 745		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
1 166	36	504	184	1	1 892	2 766
				23 873	23 873	23 665
			456 459		456 459	437 504
			40 707		40 707	34 734
1 907			15 580		17 487	18 105
1 907			512 746		514 652	490 343
		8 380			8 380	16 880
7 161 816				2 047	7 163 863	7 120 228
461 980					461 980	462 664
40 091					40 091	139 032
		18 230			18 230	18 230
676 573					676 573	581 228
313 620					313 620	286 370
		22 263			22 263	20 729
8 654 080		48 873		2 047	8 704 999	8 645 362
1 571 660				470	1 572 183	1 576 320
103 226					103 226	106 333
2 792 857				839	2 793 696	2 564 395
870					870	41 716
214 987					214 987	193 609
354 860					354 860	332 346
253		3 466			3 719	3 800
5 038 713		3 466		1 308	5 043 542	4 818 518
		118	4 707		4 825	4 773
		1 575			1 575	2 762
	270	13 505			13 776	13 778
		19 483			19 483	18 781
	41	00.007			41	161
		22 687 233			22 687 233	22 808 397
	311	57 601	4 707		62 619	63 460
			_			

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	752 643		
Régime de retraite des enseignants	125 605		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	152 143		
Total du programme 7	1 030 391		
Total des crédits et dépenses	15 485 193	57	

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
752 643 125 605 120 822 999 070					752 643 125 605 120 822 999 070	760 232 127 335 117 864 1 005 431
14 694 936	347	110 443	517 636	27 229	15 350 648	15 049 545

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
	Credita autoriaea	2012	2011
Rémunération	11 425 003	11 425 003	11 126 463
Fonctionnement	1 659 989	1 642 236	1 678 811
Capital	823 284	823 284	847 900
Intérêt	514 739	514 738	495 208
Support	1 062 179	945 388	901 163
TOTAL DU PORTEFEUILLE	15 485 193	15 350 648	15 049 545

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	13 000	13 000	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	13 000	13 000	

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

(0.1.11111101010101010101)			
	2012		2011
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Frais de perception	2 019		2 234
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	207		
Divers	2		3
	2 228		2 236
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	207		
	2 021		2 236
Intérêts			
Aide financière de dernier recours	18 293		16 371
Divers	9		7
	18 302		16 378
Amendes et confiscations			
Frais - Chèques sans provision	254		262
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	367		1 088
Subventions d'années antérieures	270	(4)	319
Aide financière de dernier recours	58 036	(1)	79 472
Aide financière de dernier recours - R.R.Q.	1 353		1 659
Aide financière de dernier recours - Pensions alimentaires	17 487		18 123
Aide financière de dernier recours - Garants défaillants Divers	2 570 4		2 417 8
	80 086	•	103 085
	100 664		121 961
Total des revenus autonomes	100 664		121 961
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Entente relative au marché du travail	648 075		655 106
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	115 705		115 914
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	197	(2)	13 160
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	9 843		8 939
	773 820		793 119
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	197	(2)	13 160
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	9 843		8 939
Total des transferts du gouvernement fédéral	763 780	•	771 020
Total des revenus	864 443	:	892 981

⁽¹⁾ La diminution s'explique principalement par la réévaluation à la hausse, en 2010-2011, de la valeur de réalisation de sommes à recevoir.

⁽²⁾ La diminution s'explique par la fin du financement supplémentaire accordé pour 2009-2010 et 2010-2011 dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Mesures d'aide à	IMPUTATIONS Immobilisations I'emploi	Dépenses	<u>RÉMUNÉRATION</u>
Mesures d'aide à l'emp	loi	889 976			889 976	
Provision pour augmer du Conseil du trésor, to réalisation de projets d pour étudiants	out crédit pour la	33				
Provision pour pourvoir Conseil du trésor, tout oeuvre du Pacte pour I	crédit pour la mise en	295				
TOTAL	_	890 305			889 976	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20			Mesures d'aide fi	nancière		
Aide aux personnes et Permanents(1)	aux familles	2 936 575 8 934	119		2 935 575 8 934	
2. Action communautaire		10 607			10 607	
prestations d'aide finar	ter, avec l'approbation	22 959			22 959	
à l'emploi		2 979 076	119		2 978 076	
TOTAL (1) Loi sur l'administration	== financière (L.R.Q., c. A-6.001				2 370 070	

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
de l'information su national, régional, l la main-d'oeuvre (l l'emploi d'été des é	r le marché du trava local et sectoriel. Il L.R.Q., c. D-8.3) et o tudiants dans la foi	ail, du placement d est également res de la Loi sur la for nction publique d	et des mesures activ ponsable de la Loi f mation et la qualifi u Québec. De plus, o	ves d'emploi liées favorisant le dével ication profession ce programme priv	est le service public à la politique active d oppement et la recon inelles de la main-d'o vilégie la mobilisation Pacte pour l'emploi.	lu marché du travai naissance des com peuvre (L.R.Q., c. F-	l aux nive pétences 5). Il favor
			889 976				
							;
							2
			889 976	·			3:
Co programmo vice	à rondro accessibl	a à toutee les cite	vannas at citavana	qui en font la don	nanda et qui en démo	intrant la basain de	e carvico
soutien financier p dernier recours égi programme Alterna subsistance afin de professionnelle. Le personnalisés dans contribue au financ chasseurs et piége	ar l'entremise du ré ale à la différence ei titve jeunesse, de se les encourager à r es programmes d'aie s le but d'une prépa sement des organisi urs cris les somme le Fonds québécoi	seau d'Emploi-Qu ntre leurs ressour outenir les jeunes éaliser des activit de et d'accompag ration adéquate p mes communauta s requises pour s	ébec. Plus précisén ces et leurs besoins adultes sur base vo és leur permettant on nement social perm our participer à une ires en lien avec leu outenir les activités	nent, il permet à de s essentiels qui leu olontaire qui requi d'acquérir ou de re ettent aux prestata e mesure ou à un p ur mission globale traditionnelles de	nande et qui en démo es personnes de rece ur sont reconnus. Il p èrent une aide financ couvrer leur autonon aires de recevoir un s rogramme d'aide à l' et il accorde à l'Offic s membres de cette c stations d'aide financi	voir une aide finan- ermet aussi, par le ière pour assurer le nie personnelle, so- outien et un accom emploi. En outre, ce e de la sécurité du communauté. Il vise	cière de biais du eur ciale et pagneme e program revenu de égalemer
soutien financier p dernier recours égi programme Alterna subsistance afin de professionnelle. Le personnalisés dans contribue au financ chasseurs et piége	ar l'entremise du ré- ale à la différence et titve jeunesse, de s- e les encourager à r es programmes d'aid s le but d'une prépa cement des organis urs cris les somme	seau d'Emploi-Qu ntre leurs ressour outenir les jeunes éaliser des activit de et d'accompag ration adéquate p mes communauta s requises pour s s d'initiatives soc	ébec. Plus précisén ces et leurs besoins adultes sur base vi és leur permettant o nement social perm our participer à une ires en lien avec leu outenir les activités iales et permet la co	nent, il permet à de s essentiels qui leu olontaire qui requi d'acquérir ou de re ettent aux prestata e mesure ou à un p ur mission globale traditionnelles de	es personnes de rece ur sont reconnus. Il p èrent une aide financ couvrer leur autonon aires de recevoir un s rogramme d'aide à l'e et il accorde à l'Offic s membres de cette c	voir une aide finan- ermet aussi, par le ière pour assurer le nie personnelle, so- outien et un accom emploi. En outre, ce e de la sécurité du communauté. Il vise	cière de biais du sur ciale et pagneme program revenu de égalemer ide à l'em

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES nents	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 3 nmaire : page 1-20		Administration			
1.	Direction Permanents(1)	12 524 10			12 524 10	7 426
2.	Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	150 607		20	143 415 124	22 765
3.	Centre de recouvrement Permanents(2)	10 365 14		3	8 512 14	7 237
4.	Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens et les organismes	19 379	1		18 615	9 706
5.	Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	267 024	1	77	263 668	113 749
6.	Politiques et analyse stratégique	6 081			6 081	4 707
TO	FAL	466 003	2	100	452 962	165 590
(1) (2)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.00	01).				
TO ⁻	TAL DU PORTEFEUILLE					
	és manents nécessitant pas de crédits (amortissement)	4 326 426 8 957	121	100	4 311 932 8 957 124	165 590
то	•	4 335 384	121	100	4 321 014	165 590 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 28 988 à l'égard de 306 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CI	RÉDITS NON UTILI:	SÉS
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

			3 178	500		1 420
						10
1 010	6 162		64 735			55 915
						124
849	1 000					1 275
						14
	764		1 261	4 983		2 664
	3 277		119 514			30 405
			599	35		740
		 	399			740
1 860	11 204		189 287	5 519		92 567
3 07	11 204		1 108 744	2 945 179		92 420
3 07	11 204		1 100 / 44	2 943 179	8 934	23
					0 934	124
	· ·	 				124
3 07	11 204		1 108 744	2 945 179	8 934	92 567

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Pacte pour l'emploi	295		
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	3 632		
Aide aux personnes et aux familles	2 911 964	95	2
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	22 959		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	1 104		
Total du programme 2	2 939 660	95	2
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	4 983		
Autres	535		
Total du programme 3	5 519		
Total des crédits et dépenses	2 945 474	95	2

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

201	2012	ORG	PERS	OBNL	MUNI	EDUC
3 25	3 632			3 632		
2 896 78	2 911 964		2 905 999	5 858	7	3
22 58	22 959	1 676	21 283			
1 10	1 104			1 104		
2 923 72	2 939 660	1 676	2 927 282	10 594	7	3
4 82	4 983	4 983				
52	535	35		500		
5 35	5 519	5 018		500		
2 929 07	2 945 179	6 695	2 927 282	11 094	7	3

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	4 633	4 633	4 746
Fonctionnement	1 858	1 858	2 048
Capital	168	168	280
Support	2 938 814	2 938 519	2 922 002
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 945 474	2 945 179	2 929 076

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	118 404	118 404	113 829
Fonctionnement	63 484	60 658	63 889
Capital	9 625	9 625	10 593
Intérêt	1 000	600	900
Support	919 458	919 458	902 193
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 111 971	1 108 744	1 091 403

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	101	57
Honoraires - Dossiers publics	11 938	11 160
Divers	23	15
	12 061	11 232
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>1</u>	3
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	71	59
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	255	1 137
Subventions d'années antérieures	697	745
	952	1 882
	1 025	1 944
Total des revenus autonomes	13 086	13 177
Total des revenus	13 086	13 177

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
<u>Élé</u>	OGRAMMES ments OGRAMME 1 nmaire : page 1-20	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Planification, rech	Immobilisations nerche et administration	<u>Dépenses</u>	RÉMUNÉRATION
1.	Planification, recherche et administration Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	54 042 19		3 932	45 898 19 6 657	30 128
TO	TAL	54 061		3 932	52 574	30 128
(1)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).					
	OGRAMME 2 nmaire : page 1-20		Mesures d'aide à	la famille		
1.	Gestion des services à la famille	14 183			14 183	
2.	Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 229 375	72 800 (2	2)	2 156 575	
	Permanents(1)	100			21	
3.	Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	25 086			25 086	
4.	Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	58 737			58 737	
5.	Soutien aux enfants	30 595			30 595	
	Permanents(1)	41			41	
6.	Organismes communautaires	17 364			17 364	
7.	Conseil de la famille et de l'enfance	252			252	178
TO	TAL	2 375 733	72 800		2 302 854	178
(4)	Lai aug lladministration financière (LDO a ACO)	24)	_			

⁽¹⁾ Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

⁽²⁾ Cette somme représente l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

ogramme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement es et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et onner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.						CRÉ	DITS NON UTILISÉS	3
ogramme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement es et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et onner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes. 14 052 1718 42 19 6657 20 728 1718 42 ogramme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des es de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des tructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des service à l'enfance. Il permet de manural des services à l'enfance. Il permet de financement d'organismes unautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance. 1 492 12 692 2 156 575 21 25 086 58 737 30 595 41 17 364 74		DOUTEUSES ET AUTRES		À UN FONDS				
asset des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et onner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes. 14 052 1718 42 19 6 867 20 728 1718 42 Dogramme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des es de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pouvroir au financement des retuctures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des service à l'enfance. Il permet gent de pouvroir au financement de service à l'enfance. Il permet gent de pouvroir au financement de service à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de la famille et de l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de la famille et de l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services à la famille et à l'enfance. Il per	NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPECIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autr
19 6 667 20 728 1718 42 Degramme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des es de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des tructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des service à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes runautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance. 1 492 12 692 2 156 575 21 25 086 58 737 30 595 41 17 364	es et des enfa	ants en concertation	n avec les ministè	res et organismes g	jouvernementaux.			
20 728	19		1 718					4 2
orgramme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des es de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des tructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des service à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes aunautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance. 1 492 12 692 2 156 575 21 25 086 58 737 30 595 41 17 364			1 710					4.2
es de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des tructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des service à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes innautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance. 1 492 12 692 2 156 575 21 25 086 58 737 30 595 41 17 364 74	20 120		1710					72
2 156 575 21 25 086 58 737 30 595 41 17 364	es de garde ructures des à l'enfance. I	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer	tout en assurant e enfance ainsi qu ment de l'administ	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des
21 25 086 58 737 30 595 41 17 364	es de garde ructures des à l'enfance. I	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer	tout en assurant e enfance ainsi qu ment de l'administ	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des
25 086 58 737 30 595 41 17 364	es de garde e tructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer	tout en assurant e enfance ainsi qu ment de l'administ onnement du Cons	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des
58 737 30 595 41 17 364	es de garde e tructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer	tout en assurant e enfance ainsi qu ment de l'administ onnement du Cons 12 692	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des
30 595 41 17 364 74	es de garde e tructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer t il assure le fonctio	tout en assurant e enfance ainsi qu ment de l'administ onnement du Cons 12 692	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des es services
74	es de garde e tructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer t il assure le fonctio	tout en assurant e enfance ainsi qu ment de l'administ onnement du Cons 12 692 2 156 575	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des es services
74	es de garde e tructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer t il assure le fonctio	tout en assurant e enfance ainsi que ment de l'administ onnement du Constitution 12 692 2 156 575 25 086	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des es services
74	es de garde e tructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer et il assure le fonctio	tout en assurant e enfance ainsi que ment de l'administ onnement du Cons 12 692 2 156 575 25 086 58 737	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des es services
	es de garde e tructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer et il assure le fonctio	tout en assurant e enfance ainsi que ment de l'administ onnement du Cons 12 692 2 156 575 25 086 58 737 30 595	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des es services
	es de garde e ructures des à l'enfance. I unautaires e	éducatifs de qualité s centres de la petite Il permet le financer et il assure le fonctio	tout en assurant e enfance ainsi que ment de l'administ onnement du Cons 12 692 2 156 575 25 086 58 737 30 595	leur soutien financi le du Régime de reti ration des prestatio	er. En outre, il a co raite à l'intention d ons du soutien aux	omme objectif de pou l'employés oeuvrant	ırvoir au financeme dans le domaine de	nt des

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		Condition des aîn	tés		
Conseil des aînés	196			196	118
Secrétariat aux aînés	18 572			18 572	
TOTAL	18 768			18 768	118
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		Curateur public			
Curateur public Permanents(1)	54 149 100		9 208	39 509 9	28 667
Permanents(2) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	11 546			11 546 1 900	9 832
TOTAL	65 795		9 208	52 964	38 500
 (1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.0 (2) Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81). 	001).				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
			40.440	0.400.007	50.000
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	2 502 552 11 806	72 801	13 140	2 406 967 11 636 8 557	59 092 9 832

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 6 949 à l'égard de 66 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉD	DITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
orogramme ass s la société que	sure le financement ébécoise et cela en	du Conseil des aîı vue d'un Québec (nés et du Secrétaria équitable pour toute	t aux aînés afin de es les générations	e soutenir la valorisat	ion de la participat	ion des aîn
78							
932		17 640		_			
1 010		17 640					
	e à assurer la prote		ntation dans leurs d	Iroits et leurs bien	ns des citoyens déclar	rés inaptes.	
			ntation dans leurs d	Iroits et leurs bien	ns des citoyens déclar	rés inaptes.	
orogramme vise	e à assurer la prote		ntation dans leurs d	Iroits et leurs bien			
10 842 1 714			ntation dans leurs d	Iroits et leurs bien			2 56 9 2 65
10 842 1 714 1 900 14 455 27 470 1 733	9		ntation dans leurs d	Iroits et leurs bien	1 632	1 235	9
10 842 1 714 1 900 14 455	9 9	ction et la représe	intation dans leurs d	Iroits et leurs bien	1 632	1 235	2 65

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	1 779	40	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	30 515		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	80		
Organismes communautaires - Famille	17 364		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de			
garde à l'enfance	58 737		
Subvention annuelle des garderies	429 632	429 632	
Subvention de la garde en milieu familial	655 669		
Subvention des centres de la petite enfance	1 070 364	158	
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	25 086		
Subventions de développement et d'investissements Autres	910 12 692		
Total du programme 2	2 301 048	429 790	
Programme 3 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	274		
Politique vieillir chez soi	410		
Programme du Coeur à l'action pour les aînés du Québec	178		
Soutien aux initiatives visant le respect des aînés	10 366		
Stratégie d'action en faveur des aînés	3 407		151
Tables régionales de concertation des aînés	720		
Autres	2 286		
Total du programme 3	17 640		151
Total des crédits et dépenses	2 320 467	429 829	151

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

2011	2012	ORG	PERS	OBNL	MUNI	EDUC
2 067	1 718	213		1 340	12	113
32 682	30 515	30 515				
86	80		80			
16 332	17 364			17 364		
56 485	58 737			58 737		
405 863	429 632					
601 158	655 669			655 669		
997 769	1 070 364			1 070 206		
24 208	25 086			25 086		
1 295	910			910		
8 398	12 692			11 587	1 092	13
2 144 275	2 301 048	30 515	80	1 839 558	1 092	13
190	274			74		200
	410			410		
1 810	178			178		
8 121	10 366			10 089	120	157
4 048	3 407			308	2 948	
720	720			720		
1 765	2 286			512	1 728	45
16 654	17 640			12 291	4 796	402
2 162 996	2 320 406	30 729	80	1 853 189	5 899	529

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	30 729	30 729	33 137
Capital	16 020	16 020	15 185
Intérêt	9 899	9 899	10 159
Support	2 263 819	2 263 757	2 104 515
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 320 467	2 320 406	2 162 996

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
mpôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs - Fonds des services de santé	6 019 330	5 764 980
Cotisations des particuliers - Fonds des services de santé	226 760	209 256
	6 246 090	5 974 235
evenus divers		
entes de biens et services		
Garantie de prêts - Sociétés d'état	198 023	185 959
Recouvrements de tiers	34	53
Honoraires sur garantie gouvernementale	15 512	15 173
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	300	300
Divers	(441)	
	213 427	201 485
oins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	300	300
Financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	(441)	
	213 569	201 185
térêts		
Comptes de banque	943	657
Prêts	222	181
Dividendes	6 677	6 677
	7 841	7 515
mendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	15 338	29 098
	1 747	602
Produits de la criminalité		
• •	17 086	29 700
Produits de la criminalité		29 700
Produits de la criminalité		
Produits de la criminalité ecouvrements	17 086	2 098
Produits de la criminalité ecouvrements Dépenses d'années antérieures	17 086	29 700 2 098 4 572 6 670

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	_	2011
Revenus provenant des entreprises du gouvernement (1)			
Hydro-Québec	1 958 000		1 886 000
Loto-Québec	1 196 440		1 246 813
Société des alcools du Québec	999 746	_	914 670
	4 154 186	_	4 047 483
Total des revenus autonomes	10 639 817	_	10 266 788
Transferts du gouvernement fédéral			
Péréquation	7 814 540	(2)	8 552 241
Paiement de protection	368 932	(3)	
Transferts pour la santé	4 511 240	(4)	4 309 684
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 488 869	(5)	1 454 788
Autres programmes	225 512	(6)	313 237
	14 409 093		14 629 951
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550	_	463 550
Total des transferts du gouvernement fédéral	13 945 543	_	14 166 401
Total des revenus	24 585 360	=	24 433 189
(1) Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:			
Hydro-Québec	587 000		592 000
Investissement Québec	42 917	(a)	
Société générale de financement du Québec		(a)	193 226
Autres	(8 416)	(b)	2 694
Ajustements de consolidation	(26 335)	_	2 601
	595 166		790 521
Dividendes déclarés	4 154 186	_	4 047 483
	4 749 352		4 838 004

⁽a) Le revenu de 2011-2012 provient de la première année d'exploitation d'Investissement Québec en tant qu'entreprise du gouvernement, à la suite de sa fusion avec la Société générale de financement du Québec le 1er avril 2011. Cette nouvelle entreprise regroupe également les activités d'IQ Immigrants Investisseurs inc. et d'IQ Fier inc. depuis cette date.

De plus, la diminution entre les résultats d'Investissement Québec en 2011-2012 et ceux en 2010-2011 des entités qui ont été regroupées avec cette dernière, s'explique en partie par les gains inférieurs en 2011-2012 sur ses placements.

(b) Autres

Capital Financière agricole inc.	(682)		(96)
IQ FIER inc.		(i)	(7 701)
IQ Immigrants Investisseurs inc.		(i)	12 219
Société Innovatech du Grand Montréal	(169)		(259)
Société Innovatech du Sud du Québec	(330)		46
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(6 598)		(1 711)
Société Innovatech Régions Ressources	(637)		196
	(8 416)		2 694

(i) Voir la note (a) ci-haut.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Péréquation	(en miliers de dollars)		
2011-2012 7 814 540 8 552 24		2012	2011
2010-2011 8 552 24 7 814 540 8 552 24	2) Péréquation		
Caugmentation s'explique par le fait qu'en 2011-2012, contrairement à 2010-2011, le Québec s'est qualifié à un paiement de protection, ce qui lui assure que le total des transferts d'une année pour la péréquation, pour la santé et pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux, n'est pas moindre que celui de l'année précédente. Transferts pour la santé	2011-2012	7 814 540	
L'augmentation s'explique par le fait qu'en 2011-2012, contrairement à 2010-2011, le Québec s'est qualifié à un paiement de protection, ce qui lui assure que le total des transferts d'une année pour la péréquation, pour la santé et pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux, n'est pas moindre que celui de l'année précédente. Transferts pour la santé Proits totaux	2010-2011		8 552 24
assure que le total des transferts d'une année pour la péréquation, pour la santé et pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux, n'est pas moindre que celui de l'année précédente. Transferts pour la santé Droits totaux 2011-2012 9 339 865 2010-2011 (80 515) 8 972 48 2009-2010 2008-2009 (1167) 3 92 2007-2008 (1167) 3 92 2007-2008 9 258 182 8 992 50 Transferts fiscaux 2011-2012 (2 950 779) 2010-2011 61 175 (2 874 456 2009-2010 2008-2009 341 (4 086 2007-2008 (4 666 2007-2008 (1 1938 956)) 2007-2008 (1 1938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 189 94 (1 880 786 2009-2010 4 189 94 (1 880 786 2009-201		7 814 540	8 552 24
Droits totaux 2011-2012 2010-2011 2008-2009 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2007-2008 2008-209 2008-	assure que le total des transferts d'une année pour la péréquation, pour la santé	, le Québec s'est qualifié à un paiement de pr et pour l'enseignement postsecondaire et les a	otection, ce qui lui lutres programmes
2011-2012 9 339 865 2010-2011 (80 515) 8 972 48 2009-2010 2008-2009 (1 167) 3 92 2007-2008 9 258 182 8 992 50 2007-2008 2007	l) Transferts pour la santé		
2010-2011	Droits totaux		
2009-2010 2008-2009 2007-2008 (1 167) 3 92 2007-2008 9 258 182 8 992 50 Transferts fiscaux 2011-2012 (2 950 779) 2010-2011 61 175 (2 874 455 2009-2010 2008-2009 341 (4 665 2007-2008 (2 889 263) (2 883 208 Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers) 2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 246 87 2008-2009 2016 2017-2008 (1 915 536) (1 857 578)	2011-2012	9 339 865	
2008-2009 (1 167) 3 92 2007-2008 9 258 182 8 992 50 Transferts fiscaux 2011-2012 (2 950 779) 2010-2011 61 175 (2 874 455) 2009-2010 341 (4 088) 2007-2008 341 (4 665) Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers) (2 889 263) (2 883 208) 2011-2012 (1 938 956) (1 807 786) 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578)	2010-2011	(80 515)	8 972 48
16.09 16.09	2009-2010		
Transferts fiscaux 2011-2012 (2 950 779) 2010-2011 61 175 (2 874 455 2009-2010 2008-2009 341 (4 685 2007-2008 (2 889 263) (2 883 208 208 209 2010-2011 (1 938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 2 467 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578 2007-2008 (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1		(1 167)	3 92
Transferts fiscaux 2011-2012 (2 950 779) 2010-2011 61 175 (2 874 455 2009-2010 2008-2009 341 (4 088 2007-2008 (2 889 263) (2 883 208 207-2008 (1 938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578 2007-2008)	2007-2008		16 09
2011-2012		9 258 182	8 992 50
2010-2011 61 175 (2 874 455 2009-2010 341 (4 088 2009-2010 341 (4 088 2007-2008 (2 889 263) (2 883 208 2007-2008 (1 938 956) (1 880 786 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578 2008-2009 (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (Transferts fiscaux		
2009-2010 2008-2009 2007-2008 (4 665 2007-2008 (2 889 263) (2 883 208 Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers) 2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578)	2011-2012	(2 950 779)	
2008-2009 341 (4 088 263) (2 889 263) (2 883 208 263)	2010-2011	61 175	(2 874 455
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers) (1 938 956) (2 883 208 2011-2012 (1 938 956) (1 880 786 2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578 2010 2010 (1 915 536) (1 857 578 2010 2010 2010 2010 2010 (1 915 536) (1 857 578 2010 2010 2010 2010 2010 2010 2010 201	2009-2010		
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers) 2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578 2008-2009 (1 915 536) (1 915 536) (1 857 578 2008-2009 (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 536) (1 915 53	2008-2009	341	(4 088
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers) 2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578)	2007-2008		(4 665
(13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers) 2011-2012		(2 889 263)	(2 883 208
2011-2012 (1 938 956) 2010-2011 18 994 (1 880 786) 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (2 343) (1 915 536) (1 857 578)			
2010-2011 18 994 (1 880 786 2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (1 915 536) (1 857 578)		(1.039.056)	
2009-2010 4 180 24 67 2008-2009 246 87 2007-2008 (2 343) (1 915 536) (1 857 578)			(1 880 786
2008-2009 246 87 2007-2008 (2 343) (1 915 536) (1 857 578)			,
2007-2008 (2 343) (1 915 536) (1 857 579)			
Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente 57 857 57 96		(1 915 536)	(1 857 579
	Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	57 857	57 969
<u>4 511 240</u> <u>4 309 68</u>		4 511 240	4 309 68
<u>4 511 240</u> <u>4 309 68</u>	tements spéciaux i points d'impôt sur le revenu des particuliers) 11-2012 10-2011 09-2010 08-2009 07-2008	(1 938 956) 18 994 4 180 246 (1 915 536)	(1 880 786 24 674 875 (2 343) (1 857 579 57 969 4 309 684
	5) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	:	
) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	Droits totaux		
Droits totaux	2011-2012	2 664 674	
Droits totaux 2011-2012 2 664 674	2010-2011	(1 767)	2 592 08
Droits totaux 2011-2012 2 664 674 2010-2011 (1 767) 2 592 08	2009-2010		1 20
Droits totaux 2011-2012 2 664 674 2010-2011 (1 767) 2 592 08 2009-2010 1 20	2008-2009		
Droits totaux 2011-2012 2 664 674 2010-2011 (1 767) 2 592 08 2009-2010 1 20 2008-2009	2007-2008		1
Droits totaux 2011-2012 2 664 674 2010-2011 (1 767) 2 592 08 2009-2010 1 20 2008-2009		2 662 907	2 593 30
Droits totaux 2011-2012		2 002 301	2 593

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2012	_	2011
5) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux (suite)			
Abattements spéciaux			
(13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)			
2011-2012	(1 188 393)		// /== = /=>
2010-2011 2009-2010	11 642 2 562		(1 152 740) 15 123
2008-2009	151		536
2007-2008		_	(1 436)
	(1 174 038)	_	(1 138 518)
	1 488 869	=	1 454 788
6) Autres programmes			
Transfert fiscal - Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)			
2011-2012	(684 745)		
2010-2011		_	(661 443)
	(684 745)	_	(661 443)
Bilinguisme			
2011-2012	38 524		
2010-2011		_	38 524
	38 524	_	38 524
Programme canadien de prêts aux étudiants	288 670		317 581
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54 534	(a)	31 747
Financement de base - Plan Chantiers Canada	20 880		14 370
Subside basé sur la population	5 294		5 294
Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	20 804		15 713
Compensation à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital		(b)	69 900
Fonds pour le recrutement de policiers	18 000		18 000
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550		463 550
		_	

⁽a) L'augmentation s'explique par le fait que le gouvernement fédéral a perçu davantage de revenus relatifs aux impôts sur les dividendes d'actions privilégiées en 2011-2012 comparativement à 2010-2011. Ceci a eu pour effet d'augmenter les sommes allouées au Québec relativement à ce programme.

⁽b) La diminution s'explique par la fin de la compensation fédérale à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

		Prêts, placements,	IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		Direction du Mini	stère		
Direction et services à la gestion Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	30 931 19		322	26 515 19 619	13 650
2. Institut de la statistique du Québec	13 762			13 762	
Société de financement des infrastructures locales du Québec	14 266				
TOTAL	58 978		322	40 915	13 650
-					
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).					
=			taires et fiscales, analy direction des activités ouvernement		
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2	17 023	économiques et d	direction des activités		12 934
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions	17 023 7 887	économiques et d	direction des activités	financières et	12 934 5 911
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières 2. Financement, gestion de la dette et opérations		économiques et d	direction des activités de la constituité des la constituité de la constituité de la constituité des la constituité de l	financières et	
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires Permanents(1) 4. Contrôleur des finances et comptabilité	7 887	économiques et d	direction des activités de la constituité des la constituité de la constituité de la constituité des la constituité de l	13 960 5 949	
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires Permanents(1)	7 887 6 343	économiques et d	direction des activités ouvernement	13 960 5 949 5 349	5 911
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires Permanents(1) 4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	7 887 6 343	économiques et d	direction des activités ouvernement	13 960 5 949 5 349 13 440	5 911
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires Permanents(1) 4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) 5. Affaires fiscales et financières et recherches	7 887 6 343 14 946	économiques et d	direction des activités ouvernement	13 960 5 949 5 349 13 440 392	5 911
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires Permanents(1) 4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) 5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	7 887 6 343 14 946	économiques et d	direction des activités ouvernement	13 960 5 949 5 349 13 440 392 13 742	5 911

⁽¹⁾ Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

⁽²⁾ Loi instituant le Fonds du Plan Nord (L.R.Q., c. F-3.2.1.1.1).

					CRED	ITS NON UTILISÉS	3
ONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autr
rogramme vise outien à la ges structures.	e à assurer la direct tion. Il vise aussi à t	ion du Ministère e fournir des inform	et les services centra nations statistiques	aux en matière de sur la situation du	planification, de coor I Québec et à assurer	dination, d'affaires le financement des	s publiques s
12 430 19 619		435			1 410	851	18
		13 762					
							14 2
13 068		14 197			1 410	851	16 0
1 026					1 914	940	2
1 026					1 914 320	940 285	
39							1 1
							11
39 5 349					320	285	11
39 5 349 519		4 980	338		320	285	1 1 9 8
39 5 349 519 392		4 980	338 19 000		320 80	285 58	1 1 9 8
39 5 349 519 392		4 980			320 80	285 58	2 1 1! 9 8 4
39 5 349 519 392		4 980			320 80 500	285 58	1 1 9 8

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES nents	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 3 nmaire : page 1-30		Service de la dette	ē		
1.	Service de la dette directe					
	Permanents(1)	5 007 000			4 592 579 (3	3)
2.	Intérêto que la compte dos régimes de retraite					
۷.	Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents(2)	2 804 000			2 762 898 (4	1)
3.	Intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants	2 097			2 097 (5	5)
4.	Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés Ne nécessitant pas de crédits				(11 970) (6	3)
	·	7.040.007				
TOT		7 813 097			7 345 604	
(1) (2)	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.0 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivante certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le gouvernement et des organismes publics (L.R.Q. nationale (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de judiciaires (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la p	s : Loi sur le régime régime de retraite d , c.R-10), Loi sur les retraite des agents .Q., c. P-13.1) et Lo	es enseignants (L.R.0 conditions de travail de la paix en services i sur le régime de retr	Q., c. R-11), Loi sur le r et le régime de retraite s correctionnels (L.R.Q aite du personnel d'end	régime de retraite des membres de ., c. R-9.2), Loi su cadrement (L.R.Q	des employés du l'Assemblée r les tribunaux ., c. R-12.1).
(3)	Le service de dette est réduit des revenus de 503 somme de 451 959.	341, dont ceux du l	-onds d'amortissemei	nt afférent à des empru	ints du gouvernen	nent pour une
(4)	Le service de dette est réduit des revenus de 2 1 2 087 436.	13 365, dont ceux du	u Fonds d'amortissem	ent des régimes de ret	raite (FARR) pour	une somme de
(5)	Le service de dette est réduit des revenus de 22 :	268 du Fonds du rég	gime de rentes de sur	vivants.		
(6)	Le service de dette est réduit des revenus de 42	325 du Fonds des co	ongés de maladie acc	umulés.		
тот	AL DU PORTEFEUILLE					
Vote	ės	133 096		994	89 465	45 416
	manents	7 836 362			7 379 845	
	nécessitant pas de crédits (amortissement) nécessitant pas de crédits				1 011 (11 970)	
TO-	-AI	7 969 458		994	7 458 352	45 416 ⁽¹
тот	AL	1 303 400			1 -30 332	40 410

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 9 317 à l'égard de 88 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉC	DITS NON UTILISÉ	S
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
programme vise pense d'intérêts rvivants.	e à pourvoir au paie sur l'obligation rela	ement des intérêts ative aux congés d	sur la dette directe le maladie accumul	, à la dépense d'in és et à la dépense	térêts sur le compte d d'intérêts sur le régin	des régimes de rei ne de rentes de co	traite, à la onjoints
				4 592 579			414 42 ⁻
				2 762 898 2 097			41 10
				2 097			
				(11 970)			
				7 345 604			455 52
22 438 5 368		19 177	338 19 000	2 097 7 355 477	13 624	2 135	26 87 456 51
1 011				(11 970)			
28 817		19 177	19 338	7 345 604	13 624	2 135	483 39

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	13 762		
Société de financement des infrastructures locales du Québec	14 266		
Autres	435	8	1
Total du programme 1	28 463	8	1
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	13 499		
Autres	5 065	1	
Total du programme 2	18 564	<u> </u>	
Fotal des crédits et dépenses	47 027	8	1

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				13 762	13 762	13 927
11		415			435	300
11		415		13 762	14 197	14 226
1 878	13	3 084	5		4 980	5 275
1 878	13	3 084	5		4 980	5 275
1 889	13	3 500	5	13 762	19 177	19 501

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	11 296	11 296	11 436
Fonctionnement	2 466	2 466	2 491
Capital	535		
Intérêt	750		
Support	31 980	5 415	5 574
TOTAL DU PORTEFEUILLE	47 027	19 177	19 501

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	338	338	450
Support	19 000	19 000	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	19 338	19 338	450

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
	2012	2011
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - Ressortissants étrangers	2 722	4 490
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 613	1 485
Consultant en immigration	230	36
Certificat de sélection - Ressortissants étrangers	50 330	(1) 60 351
Certificat d'acceptation - Travailleurs	2 671	2 349
Certificat d'acceptation - Étudiants	3 136	2 880
	60 703	71 591
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	2 182	2 227
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 417	60
Divers	6	6
	9 605	2 293
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 417	60
	2 188	2 233
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	602	95
Subventions d'années antérieures	175	170
	777	265
	2 965	2 499
Total des revenus autonomes	63 668	74 090
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	283 102	(2) 258 445
Total des transferts du gouvernement fédéral	283 102	258 445
Total des revenus	346 770	332 535

⁽¹⁾ La diminution s'explique par la réception en 2010-2011 d'un plus grand nombre de demandes de sélection de la catégorie « Investisseurs », en raison de l'annonce d'une hausse, à compter de décembre 2010, de l'investissement requis pour se qualifier.

⁽²⁾ L'augmentation s'explique par une indexation de 9,5 % du transfert du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
Élér	DGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 1 nmaire : page 1-14		immigration, inte	gration et communau	es culturelles	
1.	Immigration	29 880	44		23 728	15 561
2.	Francisation	70 998		169	69 829	32 015
3.	Intégration, régionalisation et relations					
	interculturelles	50 076			48 576	17 057
4.	Direction, information et services centralisés Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	36 564 10	83	1 508	23 107 10 3 406	14 384
5.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOT	ΓAL	187 527	127	1 676	168 656	79 017
(1)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).					
	DGRAMME 2 nmaire : page 1-26		Organisme releva	ant du ministre		
1.	Conseil des relations interculturelles	853 (1)		273	216
TO	ΓAL	853			273	216
(1)	Le Conseil des relations interculturelles a été abol culturelles le 1er juillet 2011.	i et ses activités ont	été transférées au p	programme 1 du portefe	uille Immigration	et communautés
тот	TAL DU PORTEFEUILLE					
Vote	és	188 371	127	1 676	165 514	79 233
	manents	10			10	
Ne	nécessitant pas de crédits (amortissement)			·	3 406	·
TO	ΓAL	188 381	127	1 676	168 929	79 233 ⁽¹

						ITS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
e programme vise voriser une socié	e à assurer le recrute té ouverte au plurali	ement, la sélectio isme et propice a	n et l'intégration lin u rapprochement in	guistique, sociale terculturel.	et économique des ir	nmigrants, de mên	ne qu'à
8 167					4 931	1 176	
21 213		16 602			1 000		
5 650		25 869			1 500		
8 393 10 3 406		330			791	951	10 12
46 839		42 800			8 222	2 128	10 12
terculturelles.	e à permettre au Mini	istère d'obtenir u	n éclairage sur des	problématiques p	articulières touchant	l'intégration et les	relations
57					<u>575</u>		
					0.707	0.400	
43 480 10 3 406		42 800			8 797	2 128	10 12

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	<u>-</u>	ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Programme action diversité	2 421		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	13 554		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 814		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	16 602		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	1 579		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels Programme régional d'intégration	1 189 5 813		
Autres	330	1	
Total du programme 1	44 301	1	
Total des crédits et dépenses	44 301	1	

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		2 421			2 421	3 336
		12 554			12 554	13 202
			2 814		2 814	2 986
		42	16 559		16 602	14 718
		1 579			1 579	1 081
		689			689	654
	4 208	1 604			5 813	7 393
3	3	324			330	330
3	4 211	19 214	19 373		42 800	43 700
3	4 211	19 214	19 373		42 800	43 700

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	44 301	42 800	43 700
TOTAL DU PORTEFEUILLE	44 301	42 800	43 700

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises		159
Vendeurs itinérants	232	282
Studio de santé	101	87
Agences de voyages	589	652
Conseillers en voyage	283	418
Certificat d'exemption	47	53
Divers	41_	37
	1 293	1 688
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	627	565
Recouvrements de tiers	269	88
Actes judiciaires	34 035	34 319
Actes juridiques	34 082	31 219
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		25
Divers	23	55
	69 037	66 269
Maine . Mantant in anit an assente à fin déterminée name		
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour : Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		25
To the action of the second se	69 037	66 245
	69 037	00 243
Amendes et confiscations		
Infractions au code de la sécurité routière	56 200	52 150
Infractions au code criminel	11 388	11 419
Infractions à diverses lois	18 452	17 890
Aide aux victimes d'actes criminels Divers	17 901	17 409 1
	103 941	98 869
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	678	787
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	1 626	414
Salplas 1 ones specially of organismos		1 201
	2 305	
	175 283	166 315
Total des revenus autonomes	176 576	168 003

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	27 238	27 200
Conseillers juridiques auprès des autochtones	498	502
Informations concernant les sentences	52	51
Mesures québécoises de justice familiale	2 742	2 742
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	488	491
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(3)	(30)
Divers	30	38
	31 046	30 994
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	488	491
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(3)	(30)
Total des transferts du gouvernement fédéral	30 561	30 533
Total des revenus	207 136	198 536

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 1 nmaire : page 1-26		Activité judiciaire			
1.	Magistrature Permanents(1)	2 468 70 023		175	2 293 70 023	1 906 66 611
2.	Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
	Permanents(1)	2 224			1 999	338
3.	Soutien à la magistrature	25 892		108	25 784	24 107
4.	Comité sur la rémunération des juges Permanents(1)	204			42	
TOT	ΓAL	100 811		283	100 140	92 962
(1)	Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16).					
	DGRAMME 2 nmaire : page 1-26		Administration de	la justice		
1.	Soutien administratif à l'activité judiciaire	78 889		2 100	76 789	55 145
2.	Affaires juridiques et législatives	43 075			43 075	37 805
3.	Direction, planification et services à l'organisation	141 970		7 287	134 683	32 307
	Permanents(1)	5 116			5 116	5 116
	Permanents(2)	5 224			5 224	
	Permanents(3) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	20			15 6 325	
4.	Traitement des infractions et perception des amendes	10 232		328	9 903	7 252
5.	Système intégré d'information de justice Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	19 085		18 480	605 27 614	
TOT	- ΓAL	303 610		28 195	309 349	137 625
	Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16).		=			_

⁽³⁾ Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

					CRÉI	DITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
achées, soit de règles déontol nité mandaté po	rendre jugement ou logiques applicables	u de favoriser le ré s à la magistrature nent, le régime de	eglement de litiges a e, au perfectionnem e retraite et les autre	au moyen de la co ent des juges et a es avantages socia	et les diverses foncti nciliation judiciaire. I u soutien administrat ux des juges de la C au gouvernement.	comprend les acti if nécessaire. Il vise	vités reliée: e égalemen
387 3 412							
1 661							22
1 677							
42							16
7 470							
7 179							38
programme vis	e à assurer le soutie idique, législatif et r				rs de justice et à la pu	ublicité des droits, a	
orogramme vis tien d'ordre jur 20 658					rs de justice et à la pu	ublicité des droits, à	
orogramme vis tien d'ordre jur		églementaire à to			rs de justice et à la pu	ublicité des droits, à	
programme vis tien d'ordre jur 20 658 5 270 89 667		églementaire à to 986	utes les activités go		rs de justice et à la pu	ıblicité des droits, á	à fournir un
programme vis tien d'ordre jur 20 658 5 270	idique, législatif et ı	églementaire à to 986	utes les activités go		rs de justice et à la pu	ıblicité des droits, á	
20 658 5 270 89 667	idique, législatif et ı	églementaire à to 986	utes les activités go		rs de justice et à la pu	ublicité des droits, à	à fournir ur
20 658 5 270 89 667 15 6 325	idique, législatif et ı	églementaire à to 986	utes les activités go		rs de justice et à la pu	ıblicité des droits, à	à fournir ur

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Justice administr	IMPUTATIONS Immobilisations rative	Dépenses	<u>RÉMUNÉRATION</u>
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 614			11 614	
2. Conseil de la justice administrative	379			379	199
TOTAL	11 993			11 993	199
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		Aide aux justicial	bles		
Commission des services juridiques	136 710			136 710	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	696			696	
Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents(1)	95 296			95 296	
4. Loi sur le civisme	1 174			1 024	
Permanents(2)					
Permanents(2) 5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 214		238	14 975	11 676
Commission des droits de la personne et des	15 214		238	14 975 224	11 676

⁽¹⁾ Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6).
(2) Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20).

					CRÉI	DITS NON UTILISÉS	;
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
vus par la Loi s ninistrative gou	ur la justice adminis	strative (L.R.Q., c. ne autorité décent	J-3), de statuer sur ralisée. De plus, ce	les recours exerc programme inclut	if du Québec. Celui- és relatifs à des décis le financement du Co aux administratifs.	sions rendues par i	une autorité
		11 614					
180							
180		11 614					
ridique, l'aide au	x recours collectifs,	l'aide au civisme s de la jeunesse, il	et par l'indemnisati	on des victimes d	ctes criminels. L'assi 'actes criminels. De p oits et libertés de la p	lus, par le biais de	la Commis
		136 710 696					
11 905		83 391					
237		787					15
3 299							
224							
15 665		221 584					15

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres <u>Immobilisations</u> Dé		Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		Organisme de pro	otection relevant du m	inistre	
Office de la protection du consommateur	8 751		156	8 596	6 342
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	8 751		156	8 717	6 342
TOTAL	0731		150	0717	0 342
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-26		Poursuites crimir	elles et pénales		
Directeur des poursuites criminelles et pénales Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	101 974	5	977	100 992 5 321	79 266
TOTAL	101 974	5	977	106 313	79 266
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	596 947	5	29 849	567 092	256 005
Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	179 282			178 738 39 605	72 065
TOTAL	776 229	5	29 849	785 436	328 070

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 12 697 à l'égard de 136 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉ	EDITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
e programme géro I Loi sur la protect	é par l'Office de la p tion du consommat	protection du cons eur (L.R.Q., c. P-40	sommateur vise à as 0.1).	ssurer la protectio	n des droits des cito	oyens en regard de l	'application d
2 103 121		151					
2 224		151					
			minelles et pénales,	permet à ce derni	ier d'agir comme pou	ursuivant dans les n	natières
e programme, gér riminelles et péna			minelles et pénales,	permet à ce derni	ier d'agir comme poi	ursuivant dans les n	natières
e programme, gér riminelles et péna 21 726			ninelles et pénales,	permet à ce derni	ier d'agir comme poi	ursuivant dans les n	natières
e programme, gér riminelles et péna 21 726 5 321			ninelles et pénales,	permet à ce derni	ier d'agir comme poi	ursuivant dans les n	natières 1 544

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 594		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 614		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	937		
Aide juridique	55 355		
Commission des services juridiques	81 355		
Fonds d'aide aux recours collectifs - Aide aux bénéficiaires	273		
Fonds d'aide aux recours collectifs - Fonctionnement	422		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	83 391		
Total du programme 4	221 734		
Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre			
Projets et partenariats stratégiques	149		
Autres	2		
Total du programme 5	151		
Total des crédits et dépenses	236 093		

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
205	275	2 114			2 593	2 028
				11 614	11 614	11 273
			787 55 355		787 55 355	959 53 655
			273	81 355	81 355 273	80 162 298
			83 391	422	422 83 391	419 78 957
			139 807	81 777	221 584	214 450
8		141			149	404
10		141			151	101
215	275	2 255	139 807	93 391	235 942	227 853

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	74 432	74 432	73 026
Fonctionnement	18 436	18 436	18 304
Capital	523	523	523
Support	142 702	142 551	135 999
TOTAL DU PORTEFEUILLE	236 093	235 942	227 853
DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)			
	Crédits autorisés	2012	2011
Support	11 101	11 101	12 001
TOTAL DU PORTEFEUILLE	11 101	11 101	12 001

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	588	
Divers	16	5
	603	5
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	588_	
	16	5
Intérêts		
Divers		1_
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	261	219
Divers		2
	261	221
	276	226
Total des revenus autonomes	276	226
Total des revenus	276	226

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18					
Politiques et affaires francophones et multilatérales	22 166	20		21 924	6 577
Permanents(1)	929	1		928	
Représentation du Québec à l'étranger	72 261	1 051	14 503	54 852	38 111
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 546	
3. Affaires bilatérales	19 363	14		19 295	4 795
4. Protocole, missions et administration	18 872	20	496	17 390	10 706
Permanents(2)	14			14	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 211	
 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec 	80				
TOTAL	133 686	1 106	14 999	118 161	60 189
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). (2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.	001).				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	132 742	1 105	14 999	113 461	60 189
Permanents	944	1		943	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 757	
TOTAL	133 686	1 106	14 999	118 161	60 189

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 7 873 à l'égard de 68 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉI	DITS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
programme viso anismes.	e à planifier, organis	ser et diriger l'acti	on du gouvernemer	nt du Québec à l'é	tranger ainsi que cell	e de ses ministères	et
4.000		40.007					
1 980 928		13 367				32	19
16 741 2 546							1 85
1 847		12 653				18	3
6 684						27	93
1 211	14						
							8
31 938	14	26 020				77	3 09
07.050		26,020				77	2.00
27 253 928	14	26 020				77	3 09
3 757							
31 938	14	26 020					3 09

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Organismes de la Francophonie	7 979		
Organismes voués à la jeunesse	6 332		
Programmes de coopération	2 031	2	113
Québec sans frontières et autres	3 174		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 824		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 151	49	
Autres	1 639	26	1
Total du programme 1	26 130	76	114
Total des crédits et dépenses	26 130	76	114

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
101	40	7 838			7 979	11 745
		6 332			6 332	6 347
646	57	824	169	219	2 031	2 055
		3 174			3 174	3 601
87		3 737			3 824	4 268
392	35	535	97	8	1 116	884
287	11	886	352	3	1 564	1 591
1 512	144	23 325	619	230	26 020	30 492
1 512	144	23 325	619	230	26 020	30 492

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	925	925	935
Fonctionnement	1 041	1 041	1 057
Support	24 164	24 054	28 500
TOTAL DU PORTEFEUILLE	26 130	26 020	30 492

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(cirrilliners de dollars)		
	2012	2011
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - Usage domestique	182	185
Usines de transformation du bois	579	610
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	114 078	119 943
Marché libre des bois	439	
Biomasse forestière	52	51
Érablières	1 829	1 808
Intervention - Travaux d'utilité publique	28	56
Intervention - Activités minières	277	149
Traitements sylvicoles réguliers	(89 720)	⁽¹⁾ (76 861)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(5 243)	(5 223)
Plans spéciaux - Récupération et mise en production	(19 555)	(2) (37 859)
Divers	65	
	3 012	2 937
Ressources minières		
Exploitation minière	333 680	305 403
Claim	12 579	12 755
Exploitation par baux	2 532	1 566
Permis de recherche pour réservoir souterrain	277	273
Renseignements généraux	101	88
Exploitation - Sable, gravier et autres	3 301	3 811
Transfert au Fonds des ressources naturelles	(20 000)	(20 000)
Divers	16	17
	332 487	303 912
Ressources hydrauliques		
Énergie électrique produite		(319)
Régimes des eaux	1 364	1 367
	1 364	1 048
Autres		
Études de dossiers	21	72
Bail d'exploitation et d'utilisation	63	64
Permis de recherche de pétrole et de gaz naturel	921	757
Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain	153	37
Permis de chasse, pêche et piégeage	31 261	30 701
Permis commerciaux et particuliers	261	223
Droits pour activités commerciales	1 193	1 184
Divers	19	20
	33 892	33 057
	370 755	340 954

⁽¹⁾ La variation s'explique principalement par l'imputation aux dépenses de fonctionnement d'une somme de 24 045 (38 407 en 2010-2011) des coûts de traitements sylvicoles, en raison de l'insuffisance des revenus de « permis d'intervention – approvisionnement de bois sur les terres publiques » pour couvrir ces coûts.

⁽²⁾ La variation s'explique principalement par la diminution de certaines activités de reboisement et par la diminution des feux de forêt en 2011-2012.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	206	211
Immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique	(247)	486
Terres de l'état	3 134	1 846
Terrains et bâtisses	9	241
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	187	196
Frais de vente et de location de terrains	645	628
Location et concessions	14 323	12 913
Enregistrement de transferts	258	203
Frais d'inscription aux tirages au sort	130	143
Gains sur dispositions d'immobilisations	225	297
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	171	261
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 169	2 524
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de		
restauration de sites miniers		1 204
Divers	51	71
	21 263	21 224
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 169	2 524
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		1 204
	19 094	17 496
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	656	578
Droits sur les profits d'exploitation minière	690	144
Débiteurs	56_	39
	1 401	762
Amendes et confiscations		
Dispenses		77
Infractions à la Loi sur les forêts	(883)	(6)
Infractions à diverses lois	9	165
Divers	44	80
	(830)	316
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	554	506
Subventions d'années antérieures	3 514	1 374
	4 069	1 880
	22 722	20 453
	23 733	20 400

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	347	444
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	(221)	5 708
	127	6 152
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	347	444
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources		
multilessources	(221)	5 708
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	394 488	361 407

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 commaire : page 1-18		Gestion des ressou	urces naturelles		
. Plan Nord et territoire Ne nécessitant pas de crédits (amortissemen	14 385 t)		2	14 383 69	3 156
Ressources forestières Permanents(1) Permanents(2) Permanents(3)	306 849 8 533 7 183 20	33 666 (5)		273 183 8 533 7 183 20	
. Ressources minérales Ne nécessitant pas de crédits (amortissemen	14 816 t)		95	14 721 987	10 317
Ressources énergétiques Ne nécessitant pas de crédits (amortissemen	23 630 t)		6	23 624 17	4 380
Direction du Ministère, administration et connaissance géographique	52 784	1	3 200	49 583	19 178
Permanents(2) Permanents(4) Ne nécessitant pas de crédits (amortissemen	75 19 t)			19 16 634	
Opérations régionales Ne nécessitant pas de crédits (amortissemen	150 934 t)		7 687	143 247 3 091	77 051
. Forestier en chef Ne nécessitant pas de crédits (amortissemen	6 117 t)		32	6 085 69	4 832
COTAL 1) Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1). 2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A. A.). 3) Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78). 4) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). 5) Cette somme représente l'excédent des dépe	,	33 667	11 022 és constaté dans l'an	561 448	<u>118 914</u>
PROGRAMME 2 iommaire : page 1-18		Protection et mise	en valeur de la resso	ource faunique	
. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	68 391		3 118	65 164	42 223
Ne nécessitant pas de crédits (amortissemen OTAL	68 391		3 118	4 495 69 659	42 223

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
			ection, la connaissa ive de développeme		valeur du territoire qu jestion intégrée.	uébécois et des res	sources
1 432		9 795					
69							
24 045			249 139				
8 533							
	7 183	20					
4 078 987		326					
1 605 17		5 439	12 200				
15 359		7 546	7 500				
19 16 634							7
26 636 3 091		6 788	32 773				
1 253 69							
103 825	7 183	29 914	301 611				7
ogramme a no	our objectifs la cons	servation la prote	ction le dévelonner	ment la connaiss:	ance et la mise en val	eur des ressources	fauniques
que la surveill	ance et le contrôle	de l'utilisation de	la ressource fauniq	ue et de ses habit	ats.		
20 342		2 599					10
20 342 4 495		2 599					10

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	637 907	33 667	14 140	589 991	161 138
Permanents	15 830			15 755	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				25 361	
TOTAL	653 737	33 667	14 140	631 107	161 138 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 19 902 à l'égard de 205 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

CRÉDITS NON UTILISÉS CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL FONCTION-NEMENT SERVICE DE LA DETTE Suspension du droit d'engager TRANSFERT Autres Reports 94 749 32 493 301 611 109 8 552 7 183 75 20 25 361 128 662 7 183 32 513 301 611 184

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide à l'exploration minérale	1 055		
Aide à la recherche et au développement	5		
Aide aux bioénergies	2 000	2 000	
Assistance à l'industrie minérale	200		
Enfouissement des fils électriques	2 302		
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 617	82	
Fonds d'intervention stratégique régional	4 213	1 836	
Fonds pour la réalisation d'initiatives régionales et locales	1 156		
Prêts forestiers	20		
Programme Approche intégrée et régionalisée	6 788	52	
Programme d'aide au développement des technologies de l'énergie verte	167	167	
Soutien dans les milieux autochtones	8 639	65	
Autres	1 752	23	
Total du programme 1	29 914	4 224	
Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique			
Consolidation des pourvoiries	125	20	
Autres	2 483	13	
Total du programme 2	2 608	32	
Total des crédits et dépenses	32 522	4 256	

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
_		1 055			1 055	1 065
5					5 2 000	90
		200			200	1 462
	2 302	200			2 302	1 774
	654	868		12	1 617	1 933
	1 359	1 018			4 213	3 867
10	1 106	40			1 156	1 841
				20	20	20
	6 155	580		1	6 788	6 748
					167	319
	7 947	627			8 639	8 248
95	228	1 391		16	1 752	1 633
110	19 751	5 780	-	49	29 914	28 999
		101			121	1 264
234	73	1 246		913	2 478	2 178
224	70	1 247		012	2.500	2 442
234	73	1 347		913	2 599	3 442
344	19 824	7 127		962	32 513	32 441

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	66	66	
Capital	1 325	1 325	2 044
Intérêt	977	977	931
Support	30 154	30 145	29 466
TOTAL DU PORTEFEUILLE	32 522	32 513	32 441

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	60 538	60 538	70 909
Fonctionnement	90 273	90 273	75 078
Capital	6 697	6 697	6 236
Intérêt	7 503	7 503	8 564
Support	136 600	136 600	125 209
TOTAL DU PORTEFEUILLE	301 611	301 611	285 995

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

2012 18 979 793 3 894 323 22 874 116	2011 _{(F} 17 912 373 3 639 509 21 551 882
3 894 323 22 874 116 13 159 482	3 639 509
3 894 323 22 874 116 13 159 482	3 639 509
22 874 116 13 159 482	
13 159 482	21 551 882
10 100 402	
10 100 402	
	¹⁾ 11 468 271
17 380 ⁽²	²⁾ (9 285)
801 601	764 239
439 606	446 254
479	
14 418 548	12 669 479
11 331	11 480
42 556	43 493
406	248
708	671
(373)	467
14	10
54 642	56 369
54 642	56 369
619	267
7 948	697
19 644	14 530
10	107
300	209
	1 151
56	84
31 552	17 044
	7 948 19 644 10 300 2 975 56

⁽A) Les revenus de l'année 2010-2011 ont été retraités pour refléter, d'une part, la réduction des revenus fiscaux des mauvaises créances afférentes, conformément à la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q., c. A-7.003) et, d'autre part, les virements de revenus au Fonds relatif à l'administration fiscale pour la rétribution des services de cette Agence, en vertu de cette même loi.

⁽¹⁾ L'augmentation s'explique principalement par les hausses du taux de taxe de 1% les 1er janvier 2011 et 2012.

⁽²⁾ L'augmentation s'explique principalement par le règlement d'un litige en 2010-2011.

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2012		2011
	2012		(A)
Revenus divers (suite)			
Intérêts			
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	143 214		145 180
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	195 550		197 311
Taxe à percevoir sur la vente	62 860	(3)	55 308
Taxe à percevoir sur les carburants	2 821		336
Taxe à percevoir sur le tabac	1 296		3 697
Remise en retard de biens non réclamés	933		
Divers	31		(2)
	406 707		401 831
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	1 471		(4 420)
Infractions aux lois fiscales	1 495		1 331
Pénalités	243 733	(4)	342 190
Frais - Chèques sans provision	1 695		1 698
Divers	16		11
	248 410		340 811
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures			202
Contributions volontaires	11 819		15 883
Divers	1		
	11 820		16 085
	698 489		775 771
Total des revenus autonomes	38 045 795		35 053 501
Total des revenus	38 045 795		35 053 501

⁽³⁾ L'augmentation s'explique principalement par la hausse des résultats des activités de récupération fiscale relativement aux revenus d'intérêts.

⁽⁴⁾ La diminution s'explique principalement par la baisse des résultats des activités de récupération fiscale relativement aux revenus de pénalités.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(en miliers de dollars)			
	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Hôpitaux privés et autres institutions	1 754	_	1 777
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Tierces responsabilités - Internes	5 699		4 712
Tierces responsabilités - Externes	854		743
Assurance-hospitalisation - Étrangers	261		4 034
Tierces responsabilités - Fonds d'assurance automobile du Québec	1 134	(1)	90 836
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	156	(2)	(6)
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	32 100	(2)	10 344
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	(1)	22 000
Coûts des services de santé occasionnées par les accidents d'automobile Divers	144 858 5		7
	237 067		162 671
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	156		(6)
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	32 100	(2)	10 344
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	(4)	22 000
Coûts des services de santé occasionnées par les accidents d'automobile	144 858	(1)	
	7 953		100 333
Recouvrements		(3)	
Dépenses d'années antérieures	1 158	(3)	79 778
Subventions d'années antérieures	14	_	319
	1 171		80 096
	9 124	_	180 429
Total des revenus autonomes	10 878	_	182 206
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Loi des jeunes contrevenants	36 922		36 883
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893		45 893
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 424	_	4 039
	90 239		86 814
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour : Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7.404		4.000
	7 424	_	4 039
Total des transferts du gouvernement fédéral	82 815	_	82 776
Total des revenus	93 693	_	264 982

⁽¹⁾ La variation s'explique principalement par la création du compte à fin déterminée « Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile » en 2011-2012.

⁽²⁾ L'augmentation s'explique par un ajustement à la baisse des revenus effectué en 2010-2011 pour corriger une surévaluation des revenus de l'exercice 2009-2010.

⁽³⁾ La diminution s'explique principalement par les ajustements effectués l'an dernier au solde du compte à payer relatif à la réforme comptable du gouvernement.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	OGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 1 nmaire : page 1-12		Fonctions nation	ales		
1.	Direction et gestion ministérielle	105 007	2	1 965	89 142	47 914
	Permanents(1) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	58			58 925	
2.	Organismes-conseils	15 273			14 770	1 216
3.	Activités nationales Permanents(2)	429 037 419			418 587 206	
TO	ΓAL	549 794	2	1 965	523 689	49 130
(1) (2)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). Loi sur la santé publique (L.R.Q., c. S-2.2).					
	OGRAMME 2 nmaire : page 1-12		Fonctions région	ales		
1.	Agences de la santé et des services sociaux	99 292			98 509	
2.	Établissements de santé et de services sociaux Permanents(1)	13 567 264 3 123 045	13 127 (4)	13 471 169 3 123 045 (6)
3.	Organismes communautaires et autres organismes	479 504			473 226	
4.	Activités connexes Permanents(2) Permanents(3) Ne nécessitant pas de crédit (stocks)	1 799 231 155 841 750 408			1 756 265 155 841 750 408 562 (7)
5.	Service de la dette	1 208 961	165 031	5)	1 038 315	

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5).

TOTAL

- (2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).
- (3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).
- (4) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.
- (5) Cette somme représente l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

21 183 546

- (6) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.
- (7) Cette somme représente la consommation de stocks dans l'année financière.

178 159

20 867 339

					CRÉT	ITS NON UTILISÉS	
					0.122		<u> </u>
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
trôler leurs pro	grammes de santé e la coordination nati	t de services soc	iaux. Il vise égalem	ent à permettre la	services nécessaires participation de la po es de santé et des ser	pulation à la défini	tion de ses
41 228					11 264		2 63
58 925							
928		12 626			503		
1 164		417 424 206			10 450		2
44 303		430 256			22 217		2 84
	e à assurer à la popu on sociale, de santé				éfinis par la politique égration sociale.	de la santé et du bi	en-être en
						de la santé et du bi	en-être en
		physique, de san			égration sociale.	de la santé et du bi	en-être en
		98 509 13 471 169			égration sociale.	de la santé et du bi	en-être en
		98 509 13 471 169 3 123 045			783 82 969	de la santé et du bi	en-être en
ière d'adaptatio		98 509 13 471 169 3 123 045 473 226 1 731 107 155 841 750 408			783 82 969 6 278	de la santé et du bi	en-être en

(en milliers de dollars)

			Prêts.	IMPUTATIONS		
	OGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 3 nmaire : page 1-12		Office des persoi	nnes handicapées du (Québec	
1.	Administration et soutien à l'intégration des	13 108		87	12 526	8 460
••	personnes handicapées	10 100		0.		0 100
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				143	
TO	TAL .	13 108		<u>87</u>	12 669	8 460
1.	Services médicaux					
	Permanents(1)	5 176 363			5 176 363	
2.	Services optométriques Permanents(1)	45 057			44 774	
3.	Services dentaires Permanents(1)	144 840			137 133	
4.	Services pharmaceutiques et médicaments Permanents(1)	2 257 506			2 257 506	
5.	Autres services Permanents(1)	175 966			175 966	
6.	Administration Permanents(1)	145 927			145 927	
TO	TAL	7 945 660			7 937 670 ⁽³	2)

⁽¹⁾ Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5).

⁽²⁾ Cette somme inclut des dépenses de 3 123 045 financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale. 3 081 985 53 360 143 3 224 985 53 360 programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance mal						CRÉD	ITS NON UTILISÉS	
3 081 985 53 360 143 3 224 985 53 360 programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assuranticaments ainsi que les frais d'administration afférents. 5 176 363 44 774 2 137 133 77 2 257 506		DOUTEUSES ET AUTRES	TRANSFERT	À UN FONDS		Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
3 224 985 53 360 programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assuran licaments ainsi que les frais d'administration afférents. 5 176 363 44 774 2 137 133 77 2 257 506	rogramme viso	e à assurer l'exercic	e des droits des p	ersonnes handicap	pées en vue de leu	r intégration scolaire,	professionnelle et	sociale.
3 224 985 53 360 programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurancie maladie et d'assu			985			53	360	8
							200	8
44 774 2 137 133 7 7 2 257 506 175 966	rogramme vise	e à défrayer le coût que les frais d'adm	des services assu	ırés dans le cadre d its.	les régimes d'assu			
137 133 7 7 2 257 506 175 966	rogramme vise	e à défrayer le coût que les frais d'adm	des services assu	irés dans le cadre d its.	les régimes d'assu			
2 257 506 175 966	rogramme vise	e à défrayer le coût que les frais d'adm	des services assu inistration afféren	irés dans le cadre d	les régimes d'assu			
175 966	rogramme vise	e à défrayer le coût que les frais d'adm	des services assu inistration afféren 5 176 363	irés dans le cadre d	les régimes d'assu			d'assuranc
	rogramme vise	e à défrayer le coût que les frais d'adm	des services assu inistration afféren 5 176 363 44 774	irés dans le cadre d	les régimes d'assu			d'assuranc
145 927	rogramme vise	e à défrayer le coût que les frais d'adm	des services assu inistration afféren 5 176 363 44 774 137 133	irés dans le cadre d	les régimes d'assu			
	rogramme vise	e à défrayer le coût que les frais d'adm	des services assu inistration afféren 5 176 363 44 774 137 133 2 257 506	irés dans le cadre d	les régimes d'assu			d'assuranc

(en milliers de dollars)

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	17 716 678	178 160	2 053	17 372 509	57 590
Permanents	11 975 430			11 967 229	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 069	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				562	
TOTAL	29 692 108	178 160	2 053	29 341 368	<u>57 590</u> ⁽¹⁾

⁽¹⁾ La dépense de rémunération inclut une somme de 8 754 à l'égard de 83 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉI	DITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports_	Autres
71 558		17 243 361			160 880	360	2 716
58		11 967 171					8 201
1 069							
		562					
72 685		29 211 094			160 880	360	10 918

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales		_	
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments	193 000		
Programme d'intervention - Hépatite C	1 222		20
Services hospitaliers hors Québec	194 007		
Autres	52 763	95	2 513
Total du programme 1	440 992	95	2 533
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	105 382	4 200	86 527
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	99 646		99 396
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	750 408		750 408
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	99 292		98 509
Établissements privés	488 365	548	487 054
Établissements publics	16 002 328	32 563	15 810 183
Loyer CHQ - Établissements du réseau	144 511		144 510
Santé publique	81 945		78 938
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	218 155		218 155
Organismes communautaires	479 504	275	796
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	63 566	54 398	
Régime de retraite du personnel d'encadrement	155 841		155 841
Rémunération des internes et résidents	215 126		213 356
Ressources de type familial	234 135		234 107
Service de la dette	825 774		818 968
Système du sang	353 817		309 076
Transporteurs ambulanciers	396 775	310 334	
Autres	265 658	4 345	141 620
Total du programme 2	20 980 230	406 662	19 647 444
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	985		
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	161 156		
Bourses d'études et de recherche	14 811		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	145 927		
Services dentaires	144 840		
Services médicaux	5 176 363		
Services optométriques	45 057		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 257 506		
Total du programme 4	7 945 660		
Total des crédits et dépenses	29 367 867	406 757	19 649 977

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				193 000	193 000	158 300
			202	1 000	1 222	2 879
			185 621	1 000	185 621	175 627
284	25	21 786	153	25 558	50 414	41 593
284	25	21 786	185 975	219 558	430 256	378 399
					90 727	96 750
					99 396	99 107
					750 408	787 267
					98 509	101 515
					487 602	476 956
2 254	394	20 173	158	54 407	15 920 132	15 743 669
					144 510	141 402
		1 152		1 029	81 120	77 541
					218 155	181 905
74	815	471 267			473 226	455 429
		85		9 083	63 566	60 068
					155 841	150 737
					213 356	185 235
23		5			234 135	230 413
		1 191			820 159	760 166
		456		36 456	345 988	345 240
				86 441	396 775	374 157
5 897		38 957		57 757	248 575	249 515
8 248	1 209	533 286	158	245 174	20 842 182	20 517 073
24		055			005	057
31		955			985	957
			161 156		161 156	147 432
				14 811	14 811	14 861
				145 927	145 927	131 629
				137 133	137 133	135 056
				5 176 363	5 176 363	4 799 443
				44 774	44 774	41 018
			1 715 705	541 802	2 257 506	2 206 789
			1 876 860	6 060 810	7 937 670	7 476 228
8 562	1 234	556 027	2 062 994	6 525 542	29 211 094	28 372 657

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	19 190 444	19 122 944	18 250 959
Fonctionnement	5 996 117	5 939 275	6 158 318
Capital	764 400	764 400	668 386
Intérêt	308 359	302 744	293 890
Support	3 108 548	3 081 730	3 001 104
TOTAL DU PORTEFEUILLE	29 367 867	29 211 094	28 372 657

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	22 182	21 980
Production industrielle de boissons	740	657
	22 922	22 637
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 742	4 368
Appareils d'amusement	2 131	2 399
Bingo	1 432	1 510
Loteries	3 451	2 735
Divers	25_	24
	11 780	11 035
Autres Études de dossiers	840	935
Agences d'investigation ou de sécurité	040	355
Organisation - Spectacles sportifs de combat	360	347
Permis d'explosifs	480	370
Divers	27	35
	1 707	2 042
	36 410	35 714
Revenus divers Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	577	482
Location de chambres et pension	2 486	3 089
Conciliation et enquête - Déontologie policière	918	971
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 720	380
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	4 687	4 628
Divers	47	42
	13 436	12 592
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 720	380
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	4 687	4 628
	4 028	4 584
Intérêts		
Divers	36	24
Amendes et confiscations	. ===	
Saisie d'argent - Drogue et stupéfiants	1 580	
	1 580 17 1 597	667 19

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2042	2011
Revenus divers (suite)	2012_	2011
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 531	7 499
Subventions d'années antérieures	159	113
Recouvrement - Services policiers - CARRA	470	625
Divers	2	4
	2 162	8 241
	7 824	13 535
Total des revenus autonomes	44 234	49 248
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière - Catastrophes	17 632 ⁽¹⁾	
Administration de la Loi sur les armes à feu	5 518	21
Financement du programme conjoint de protection civile	872	1 163
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	50 392 ⁽²⁾	2 990
	74 414	4 174
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Administration de la Loi sur les armes à feu	5 518	21
Financement du programme conjoint de protection civile	872	1 163
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	50 392 (2)	2 990
Total des transferts du gouvernement fédéral	17 632	
Total des revenus	61 865	49 248

⁽¹⁾ L'augmentation s'explique principalement par les réclamations effectuées en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe pour des sinistres survenus sur la Côte-Nord en 2005 et à Rivière-aux-Renards en 2007.

⁽²⁾ L'augmentation s'explique principalement par les réclamations effectuées en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe pour les innondations survenues en 2010-2011 en Gaspésie et en 2011-2012 en Montérégie.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

Élé	OGRAMMES ments OGRAMME 1 nmaire : page 1-28	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres Sécurité, prévent	IMPUTATIONS Immobilisations ion et gestion interne	Dépenses	<u>RÉMUNÉRATION</u>
1.	Direction et services supports à la gestion Permanents(1)	57 344 10			57 344 10	16 224
2.	Services correctionnels	293 081	1		293 079	223 836
3.	Expertises judiciaires	7 360			7 360	5 982
4.	Affaires policières et sécurité-protection	56 515	2		56 512	21 859
5.	Sécurité civile et sécurité incendie Permanents(2)	14 791 51 482	1		14 790 51 482	10 782 3 943
6.	Éléments de gestion centrale Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	125 316		6 521	118 795 3 667	29 255
TO	TAL	605 899	4	6 521	603 039	311 881
(1) (2)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., S-2.3).					
	OGRAMME 2 nmaire : page 1-28		Sûreté du Québe	C		
1.	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	408 572	9	18	408 001	208 344
	Permanents(1)	1 578			1 578	1 578
2.	Gestion interne et soutien Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	231 058		13 089	216 245 12 177	44 431
ΤΟ:	TAL	641 208	9	13 107	638 001	254 353

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	1
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
liété en suscitar services pour f rs biens de mên ochtones. Il con	nt sa participation à faciliter leur réinsert ne que de certains é	l'administration d tion sociale, à fou difices gouverne gestion centrale	le la justice et en as rnir des expertises mentaux, à assurer	surant aux adultes diverses en matiè l'inspection des se	des programmes. Il v s en probation, détent re judiciaire, à assure ervices de police et à a au bénéfice des élén	tion et libération co r la sécurité des pe financer les servic	enditionnelle ersonnes et es policiers
2 574		38 546					
10							
69 045		198					
1 378							
7 067		27 587					
2 332		1 676					
2 619		44 921					
89 540 3 667							
178 230		112 928					
programme vise	e à protéger la socié	eté, ses citoyens c	et leurs biens.				
15 998			183 658		419	114	1
86 771			85 043			185	1 53
12 177	. <u></u>						

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 3 nmaire : page 1-28		Organismes relev	ant du ministre		
1.	Régie des alcools, des courses et des jeux	14 071	7	346	13 718	10 762
	Permanents(1) Permanents(2)	31 3			21	
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	3			178	
2.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 029			4 029	2 643
3.	Bureau du coroner	6 819		7	6 812	3 033
4.	Commissaire à la déontologie policière	3 107			3 107	2 653
5.	Comité de déontologie policière	1 777			1 776	1 205
6.	Commissaire à la lutte contre la corruption	2 628	1	180	2 447	1 219
TO	ΓAL	32 464	8	533	32 087	21 515
(1) (2)	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.0 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et le	*	ment (L.R.Q., c. L-6)			
то	TAL DU PORTEFEUILLE					
Vot	és	1 226 467	22	20 161	1 204 015	582 228
	manents	53 104		- 7	53 090	5 520
Ne	nécessitant pas de crédits (amortissement)				16 022	
тот	ΓAL	1 279 571	22	20 161	1 273 127	587 749 (1)
(1)	La dépense de rémunération inclut une somme de	e 58 761 à l'égard de	650 hauts fonctionr	naires et membres du p	personnel-cadre.	<u></u>

²⁻¹⁸²

					CRÉ	DITS NON UTILIS	SÉS
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
nasard et d'amusei éinsertion sociale	ment, des courses o	de chevaux, de mê enue, à intervenir	ème que des sports dans les cas de dé	de combat. Il vise	la vente et de la fabr également à protégi les circonstances ob	er la société tout	en favorisant la
2 956	21						10 3
178							3
1 386							
3 779							
453							
571							
1 228							
10 551	21						14
285 078 2 628 16 022	21	68 007 44 921	268 701		419	300	1 551 14
303 728		112 928	268 701		419	300	1 565

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	83		
Formation des policiers et des pompiers	7 101		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	5 840		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	26 680		
Schémas de couverture de risques d'incendie	620		
Sécurité civile	45 096	1 196	
Services policiers en milieu autochtone	26 346		
Autres	1 163		
Total du programme 1	112 929	1 196	
Total des crédits et dépenses	112 929	1 196	

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
	17	66			83	5 659
				7 101	7 101	7 101
	5 808			32	5 839	4 636
	26 505	142		33	26 680	27 572
	620				620	670
	11 897	999	30 800	205	45 096	12 977
	26 346				26 346	26 880
3	686	475			1 163	970
3	71 878	1 681	30 800	7 370	112 928	86 465
3	71 878	1 681	30 800	7 370	112 928	86 465

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	7 101	7 101	7 151
Capital	601	601	586
Support	105 227	105 226	78 729
TOTAL DU PORTEFEUILLE	112 929	112 928	86 465

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	213 997	213 524	188 777
Fonctionnement	50 036	50 031	46 904
Capital	5 164	5 146	5 113
Intérêt	123		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	269 320	268 701	240 794

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012

Annee infanciere terminee le 31 mars 20	112
(en milliers de dollars)	

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		Promotion et déve	eloppement du tourism	e	
Tourisme Québec	62 578			62 578	
Permanents(1)	10			10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	14 586			14 586	
3. Société du Palais des congrès de Montréal	44 238			44 238	
4. Régie des installations olympiques	21 244			21 244	
TOTAL	142 655			142 655	
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	142 645			142 645	
Permanents	10			10	
TOTAL	142 655			142 655	

				_			
					CRÉI	DITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
concertant l'action en assurant la proi	gouvernementale motion du Québec	et privée en matièn et de ses expérien	re de tourisme, en s	uscitant et souten si qu'en aménage	'industrie touristique ant le développemen ant et en exploitant d	t de l'offre touristic	que québécois
			62 578				
			10				
		14 586					
		44 238					
		21 244					
		80 067	62 587				
		80 067	62 578 10				
		80 067	62 587				

TOURISME

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	21 244		
Société du Centre des congrès de Québec	14 586		
Société du Palais des congrès de Montréal	44 238		
Total du programme 1	80 067		
Total des crédits et dépenses	80 067		

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				21 244	21 244	20 431
				14 586	14 586	15 043
				44 238	44 238	43 098
				80 067	80 067	78 571
				80 067	80 067	78 571

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	28 276	28 276	28 390
Fonctionnement	18 876	18 876	20 151
Capital	16 655	16 655	13 497
Intérêt	16 260	16 260	16 532
TOTAL DU PORTEFEUILLE	80 067	80 067	78 571

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	17 187	17 187	15 753
Fonctionnement	9 847	9 847	13 371
Capital	773	773	200
Intérêt	297	297	286
Support	34 484	34 484	32 184
TOTAL DU PORTEFEUILLE	62 587	62 587	61 794

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2012	2011
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - Droits	33 805	34 998
Transport commercial public	789	771
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A1	2 225	2 185
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A2	2 345	2 068
Frais d'inscription et renouvellement - Intermédiaires en services de transport		83
	39 242	40 105
Autres		
Transfert de permis	593	559
Divers		4
	593	563
	39 835	40 668
Revenus divers		
Ventes de biens et services	1.014	1.044
Disposition de surplus Terrains et bâtisses	1 014 (4 199)	1 044 7 759
Location de terrains et bâtisses	295	1 536
Frais de publication - Demandes de permis	116	134
Chemin de fer Québec central	69	86
Analyse en laboratoire	123	80
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 904	674
Divers	76	113
	(602)	11 425
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 904	674
	(2 505)	10 751
Intérêts		
Divers	4	34
Amendes et confiscations	404	20
Dépôts et cautionnements Alcofrein	184	32
Divers	826 	957 2
	1 012	991
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 581	7 024
Subventions d'années antérieures	2 045	1 496
Divers	(40)	
	7 586	8 520
	6 097	20 296
Total des revenus autonomes	45 932	60 965

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	141	152
Aménagement d'aéroports	201	201
Programme d'infrastructures	3 804	2 809
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	947	97
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	(562)	(110)
Financement des infrastructures ferroviaires	3 999	3 949
	8 529	7 097
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Programme d'infrastructures	3 804	2 809
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	947	97
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	(562)	(110)
Financement des infrastructures ferroviaires	3 999	3 949
Fotal des transferts du gouvernement fédéral 342		353
Total des revenus	46 274	61 318

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
Élé	DGRAMMES ments DGRAMME 1 nmaire : page 1-18	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations t systèmes de transpor	Dépenses t	RÉMUNÉRATION
1.	Transport terrestre Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) Ne nécessitant pas de crédits (stocks)	608 633	1	6 686	522 315 2 292 3 586 (52 868
2.	Transport maritime Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	93 163		188	91 113 146	807
3.	Transport aérien Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	65 696		23 281	13 376 4 006	658
4.	Commission des transports du Québec Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	15 270		2 937	10 703 1 275	7 903
TO	ΓAL	782 762	1	33 093	648 811	62 235
(1)	Cette somme représente la consommation de sto	cks dans l'année fin	ancière.			
	DGRAMME 2 nmaire : page 1-18		Administration e	t services corporatifs		
1.	Direction Permanents(1)	9 021 19		11	8 540 19	7 310
2.	Services corporatifs Permanents(2) Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	67 609 140		5 352	55 061 52 17 722	41 810
3.	Planification, recherche et développement	16 987		7	14 357	9 426
TO		93 776		5 371	95 751	58 546
(1)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).					

⁽²⁾ Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

					CI	RÉDITS NON UTILISÉ	És
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport, à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relative aux systèmes de transport des personnes et des marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

20 84	12 841	45 947	280	151 675	317 492
					2 292
					3 586 (1)
1 8		4		90 161	144
					146
28 5		503		8 074	4 644
					4 006
8	355	388			2 800
					1 275
52 1	13 196	46 842	280	249 910	336 385

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

909 19		321		38	164	268
13 250				2 884	1 394	2 919
17 722	52					88
3 892	-	1 040	 	849	891	883
35 792	52	1 361	 	3 770	2 449	4 158

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	DGRAMMES nents	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	DGRAMME 3 (a) nmaire : page 1-18		Promotion et dév	reloppement de la Cap	itale-Nationale	
		44.000	000		40.070	4.000
1.	Bureau de la Capitale-Nationale Permanents(1)	44 096 91	302		43 078	1 398
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	91			7	
2.	Commission de la capitale nationale du Québec	18 488			18 342	
TO	TAL .	62 674	302		61 427	1 398
(1)	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6	.001).				
(a)	Le ministre responsable de la Capitale-Nationale ministre du Développement économique de l'Inn présent portefeuille jusqu'au 31 mars 2012.					
то	TAL DU PORTEFEUILLE					
		938 963	303	38 463	776 884	122 179
Vot		938 963 250	303	38 463	776 884 71	122 179
Vot∈ Per	és		303	38 463		122 179
Vote Per Ne	ės manents		303	38 463	71	122 179

					CRÉC	DITS NON UTILISÉS	3
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
onale, en contr	ribuant à la mise en	valeur de ses site	s, ses monuments e	et ses activités, en	n renforçant le rôle de responsabilisant les de ses assises écond	milieux locaux et i	apitale régionaux c
380 7		38 342	2 959			163	55 9
		18 342					14
387		56 684	2 959			163	78
343 512 19	52	307 955	3 239		50 612	15 808	56 89 17
25 448 3 586							
372 564	52	307 955	3 239		50 612	15 808	57 07

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
rogramme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 459		
Aide financière au réseau routier local	37 818		
Entretien du réseau routier	1 268	25	
Société des traversiers du Québec	85 300		
Transport aérien	8 074	1 824	
Transport en commun: transport adapté aux personnes handicapées	88 741		
Transport ferroviaire	1 894	1 894	
Transport maritime	4 862		
Transport terrestre	13 501	2 609	
otal du programme 1	249 915	6 352	
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 700	10	
Autres	400		
otal du programme 2	2 100	10	
Programme 3 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	24 700		
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 897		
Commission de la capitale nationale du Québec	18 488		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 794	125	
Politique nationale de la ruralité	1 951		
otal du programme 3	56 830	125	
otal des crédits et dépenses	308 845	6 487	

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
			8 454		8 454	9 672
	37 818				37 818	38 258
	1 243				1 268	1 333
				85 300	85 300	82 348
	5 115	262	873		8 074	8 539
	85 056		3 684		88 741	93 305
					1 894	8 534
5	4 578	278			4 862	7 234
	7 390	2 502		1 000	13 501	24 722
5	141 200	3 043	13 011	86 300	249 910	273 947
007		200		0	4.040	4.470
637		390		3	1 040	1 178
		321			321	360
637		711		3	1 361	1 538
	19 700			5 000	24 700	24 800
	5 897				5 897	5 897
				18 342	18 342	18 427
2	1 074	4 593			5 794	5 914
	1 951				1 951	1 947
2	28 621	4 593		23 342	56 684	56 985
644	169 821	8 346	13 011	109 645	307 955	332 470

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	30 021	30 021	29 770
Fonctionnement	46 210	46 210	42 357
Capital	17 996	17 991	26 880
Intérêt	6 533	6 533	6 606
Support	208 086	207 200	226 857
TOTAL DU PORTEFEUILLE	308 845	307 955	332 470

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	280	280	280
Support	2 959	2 959	2 959
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 239	3 239	3 239

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23	
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 400	2 503
Divers	8	9
	2 431	2 512
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23	
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 400	2 503
	8	9
Recouvrements		
Divers	34	16
	42	25
Total des revenus autonomes	42	25
Total des revenus	42	25

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS		
	OGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 1 nmaire : page 1-28		Travail			
1.	Relations du travail	25 149			23 089	8 834
	Permanents(1)	10			10	
	Permanents(2)	1				
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				249	
2.	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	289			279	181
3.	Commission de l'équité salariale	7 349		34	6 834	4 596
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	7 349		34	56	4 590
4.	Conseil des services essentiels					
	Permanents(2)	1 (4	1)			
	Permanents(3)	2 855 (4	1)		1 492	982
	Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7	
5.	Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 675			7 675	
TOT	TAL	43 328		34	39 690	14 594
(1) (2) (3) (4)	Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18). Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.0 Code du travail (L.R.Q., c. C-27). Le Conseil des services essentiels a été aboli et s	,	transférées à la Com	nmission des relations de	e travail le 1er oc	tobre 2011.
тот	TAL DU PORTEFEUILLE					
Vote	ée	40 462		34	37 877	13 611
	manents	2 866		54	1 501	982
	nécessitant pas de crédits (amortissement)	2 000			311	302
	(2.1.2.1.2.1.2.1.2.1.2.1.2.1.2.1.2.1.2.1					
TO	TAL	43 328		34	39 690	14 594 ⁽¹⁾

					CRÉD	ITS NON UTILISÉS	<u> </u>
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
programme vise	e à élaborer, mettre les de travail, de rel	en oeuvre, survei ations du travail e	ller l'application et d et d'équité salariale.	coordonner l'exéc	ution des politiques e	t des mesures en r	natière de
	, ,						
4 847 10		9 408			216		1 84
249							
98					10		
2 238					248	117	11
56					210		
500							4.00
509 7							1 36
		7 675					
8 013		17 083			473	117	3 32
7 183		17 083			473	117	1 96
519 311							1 36
8 013		17 083			473	117	3 32

TRAVAIL

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 675		
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	2 000		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	7 114		
Autres	295		
Total du programme 1	17 083		
Total des crédits et dépenses	17 083		

ENTR - Entreprises SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				7 675	7 675	6 863
				2 000	2 000	2 000
				7 114	7 114	6 318
23	1	271		1	295	299
23	1	271		16 789	17 083	15 480
23	1	271		16 789	17 083	15 480

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement MUNI - Municipalités OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	13 155	13 155	13 893
Fonctionnement	3 633	3 633	1 289
Support	295	295	299
TOTAL DU PORTEFEUILLE	17 083	17 083	15 480

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

ARRONDISSEMENTS

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Année financière terminée le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

2012 Revenus Fonds spéciaux dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu (2) 1 Bureau de décision et de révision (Fonds du) 2 006 59 626 2 Commission des lésions professionnelles (Fonds de la) Commission des relations de travail (Fonds de la) 15 967 23 868 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome 5 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 14 784 6 Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées Fonds d'information foncière 8 Fonds d'information géographique 139 969 9 Fonds d'information sur le territoire 1 083 954 10 Fonds de développement du marché du travail 11 Fonds de développement régional 53 181 989 353 12 Fonds de financement 13 Fonds de financement des établissements de santé et des services sociaux 609 200 14 Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 4 635 15 Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu 16 Fonds de gestion de l'équipement roulant 108 436 17 Fonds de la sécurité routière 8 158 134 294 18 Fonds de partenariat touristique 19 Fonds de perception 20 Fonds de soutien aux proches aidants 15 042 21 Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire) 29 055 22 Fonds des registres du ministère de la Justice 23 Fonds des réseaux de transport terrestre 2 897 846 24 Fonds des ressources naturelles 449 654 25 Fonds des services de police 531 782 26 Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor 27 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 18 744 28 Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu 29 Fonds du centre financier de Montréal 1 206 432 954 30 Fonds du développement économique 31 Fonds du patrimoine culturel québécois 10 262 32 Fonds du patrimoine minier 33 Fonds du Plan Nord 29 000 34 Fonds du service aérien gouvernemental 35 Fonds forestier 36 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires 13 000 20 001 37 Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie 38 Fonds pour le développement des jeunes enfants 15 041 39 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique 70 541 40 Fonds québécois d'initatives sociales 23 726 41 Fonds relatif à certains sinistres 13 529 42 Fonds relatif à l'administration fiscale 800 575 43 Fonds relatif à la tempête de verglas 44 Fonds vert 337 693 Tribunal administratif du Québec (Fonds du) 30 775 Total fonds spéciaux dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu 8 987 857 Élimination des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux non intégrés au fonds consolidé du revenu (769 888) Total fonds spéciaux dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu après éliminations 8 217 969

⁽A) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012.

⁽¹⁾ Les données financières présentées dans cette section correspondent à celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés du gouvernement. Ces données peuvent présenter, dans certains cas, des écarts non significatifs avec celles des états financiers définitifs de ces fonds, en raison de la production tardive de cette dernière version.

⁽²⁾ Les états financiers du Fonds des générations sont présentés à la note 10 des états financiers consolidés du gouvernement (section 2 du volume 1 des Comptes publics 2011-2012); le sommaire des états financiers du Fonds est présenté à l'annexe 9 du même document.

⁽³⁾ Conformément à la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q. c.A-7.003), les activités de ces fonds ont été transférées à cette Agence.

⁽⁴⁾ Ce fonds a été dissout le 1er avril 2011 par le décret 953-2011.

2011			2012		
				Excédent des	
Solde du	Solde du			revenus sur	
fonds	fonds	Passif	Actif	les dépenses	Dépenses
3 056	3 494	490	3 984	439	1 567
219	2 317	22 118	24 435	2 097	57 529
5 584	6 202	5 692	11 894	618	15 349
2 257	1 908	218	2 126	(350)	24 218
36 669 (5	34 878	507	35 385	(1 790)	16 574
(5					
591 583 ⁽⁵	628 937	24 397	653 334	37 353	102 616
32 900	40 821	83 424	124 245	7 920	1 076 034
02 000	.0 02.	47 402	47 402	. 020	53 181
268 708	309 759	25 398 467	25 708 226	41 051	948 302
303	293	1 475 907	1 476 200	(10)	609 210
836	965	247	1 212	130	4 505
(3					
4 212	6 568	189 599	196 167	2 356	106 080
3 976	7 021	6 173	13 194	3 045	5 113
14 558 (3	15 048	24 296	39 344	489	133 805
7 746	7 908		7 908	162	14 880
65 410	73 930	6 366	80 296	8 521	20 534
636 760	1 103 650	19 782 694	20 886 344	466 891	2 430 955
28 141 ⁽⁵	59 476	116 838	176 314	31 334	418 320
20	000	129 513	129 513	0.00.	531 782
(4					
(3		71 389	71 389		18 744
	0.707		0.707	00	4.400
3 681	3 767 84 437	2 662 019	3 767 2 746 456	86 24 255	1 120 408 699
27 190	24 835	1 999	26 834	(2 355)	12 617
27 130	24 000	1 333	20 004	(2 333)	12 017
(5	29 000		29 000	29 000	
(5 (5					
(0	10.000		40.000	40.000	
40	13 000		13 000	13 000	20,000
13 7 526	14 7 566		14 7 566	1 41	20 000
120 241	136 571	25 531	162 102	16 330	15 000 54 211
1 573	8 520	8 066	16 586	6 946	16 780
1 37 3	0 020	70 577	70 577	0 040	13 529
-		7 765	7 765		800 575
⁽⁵	533 777	304 068	837 845	(13 900)	351 593
4 277	3 530	17 184	20 714	(747)	31 522
					_
2 415 096	3 148 192	50 482 946	53 631 138	672 913	8 314 944
		(17 299 477)	(17 299 477)		(769 888)
2 415 096	3 148 192	33 183 469	36 331 661	672 913	7 545 056

⁽⁵⁾ La loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (L.Q., 2011. c.16) a entraîné la réorganisation de plusieurs fonds :

⁻ Le Fonds d'information foncière et le Fonds d'information géographique ont été intégrés au nouveau Fonds d'information sur le territoire;

⁻ Les activités du Fonds du patrimoine minier et du Fonds forestier, ainsi que celles de l'Agence de l'efficacité énergétique, ont été transférées dans le nouveau Fonds des ressources naturelles;

⁻ Les activités du Fonds des services aériens ont été transférées au Centre de services partagés;

⁻ Le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées et le Fonds relatif à la tempête de verglas ont été intégrés au nouveau Fonds relatif à certains sinistres.

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ET DES FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012

(er

en m	illiers de dollars)	
		2012
		Revenus
	Fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont incluses dans celles du fonds consolidé du revenu :	
1	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement	452 531
2	Fonds d'amortissement des régimes de retraite	2 087 436
3	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges	
	d'enseignement général et professionnel du Québec	3 945
4	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	
	de commissions scolaires du Québec	2 502
5	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements	
	universitaires du Québec	7 021
6	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de	
	santé et de services sociaux du Québec	11 041
7	Fonds d'amortissement constitué pour et à l'acquit de municipalités	1 723
8	Fonds des congés de maladie accumulés	42 325
9	Fonds des services de santé	8 779
10	Fonds du régime de rentes de survivants	22 268
	Total fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont incluses dans celles du fonds	
	consolidé du revenu	2 639 571

2011			2012		
Solde du fonds	Solde du fonds	Passif	Actif_	Excédent des revenus sur les dépenses	Dépenses
5 625 755	6 171 097		6 171 097	451 959	572
42 264 937	45 352 373		45 352 373	2 087 436	
61 251	56 838		56 838	3 943	2
58 374	50 085	281	50 366	2 218	284
121 335	96 267	2 563	98 830	4 454	2 567
63 684	56 343	8 559	64 902	2 479	8 562
38 679	41 176	116	41 292	1 606	117
699 524	746 479		746 479	42 325	
		580	580		8 779
448 146	449 357		449 357	22 268	
49 381 685	53 020 015	12 099	53 032 114	2 618 688	20 883

Les *Comptes publics 2011-2012* présentent la situation financière du gouvernement du Québec et ses résultats de fonctionnement.

Volume 2

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé, ainsi que de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec et qui proviennent de ces mêmes fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires de l'Administration gouvernementale, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne. De plus, les deux premières sections rendent également compte des revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement.

